Point N° 4 de l'ordre du jour

2ème Congrès de la CSI-Afrique

Birchwood Hotel, Johannesburg (Afrique du Sud), 25-27 novembre 2011

RENOUVELER LE MOUVEMENT SYNDICAL AFRICAIN POUR L'EMANCIPATION AFRICAINE

L'Afrique dans une situation de crise mondiale

1. Pendant une bonne partie de la période couverte par le présent document, le monde a été en proie à une crise financière et économique mondiale sans précédent avec des conséquences graves pour l'emploi et les familles ouvrières. Cette crise est désormais reconnue comme le pire « krach » économique du capitalisme depuis la Grande dépression de 1929. Il faut rappeler que l'impact de la Grande dépression avait duré des années avant de finir par la Seconde Guerre mondiale. Les économies occidentales ravagées par la guerre offraient paradoxalement, par la suite, l'occasion d'un nouvel investissement et augmentaient la reproduction des années 50 et du début des années 60. Tout comme la Grande Dépression des années 20 et du début des années 30, cette 'Grande crise financière' n'est ni accidentelle ni temporaire, mais le reflet des contradictions inhérentes au système économique capitaliste qui génère des crises structurelles périodiques.

2. Cette «crise financière» avait été annoncée par une série de krachs financiers de très grande ampleur au cours des deux dernières décennies, notamment: le krach de la bourse américaine de 1987 ; la crise des épargnes et des crédits de la fin des années 1980 et du début des années 1990 ; la crise financière japonaise et la stagnation des années 1990 ; la crise financière asiatique de 1997 à 1998 et le krach de 2000. Il est clair que les effets et les ramifications de la crise financière actuelle ne sont pas encore terminés. Ils sont susceptibles de continuer pendant de nombreuses années. En dépit des prévisions à la fois nerveuses et optimistes des économistes occidentaux dès qu'apparaît le moindre signe d'amélioration des indicateurs économiques, des événements subséquents démontrent que loin de

prendre fin bientôt, les répercussions de cette crise sont susceptibles de durer longtemps. En 2005, la dette américaine totale, y compris celle des ménages, des entreprises, des secteurs financier et public, s'élevait à plus de 57 mille milliards de dollars et est en constante progression. 81% de cette dette, c'est-à-dire 46 mille milliards de dollars, existait depuis 1990, une période nettement dominée par la dette au lieu de l'activité productive. Actuellement, la dette du gouvernement américain de 14,34 mille milliards de dollars constitue 96% de son PIB de 15,003 mille milliards de dollars (d'après des estimations de juillet 2011). La crise de l'endettement croissant du gouvernement américain, le récent mélodrame selon lequel il pourrait faillir à ses obligations vis-à-vis du service de la dette et la menace constante des crises économiques et financières en Grèce, au Portugal, en Espagne et en Italie pour l'existence même de l'euro montrent de façon extrêmement inquiétante que cette crise est loin d'être terminée.

3. Pour commencer à parler raisonnablement des répercussions possibles de cette crise et de son résultat, nous devons d'abord comprendre sa caractéristique essentielle. Pourquoi n'est-elle pas une crise passagère ? Pourquoi prend-elle de nouvelles formes et de nouvelles dimensions ? Quels sont les moteurs de cette crise ?

4. Notre intention n'est pas d'essayer de faire une analyse exhaustive de la crise et de ses causes, mais, à notre avis, la crise est due au défi croissant que constitue la recherche de débouchés rentables dans ces économies pour un investissement productif des profits énormes et croissants générés par le système grâce à l'émergence de la 'maturité' dans les économies capitalistes d'Europe de l'Ouest, d'Amérique du Nord et du Japon ; lié aux phénomènes d'inégalité de la croissance mondiale, à la pauvreté et à la chute de la demande effective ; la financiarisation des économies (ou la domination de l'économie réelle par le secteur financier; la surproduction, etc.) Ces problèmes ont entraîné une tendance à une stagnation à long terme de la croissance dans ces économies capitalistes développées. Les taux de croissance très bas des soi-disant économies développées/arrivées à maturité par rapport aux taux de croissance élevés des économies émergentes attestent cela.

5. Comme l'investissement productif dans les grands centres du capitalisme n'est plus un moyen efficace d'éviter le ralentissement de la production, le financement de la dette est devenu un moyen pour éviter et non pour surmonter cette tendance à la stagnation. Les exemples récents du rôle de la Banque fédérale des Etats-Unis dans le renflouement des banques et le rôle des banques centrales européennes dans la crise grecque et espagnole illustre la tendance à la financiarisation de ces économies et le rôle des banques centrales et des

gouvernements qui prêtent en dernier ressort au secteur financier pour empêcher une crise économie complète. Alors, même si la crise prend apparemment la forme d'une crise financière, la dépendance excessive de la production économique réelle vis-à-vis des marchés financiers fait qu'en vérité cette crise est une crise économique, une crise de « surproduction du capital ». Plutôt que de résoudre cette crise structurelle, la décision de renflouer le secteur financier et d'imposer des mesures d'austérité à la population aggrave la crise. Cette combinaison toxique des problèmes économiques structurels avec des interventions inadéquates, signifie que, à moins d'un changement radical de direction, l'économie mondiale est en proie à une stagnation longue et profonde.

6. Cette situation a à son tour des implications négatives majeures pour l'Afrique qui est la région la plus vulnérable de tout le Sud. En même temps, les impacts de la crise et les réalités mondiales changeantes dans lesquelles elle s'est produite, ont donné lieu à un mélange complexe de possibilités et de défis, qui pourrait voir l'Afrique s'orienter sur une nouvelle voie de développement, si la situation est bien gérée. Nous nous tournons maintenant vers le réalignement des forces internationales qui crée un nouveau terrain d'engagement.

La situation internationale après la crise économique mondiale

7. Nous traversons une période de mutations rapides, où les développements qui prennent d'habitude des décennies se passent en l'espace de quelques mois. Par conséquent, la situation décrite ci-dessous est, de par sa nature, très dynamique et fluide, et doit faire l'objet d'une évaluation continuelle.

8. Tel que mentionné plus haut, on comprend maintenant que la crise financière mondiale, qui a commencé en 2008, était une crise systémique, qui a rapidement pris les proportions d'une crise économique complète, dont le centre de gravité se situe dans les pays capitalistes développés du Nord, avec des impacts dévastateurs sur les pays du Sud. Il y a tout un débat sur les causes fondamentales de la crise, mais la plupart des gens s'accordent à dire que son impact ainsi que les changements importants dans l'économie et la politique internationales feront que le monde après la récession économique mondiale sera très différent de celui d'avant 2008. Ses ramifications se font encore sentir, non seulement sur le plan économique, mais aussi en termes de bouleversements socio-politiques massifs, dans des endroits aussi éloignés que l'Afrique du Nord, la Chine, l'Europe, les Etats-Unis et l'Amérique latine.

9. La **première phase** de la crise avait semblé donner l'impression que nous entrions dans une ère post-néo-libérale, qui allait voir de fortes interventions de type

keynésien pour stimuler la demande (notamment grâce aux dépenses de l'Etat), et une forte implication de l'Etat dans la propriété, à travers la nationalisation, ainsi qu'une régulation plus stricte du capital, particulièrement dans le secteur financier, ainsi que des interventions dans les marchés financiers à une échelle sans précédent. Des pays clés du Nord, ainsi que le G20, semblaient reconnaître la nécessite d'une nouvelle approche. Mais cette phase, à l'exception d'un stimulus social et économique massif de la Chine, n'a pas duré longtemps parce que les ressources étaient détournées pour sauver des banques (et non les victimes des excès des banques), au lieu de faire des investissements sociaux pour assurer une relance durable.

10. Par conséquent, l'incapacité des gouvernements et des institutions internationales à prendre le contrôle du secteur financier sérieusement affaibli, dont les abus ont provoqué la récession financière, au cours de la première phase de la crise, a permis au secteur financier et aux marchés financiers de réaffirmer leur domination dans la deuxième phase de la crise et de rétablir l'hégémonie de leur agenda économique.

11. La **deuxième phase,** qui est toujours en cours, a été la réaffirmation des interventions des politiques néolibérales pour sécuriser le secteur financier, face aux dettes massives contractées par les gouvernements au cours de la première phase, en grande partie *en raison du sauvetage du secteur financier*. Cette résurgence du néolibéralisme est ironiquement concentrée dans le Nord, avec les programmes d'ajustement structurel traditionnels caractérisés par la réduction de la taille de l'Etat, les réductions fiscales, une politique monétaire stricte, la dérégulation, etc. qui sont appliquées de façon intense dans les nations d'Europe et aux Etats-Unis, provoquant une résistance sans précédent dans ces pays.

12. Entretemps, le centre de gravité économique semble se déplacer vers certains pays clés du Sud, en particulier la Chine, même si les centres dominants de l'économie mondiale demeurent l'Amérique du Nord, l'Europe occidentale et le Japon. Le monde développé **dépend de plus en plus de certaines parties du monde en développement** pour stabiliser son économie. Ce changement commence également à se faire sentir au niveau de la gouvernance mondiale, avec l'affirmation grandissante par des pays du Sud de la nécessite d'une nouvelle architecture économique et politique mondiale. Par conséquent, il sera extrêmement difficile de retourner à l'ancien statu quo.

13. Alors que l'économie américaine est prise dans le piège de la stagnation, l'économie chinoise progresse rapidement et enregistre des taux de croissance élevés. Au cours des deux dernières années, elle est devenue la deuxième plus

grande économie après les Etats-Unis et devant le Japon. La Chine est le plus grand acheteur étranger des obligations et des dollars américains. Les Etats-Unis dépendent largement des emprunts chinois, et la Chine bénéficie du fait que les Américains consomment ses produits manufacturés. La Chine a donc intérêt à maintenir la valeur du dollar américain et la stabilité de l'économie américaine. Cela est devenu une proposition très risquée depuis le début de la crise financière. La Chine s'efforce de réduire sa dépendance vis-à-vis de l'économie américaine. En 2008, la Chine a acheté près de la moitié du total des bons et obligations américains achetés par des étrangers. En 2009, elle détenait 1,5 mille milliards de dollars d'actifs libellés en dollars (soit l'équivalent de près du tiers du PIB de la Chine), grâce à ses gigantesques excédents d'exportation au fil des années. Mais Pékin avance dans la direction opposée en essayant d'échapper au «piège du dollar». Premièrement, la Chine a plus ou moins arrêté d'acheter les bons et obligations du Trésor américain. Deuxièmement, elle est en train de vendre des dollars et d'acheter des actifs qui ne sont pas en dollar, notamment des minéraux, les terres arables, l'énergie et des actions d'entreprises européennes et asiatiques ; de gros prêts aux compagnies pétrolières qui seront remboursés en pétrole; des prêts supplémentaires aux Etats membres de l'ANASE; l'augmentation massive des exportations vers l'Asie, etc. Troisièmement, la Chine espère persuader d'autres pays particulièrement des Etats d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie de coopérer dans le cadre d'une initiative visant à ne plus utiliser l'étalon dollar comme monnaie internationale. Les chinois proposent une «monnaie de réserve hyper souveraine» composée de plusieurs devises majeures[1].

14. Ce changement dans l'équilibre mondial de la puissance économique s'observe également dans l'équilibre des chiffres du commerce. Selon le Rapport du commerce mondial de 2010 de l'OMC, les excédents et déficits commerciaux par région en 2009 étaient comme suit:

Excédent: Moyen-Orient: +198 milliards de dollars; Asie: 169 milliards de dollars; Ancienne Union Soviétique: +120 milliards de dollars; Amérique latine et Amérique centrale : +17 milliards de dollars

***Déficit*:** Amérique du Nord: -515 milliards de dollars; Europe : -148 milliards de dollars; Afrique: -21 milliards de dollars

15. La crise de l'économie américaine et l'émergence de la Chine marquent le déclin de l'hégémonie politique, économique et militaire des Etats-Unis dans le monde et montrent que la Chine constitue un défi réel pour cette hégémonie. Ce déclin de

[1] Voir Robert wade Cambridge Journal of Economics 33, 2009 From global imbalances to global reorganisations

puissance rend les Etats-Unis et les autres pays capitalistes développés plus agressifs, mais l'émergence d'un ordre mondial multipolaire est une ouverture tant au niveau politique qu'économique, particulièrement pour les pays du Sud.

16. L'orthodoxie économique s'est effondrée, même parmi les adeptes du capitalisme. L'architecture financière existante et la gouvernance économique internationale sont fondamentalement remises en question. En outre, la pérennité du modèle de croissance économique actuel est remise en question en ce qui concerne :

- Les limites environnementales de la croissance incontrôlée et destructrice.
- La viabilité d'un modèle unilatéral de croissance basé sur les exportations, qui dépend d'une demande croissante provenant du monde développé qui est actuellement en crise, et
- L'impact des inégalités et de la pauvreté croissante sur le déclenchement des crises systémiques.

17. Ce qui est en train d'être déterminé actuellement, ce sont les conditions dans lesquelles cette crise économique internationale sera résolue ; est-ce qu'elle jettera les bases d'un mouvement populaire, au Nord et au Sud, capable d'être à la base d'un nouveau type d'ordre économique et d'architecture internationale visant à résoudre la crise en faveur des masses populaires. Ou bien est-ce que les gouvernements et les institutions financières qui n'ont pas de compte à rendre continueront d'imposer des arrangements dont l'objectif principal est de protéger le puissant secteur financier, les grandes sociétés et les milliardaires. Même si les ravages sociaux découlant de cette crise se sont généralisés aussi bien au Nord qu'au Sud, les pays du Sud, notamment dans les régions clés telles que l'Asie et l'Amérique latine sont mieux placés pour rebondir que les pays développés. L'Afrique, cependant, n'a pas encore brisé sa position de marginalisation économique, bien qu'elle commence à s'affirmer dans certains forums internationaux.

18. Ces nouvelles réalités mondiales illustrées par les changements économiques, sociaux et politiques massifs en cours montrent que les forces du progrès et de la transformation ont potentiellement plus de moyens pour faire avancer leur agenda comparativement aux décennies précédentes.

19. En même temps, la crise profonde qui secoue les puissantes élites et les Etats, qui contrôlent des ressources considérables et une énorme machine militaire répressive, suscite des inquiétudes relatives à la possibilité d'un éventail de phénomènes réactionnaires – le néofascisme, la résurgence de l'impérialisme, le caporalisme, le fondamentalisme religieux et un projet concerté de mettre un terme aux droits des travailleurs et aux droits de l'homme. La puissance

économique émergente du Sud ne sera pas automatiquement utilisée à des fins progressistes.

20. Le monde a donc devant lui la perspective d'un scenario de progrès et d'espoir sans précédent ou bien la misère humaine grandissante et les conflits. Il y a énormément de preuves pour suggérer l'émergence possible de l'un ou de ces deux scénarios contraires, notamment :

- L'avancée des gouvernements progressistes de gauche et des mouvements populaires en Amérique latine, les révolutions démocratiques en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, ainsi que la résurgence de la résistance populaire dans les pays du Nord;
- Le rôle économique croissant des pays du Sud, leur organisation progressive en blocs régionaux et internationaux ainsi que l'affirmation par le Sud d'un agenda mondial, avec toutes ses contradictions;
- L'émergence du programme vert comme une partie intégrante du mouvement international émergeant de transformation économique et sociale.

En même temps, nous assistons à :

- La position de plus en plus agressive prise par les pays capitalistes développés, même contre leur propre peuple;
- L'adoption des mesures d'austérité économique qui menacent de plonger le monde dans une dépression économique;
- La montée des gouvernements de droite et des partis d'extrême-droite au Nord ; et
- L'intensification des aventures militaires dangereuses entreprises à la poursuite des intérêts économiques et géopolitiques. Cela a des implications graves pour l'Afrique.

21. Le réalignement des forces, qui émerge dans le paysage post-crise prépare donc la scène pour une contestation internationale massive de la forme de l'architecture économique et politique internationale. Même si la puissance croissante des pays du Sud et des mouvements populaires constitue, à certains égards, un motif d'optimisme, elle renferme d'importantes contradictions. De plus, même si les grands pays du Nord sont sur le déclin, leur puissance, spécialement celle des Etats-Unis (qui restent la plus grande puissance économique et militaire du monde), et leur capacité à bloquer le progrès, ne doivent pas être sous-estimées.

22. Néanmoins, le changement de cap de la puissance économique vers le Sud ainsi que la résurgence de la gauche et des forces démocratiques dans des régions clés,

en particulier l'Amérique latine et l'Afrique du Nord, sont des motifs d'optimisme. Il en est de même de l'émergence d'importants mouvements ouvriers et populaires en Europe et aux Etats-Unis qui remettent en question les politiques économiques et les interventions internationales de leurs gouvernements.

23. Les travailleurs africains organisés doivent porter une attention particulière aux implications de la montée de grandes puissances économiques au Sud, en particulier le rôle de la Chine qui est actuellement la deuxième plus grande économie du monde. Une meilleure coordination des pays du Sud commence à se faire dans différents forums, notamment BRICS. Ce transfert économique est combiné avec des initiatives régionales progressistes en Amérique latine qui a commencé à «dissocier» le continent de l'hégémonie des pays capitalistes avancés. Les forces progressistes en Afrique doivent examiner comment elles vont faire face à ces réalités émergentes.

24. Sur le plan politique, les forces démocratiques populaires de gauche sont en ascension dans certaines régions du Sud (bien que dans d'autres pays, tels que l'Inde la gauche serait en perte de vitesse). Par exemple, 8 sur 10 des grands pays sud-américains (le Pérou étant le dernier pays où la gauche a récemment gagné les élections) ont actuellement des gouvernements de gauche ou de centre gauche.

25. Même s'il y a des différences considérables entre les politiques économiques de certains de ces pays sud-américains, ils s'accordent plus ou moins sur la nécessité d'assurer l'indépendance de leur continent vis-à-vis de la domination américaine et sont en train de mettre en place diverses institutions régionales pour renforcer leur capacité à réaliser cette indépendance. Les pays comme le Venezuela et la Bolivie sont en train de préparer des projets de gauche radicaux qui vont les distinguer des démocraties sociales centristes qui avaient jusqu'alors constitué la « gauche » dans la plupart des démocraties. Avec d'autres pays progressistes, ils constituent un pôle alternatif autour duquel les forces progressistes peuvent se mobiliser à l'échelle internationale.

26. Même ici, nous devons souligner l'importance des libertés politiques et civiles, la promotion d'une culture de tolérance démocratique et de débat dans la vie publique ainsi que les procédures légales et institutionnelles complexes qui ont été affinées au fil des années dans les pays du Nord pour contrôler le pouvoir politique et l'arbitraire des gouvernants et pour trouver des remèdes à l'aide desquels les citoyens peuvent se protéger contre le pouvoir absolu et les ordres de l'Etat. Même si ces procédures légales et administratives ont dans une large mesure leurs origines dans l'ordre capitaliste du Nord et sont déterminées par les caractéristiques de cet ordre, il n'est peut-être pas prudent de les rejeter comme de simples abstractions légales de cet ordre, qui n'ont aucune importance pour la société de l'avenir. Pour les principes et institutions libéraux démocratiques tels

que l'état de droit, les libertés civiles, la protection de la vie privée légitime des individus contre l'intrusion de l'Etat et les restrictions de la liberté de l'Etat d'agir n'importe comment, sont d'importantes préoccupations auxquelles tout ordre social, démocratique et populaire doit faire face.

27. Les soulèvements en Afrique du Nord et au Moyen-Orient connus sous le nom de "printemps arabe" constituent une évolution majeure au seuil de l'Europe, avec des implications géopolitiques potentiellement profondes pour le pétrole, la question israélo-palestinienne et le rôle des Etats-Unis et de leurs alliés dans la région. Ces évènements remettent en question la mainmise des dictateurs soutenus par les Etats-Unis et ont des implications pour la démocratie en Afrique. Etant donné que cette vague de révoltes est toujours en cours et que les dictateurs et leurs parrains ont lancé une contre-offensive, il est trop tôt pour prédire la trajectoire que cela va suivre. Même s'il y a des éléments spontanés et même si ces révoltes sont souvent dirigées par les jeunes, comme en Egypte et en Tunisie, bon nombre d'entre elles ont connu une forte participation des travailleurs organisés et des formations de gauche émergentes. Ce que nous pouvons prédire est que la région ne sera plus jamais comme avant et que ces soulèvements posent un défi réel au statu quo géopolitique actuel.

28. Toutefois, malgré les soulèvements en Afrique du Nord, l'Afrique demeure un bloc régional fragmenté et politiquement peu développé dans l'ensemble, au regard du développement des formations progressistes. Il sera important de voir si la classe ouvrière africaine peut capitaliser sur les développements en Afrique du Nord. La principale force progressiste organisée sur le continent est le mouvement syndical africain qui a besoin de collaborer avec les mouvements sociaux émergents pour élaborer un programme stratégique pour l'Afrique. Néanmoins, jusqu'à présent, le mouvement syndical africain lui-même a été trop fragmenté et doit encore développer une vision et une position alternatives cohérentes.

29. Les développements intervenus en Afrique du Nord et en Amérique latine constituent un *changement politique qualitatif*. Ce changement ainsi que le changement économique de rapport de force en faveur du Sud (qui émerge avec la *crise économique* et l'émergence de la Chine) constituent une opportunité majeure pour les forces progressistes du Sud. Cependant, au sein des pays du Sud, il y aura évidemment des contestations, même entre les pays eux-mêmes, par exemple au sein du groupe BRICS, et par les forces anti-ouvrières dont l'objectif est de déterminer le caractère du nouvel agenda. Par conséquent, les syndicats, les organisations de masse progressistes et les partis de gauche doivent élaborer une stratégie conjointe cohérente pour consolider et faire avancer une plateforme progressiste Sud-Sud.

30. La situation politique dans les pays développés du Nord est fluide et imprévisible. Des réductions massives de dépenses en Europe et aux Etats-Unis ont été accompagnées d'une réduction des salaires réels, des attaques contre les pensions et les autres formes de protection sociale et des atteintes aux droits des travailleurs et des syndicats. Cela ne se limite pas aux 'pays en faillite' comme le Portugal, la Grèce, l'Irlande, et maintenant l'Espagne, mais c'est une réalité à laquelle fait face la classe ouvrière dans la plupart des pays européens et aux Etats-Unis. Cela a provoqué une résistance politique dans les pays développés à une échelle jamais vue depuis plusieurs années, avec des grèves générales et des occupations de rues, notamment dans les pays confrontés à des mesures d'ajustement structurels du genre FMI (tels que la Grèce et l'Espagne), mais aussi dans des régions inattendues, telles que la rébellion de Wisconsin, aux Etats-Unis, contre les attaques contre les droits syndicaux. Les populations de ces pays se réfèrent ouvertement aux évènements du 'Printemps arabe', et commencent à remettre en question la légitimité de leurs systèmes économiques et politiques.

31. Ces évènements ont aggravé la crise des partis sociaux-démocrates de centre-gauche, qui d'une part sont responsables de la vente de ces mesures à leurs populations dans les 'Etats en faillite' tels la Grèce, l'Irlande, le Portugal et l'Espagne, et ce faisant, commettent un suicide politique (les gouvernements portugais et irlandais ont déjà chuté) ; et d'autre part, ils ont été chassés du pouvoir dans la plupart des autres pays européens. Même avant la récente crise en Europe, les partis de centre-droit avaient pris le pouvoir au "cœur historique de la sociale démocratie européenne" (Allemagne, Grande Bretagne, France, Italie, Suède, Pays-Bas)

32. Les sociaux-démocrates ont adopté les mêmes politiques économiques néolibérales à l'instar des partis de centre-droit, et se sont discrédités. De plus en plus, les forces progressistes et les syndicats commencent à prendre leurs distances vis-à-vis des partis sociaux-démocrates, alors que les partis de gauche (tels que le *Die Linkse* en Allemagne) deviennent plus forts dans certains pays. Néanmoins, la politique de l'Europe est de plus en plus fragmentée, et la classe ouvrière n'est pas seulement attirée vers la gauche mais aussi vers le centre-droit et l'extrême-droite, car les néofascistes exploitent l'insécurité matérielle, les peurs et les préjudices des gens (comme ce fut le cas dans l'Europe fasciste des années 1930).

33. En conséquence, même s'il y a des signes d'espoir, il y a également le danger d'un agenda économique et militaire réactionnaire des gouvernements des pays développés, car leurs classes dirigeantes deviennent de plus en plus désespérées économiquement et politiquement. Il est donc stratégiquement vital d'assurer la

coordination entre les forces progressistes et démocratiques du Nord et du Sud, pour isoler ces dangers et promouvoir un agenda plus progressiste au Nord.

34. L'idée de régler cette lutte pour l'hégémonie mondiale par une autre guerre mondiale, comme ce fut le cas autrefois, est simplement impensable pour la survie de l'humanité. Cependant, ce qui est certain est que la résolution de cette crise et le nouveau système mondial susceptible d'émerger seront radicalement différents et lourds de conséquences pour l'humanité. Comment l'Afrique et nos syndicats ainsi que l'ensemble du mouvement syndical international et les forces progressistes doivent-ils faire face à cette réalité et agir pour changer la trajectoire actuelle? Il s'agit d'une question importante que nous devons commencer à aborder dès maintenant.

35. Le mouvement syndical international a un rôle clé à jouer, car il est le seul mouvement bien organisé présent dans toutes ces régions, et qui d'une manière générale partage le même objectif, au moins sur certaines questions économiques et sociales majeures. Des efforts doivent être faits pour développer une plateforme conjointe afin d'aborder certaines des différences d'options actuelles entre les mouvements ouvriers du Nord et du Sud, spécialement concernant des questions commerciales. Il est permis de penser qu'à l'ère post-crise économique, le fondement matériel et politique d'une telle plateforme partagée s'est renforcé parce que le mouvement ouvrier des pays capitalistes développés devient plus politisé et que les mesures d'austérité dans les pays du Nord compromettent le projet de division d'une 'aristocratie ouvrière' au Nord, des travailleurs du Sud.

L'impact de la crise sur les travailleurs/euses

36. A présent, le résultat de la 'Grande crise financière' est que des millions d'emplois ont été supprimés dans les pays industrialisés et les pays en développement et des dizaines de milliers de personnes ont perdu leurs maisons et leurs épargnes en Occident. Au même moment, le monde est confronté aux dangers graves du changement climatique qui comporte d'énormes défis pour le développement durable. Alors que le monde s'attelle à trouver des remèdes efficaces aux crises, elles continuent d'avoir un impact lourd sur les travailleurs à travers le monde.

37. Le Secrétaire Général de la CSI a résumé certains des effets de la crise économique mondiale[2]:

[2] Sharan Burrow, Allocution de la Secrétaire générale de la CSI au 2ème Congrès du DGB sur le capitalisme, Berlin, 7 octobre 2010 ; et allocution de Sharan Burrow à la conférence de Brookings Institution sur l'emploi, 13 avril 2011

- le chômage mondial atteint aujourd'hui 210 millions – **soit le niveau le plus élevé jamais enregistré** dans l'histoire ;
- **64 millions de personnes supplémentaires** ont été plongées dans l'extrême pauvreté ;
- selon l'OIT, il y a 34 millions de nouveaux chômeurs à la suite de la crise
- **23 millions de personnes de plus** seraient sans emploi aujourd'hui s'il n'y avait pas eu des programmes de relance économique adoptés pour faire face à la crise, programmes qui seront supprimés graduellement, au fur et à mesure que les gouvernements (particulièrement en Europe) se bousculent dans leur course pour sortir de la crise;
- et ce "déficit de travail décent" ne pourra qu'empirer dans les années à venir, car il y a aussi un nombre record de jeunes qui rejoignent toujours la population active – **45 millions de nouveaux demandeurs d'emploi** chaque année… dont plusieurs cherchent désespérément des opportunités comme on l'a vu en Tunisie, en Egypte, au Yémen et dans les pays voisins, mais aussi en Espagne, en Irlande, aux Etats-Unis, en Afrique, en Amérique latine et en Asie; le chômage des jeunes est une inquiétude mondiale pour notre jeunesse.
- même les estimations du chômage à 210 millions de personnes sont une sous-estimation de la vraie ampleur de ce phénomène, car plusieurs millions de demandeurs d'emploi, notamment les femmes, ne sont pas enregistrées, et l'économie informelle est en progression étant donné qu'elle absorbe ces individus non enregistrés qui ont perdu tout espoir d'avoir des moyens de subsistance sûrs et formels.

L'économie politique africaine

38. L'analyse que nous avons faite plus haut sur l'environnement international après la crise économique mondiale révèle qu'il présente des opportunités et défis multiples pour le Sud en général, et pour l'Afrique en particulier. Néanmoins, le fait que l'Afrique ne soit pas en mesure de répondre à ces défis, contrairement à d'autres régions du Sud, n'est pas un accident de l'histoire mais le résultat des profonds défis structurels dont l'Afrique a hérité : sa dépendance vis-à-vis d'une voie spécifique de croissance coloniale, et le rôle des politiques passées dans l'implantation de ces réalités. Si nous voulons profiter de l'ouverture actuelle, nous devons bien comprendre les causes profondes de la crise que traverse l'Afrique, et ce qu'il faut faire pour changer la trajectoire de l'Afrique. Il est donc évident que sur la base de cette analyse, les peuples d'Afrique devront développer une approche radicalement nouvelle, si nous voulons prendre notre destinée en main. D'après le dicton, la définition de l'insanité c'est de répéter les mêmes choses et d'espérer des résultats différents !

39. Que signifie alors tout cela pour l'Afrique? Tout d'abord, cela signifie que les espoirs de nos gouvernements et l'orthodoxie économique selon laquelle les problèmes de développement économique seront et peuvent être réglés grâce à un appui substantiel des économies occidentales sont non seulement contredits par notre expérience historique, mais ils sont également irréalistes, compte tenu des difficultés dans lesquelles ces pays se trouvent. Deuxièmement, nous devons étudier minutieusement l'expérience des nouvelles économies émergentes, pour voir quelles leçons importantes nous pouvons tirer d'elles. Troisièmement, l'Afrique doit produire un nouveau leadership de vision stratégique, engagé en faveur des intérêts de notre peuple pour nous permettre d'affronter les défis au cours des années à venir. Le mouvement syndical a un rôle important à jouer dans la promotion de ce nouveau leadership. Nous faisons allusion à cela en reconnaissant pleinement les limites actuelles du mouvement syndical africain. Une nouvelle vision stratégique doit cependant reposer sur une analyse historique de l'économie politique africaine, afin d'identifier les fondements requis pour une nouvelle voie de croissance et de développement.

40. Les traits dominants de l'économie politique africaine comprennent:

- L'enracinement délibéré, par les anciennes puissances coloniales, les sociétés multinationales et l'élite africaine prédatrice, des modèles économiques coloniaux d'extraction des minéraux, matières premières et produits agricoles d'Afrique (sur la base de la disponibilité d'une main d'œuvre abondante et bon marché); et la dépendance de l'Afrique à l'égard de l'importation des produits intermédiaires et finis provenant d'autres régions, donnant lieu à la stagnation économique, le sous-emploi et la dépendance économique chronique ;
- L'incapacité – liée au premier trait ci-dessus – de développer une base industrielle diversifiée, et d'où la taille relativement petite, sauf quelques exceptions, d'un prolétariat industriel développé;
- La persistance des relations de production précapitalistes et des relations sociales semi-féodales, couplées avec la destruction des formes traditionnelles de production et l'émergence d'une large paysannerie sans terre ou quasi sans terre, avec une présence précaire à la campagne;
- La dépendance de la majorité de la population active africaine vis-à-vis de l'emploi informel, de l'auto-emploi, et des formes atypiques de travail, en plus de l'agriculture de semi-subsistance. La plupart de ces travailleurs sont sous-employés et se débattent pour survivre;
- le manque d'infrastructures physiques, sociales et de développement humain solide, couplé avec l'étroite assiette fiscale qui en résulte, qui à son tour constitue une entrave au développement économique. Les infrastructures physiques, dont

les routes, les ports et d'autres nœuds de transport, continuent de desservir principalement les plaques tournantes coloniales, au lieu de contribuer au développement intérieur ou aux échanges dans la région;

- En l'absence de la reproduction étendue de la base économique de la société, la classe moyenne et les capitalistes émergents misent excessivement sur l'accumulation des richesses en se servant de l'appareil d'Etat, donnant ainsi lieu à l'émergence des Etats prédateurs ou semi-prédateurs au pire, ou des élites compradores bureaucratiques au mieux, avec toutes les pires conséquences en termes de corruption, népotisme, violations des droits humains, etc. Là où les véritables défenseurs des peuples africains ont émergé, beaucoup d'entre eux ont été déstabilisés, frustrés, si nécessaire, assassinés, et remplacés par des leaders obéissants et des despotes pour servir les intérêts étrangers, et leurs alliés compradors africains.

41. Après avoir fait une analyse similaire de l'économie politique africaine, le célèbre universitaire radical John Saul, souligne que ces réalités ne signifient pas que l'Afrique est incapable d'attirer les investissements étrangers:

"…du point de vue d'une entreprise, où le but n'est pas de développer les pays mais d'exploiter des opportunités rentables, les perspectives peuvent encore sembler assez radieuses. Particulièrement, dans les industries pétrolières, gazières et minières, il y a de l'optimisme, voire de l'enthousiasme. Les ressources de l'Afrique demeurent largement non exploitées. Beaucoup de découvertes qui ont été déjà faites restent encore à développer et beaucoup d'autres encore à faire. Le "climat d'investissement" a été rendu facile par une décennie et demie de "conditionnalité" de l'aide, et le retour sur investissement peut être spectaculaire. Par exemple, les taux de retour sur les investissements directs américains en Afrique sont les plus élevés par rapport aux autres régions du monde (25,3% en 1997).

"Un profil économique de l'Afrique tiré de cette perspective porterait relativement peu d'attention aux pays ou Etats, sauf eu égard à la sécurité physique des investissements fixes et la disponibilité des infrastructures de communication et de transport. Par contre, il mettrait en exergue un groupe de grandes entreprises transnationales, surtout des sociétés minières, et une cartographie des dépôts de minéraux, codés selon leur taille et valeur estimatives ainsi que leur coût d'exploitation….et quelques places boursières africaines associées qui vaillent la peine d'être explorées.

"Cette carte comprendrait aussi plusieurs opportunités agricoles, telles que la plantation ou la production à petite échelle de thé, cacao, coton, sucre, etc.; la

production manufacturière à technologie rudimentaire pour les marchés locaux, telle que la bière et les boissons non alcoolisées, les plastiques, le ciment ; et une quantité limitée de production manufacturière destinée à l'exportation (par exemple de textiles) par les filiales des sociétés étrangères... Une plus grande version de cette carte, pour les petits capitalistes, montrerait bien sûr plusieurs opportunités plus modestes….allant de la construction aux transports en passant par l'import-export, l'hôtellerie, etc. Il y a également des opportunités d'affaires illégales, qui ne figurent sur aucune carte mais qui existent en réalité, dont la contrebande de diamants et d'armes ainsi que le trafic de drogues, que la corruption et l'effondrement de l'autorité étatique encouragent de plus en plus. En bref, un profil de capitalisme "brut et neo-impérialiste" qui exploite la population et les ressources, mais qui souvent n'a pas besoin — et d'habitude incapable de mettre en place — des structures sociales, économiques et politiques plus larges, requises pour le développement des relations de production capitaliste et pour l'accumulation des capitaux durable et à grande échelle … l'Afrique est-elle victime d'exploitation ou de marginalisation? La simple réponse est qu'elle est victime des deux."[3]

42. Est-ce que le 'boom' dont on parle tant en Afrique change ces tendances (un taux de croissance moyen de plus de 5% pendant 5 ans jusqu'en 2008, et encore une relance à 4,9% en 2010 après un déclin de croissance en 2009)? Ce tableau rose brossé par les institutions financières internationales comme représentant l'émergence des 'Lions africains', masque les problèmes structurels profonds auxquels les économies africaines continuent d'être confrontées. Les économies africaines ont en fait été plus durement touchées par la crise économique que d'autres économies du Sud. Par exemple, l'Afrique du Sud a perdu 1 million d'emplois, et la situation des travailleurs africains en général ne s'est pas beaucoup améliorée. Un autre exemple : l'austérité salariale a touché les travailleurs africains plus que ceux de toute autre région: l'OIT a réalisé une enquête dans 108 pays en 2009, au plus fort de la crise financière, et a trouvé que 57 pays ont augmenté leurs salaires minimum. En Afrique, cependant, 26 des 32 pays qui ont fait l'objet de l'enquête ont gelé leurs salaires pendant cette période, bien que le niveau des salaires minimum soit très bas en Afrique. Tel qu'on l'a mentionné plus haut, même le boom des produits de base n'a pas permis à l'Afrique d'avoir un excédent commercial – en 2009 l'Afrique a enregistré un déficit commercial de 21 milliards de dollars.

43. Néanmoins, nous ne réfutons pas l'importance des récentes nouvelles de croissance en Afrique – il y a des éléments qui méritent d'être analysés soigneusement : Bien que le tableau de la croissance économique de l'Afrique ne

[3] John Saul and Colin Leys "Sub Saharan Africa in global capitalism" Monthly review, July/August 1999

reflète pas à un changement dans la voie de développement du continent, il peut être une *occasion* pour encourager un changement dans sa trajectoire. La croissance récente de l'Afrique repose sur le *boom des produits de base*, qui malgré la crise économique, enregistre une demande croissante de l'Inde et de la Chine. Le défi est d'investir les dividendes de ce boom des ressources naturelles et les canaliser vers une stratégie de financement à grande échelle du développement économique, comme cela a été le cas dans beaucoup de pays riches en ressources naturelles pendant des décennies. A cet égard, au niveau régional, l'Amérique latine est en train de nous offrir un modèle de la meilleure façon de le faire comme nous le verrons plus loin. Si, toutefois, les dirigeants africains n'agissent pas autrement qu'ils avaient agi auparavant, le boom des ressources naturelles deviendra une "malédiction des ressources" qui aggravera les problèmes abordés plus haut. Si les dividendes ne sont pas investis, le boom exacerbera tout simplement la vulnérabilité de l'Afrique aux fluctuations des prix des produits, rendant les autres exportations moins compétitives suite à l'appréciation des devises; et ce sera un gaspillage des ressources irremplaçables. En outre, si on n'affirme pas la propriété de l'Afrique sur ses ressources, la tendance aux super profits des sociétés minières qui ne profitent pas aux populations va se poursuivre. Les dirigeants[4] continueront aussi à piller massivement les ressources. Le mouvement syndical africain se doit de faire un ensemble de propositions cohérentes sur la manière dont les opportunités doivent être exploitées, et comment éviter ces dangers.

Exploitation minière et forage

44. Les principaux produits d'exportation de l'Afrique sont les minéraux et le pétrole. Un petit nombre de pays possèdent et exportent la grande majorité de ces ressources. Les pays d'Afrique australe ont d'importantes réserves d'or, de diamants et de cuivre ainsi que d'autres minéraux stratégiques: Selon Wikipédia, le continent possèderait 90% des réserves mondiales de cobalt, 90% de platine, 50% d'or, 98% de chrome, 70% de tantalite, 64% de manganèse et un tiers d'uranium. La République Démocratique du Congo (RDC) possède 70% du coltan mondial, et la plupart des téléphones mobiles du monde comportent des pièces raffinées à partir de ce minerai. La RDC regorge également de plus 30% des

[4] La Banque mondiale estime que 200 des 600 milliards de dollars de recettes pétrolières obtenus par le gouvernement nigérian depuis 1956 ont certainement été détournés par les gouvernements successifs. cf *Class Struggle and Resistance in Africa*, Leo Zelig p.3

réserves mondiales de diamants[5]. Nos réserves de pétrole sont concentrées au Nigéria, en Angola et en Libye ainsi que dans d'autres pays africains.[6]

Alors que l'exploitation minière et le forage génèrent l'essentiel des revenus de l'Afrique chaque année, ces industries n'emploient qu'environ deux millions de personnes, une infime partie de la population active du continent qui s'élève à quelque 370 millions de personnes. Les bénéfices vont habituellement aux grandes entreprises ou aux gouvernements. Tous deux, on le sait, gaspillent cet argent sur des produits de luxe pour l'élite ou sur des projets gigantesques qui ne rapportent pas grand-chose. Le nœud du problème de l'industrie minière en Afrique est que c'est une industrie enclavée mise en place au cours de la période de domination coloniale du peuple de notre continent. Elle était essentiellement une industrie de production de matières premières mise en place non pas pour répondre aux besoins et aspirations des Africains, mais pour satisfaire les demandes et intérêts étrangers. Elle n'a quasiment aucun lien avec le reste des économies africaines. Elle produit peu ou pas d'effets multiplicateurs sur l'économie locale. Dans le même temps, elle exploite et draine hors du continent des ressources épuisables, non renouvelables au grand dam de l'environnement et des communautés affectées.

45. Un commentateur affirme que les investissements et l'"aide" constituent un "système de crédit gigantesque" qui crée une dette énorme que l'Afrique paie depuis longtemps sous forme de transfert des valeurs réelles – le café, le cacao, le coton, le cobalt, la platine, l'or, le chrome, le manganèse, l'uranium, le titane, etc. Dans un récent rapport du directeur général de l'ONUDI, et du ministre sud-africain du commerce et de l'industrie, les auteurs affirment que l'Afrique dispose entre 80 et 200 milliards de barils d'hydrocarbures, mais que la plus grande quantité est exploitée par des sociétés internationales.[7]

46. Un critique de ce syndrome se sert d'un livre de la Banque mondiale même, «*Where is the Wealth of Nations? »* pour affirmer qu'une comptabilité intégrale des coûts révèle l'ampleur des pertes que l'Afrique a enregistrées à cause de cette

[5] http://en.wikipedia.org/wiki/Africa#Economy

[6] Les pays africains producteurs de pétrole sont (le rang de ceux qui figurant parmi les 50 pays producteurs de pétrole est entre parenthèses) : Ethiopie; Algérie (15)(Membre de l'OPEP); Angola (16) (Membre de l'OPEP); Cameroun; Tchad (50); Côte d'Ivoire; République Démocratique du Congo; République du Congo (38); Egypte (28); Guinée Equatoriale (34); Gabon; Ghana (40); Libye (17) (Membre de l'OPEP); Mauritanie; Nigeria (14)(Membre de l'OPEP); Afrique du Sud(42); Soudan (33); Tunisie

[7] *Challenges of the green economy for sustainable Africa* Yash Tandon, Pambazuka 4 July 2011

extraction primitive de ses ressources. Le livre affirme que "L'épargne réelle constitue un indicateur plus global de pérennité en évaluant les changements dans les ressources naturelles, la qualité de l'environnement et le capital humain, en plus de la mesure traditionnelle des changements dans les biens produits. *Les taux d'épargne réelle négatifs impliquent que la richesse totale est sur le déclin*." Sur la base de cette mesure, une fois que les auteurs prennent en compte la société et l'environnement, le pays le plus peuplé d'Afrique, le Nigeria, voit son PIB de l'année 2000 chuter de 297 dollars par habitant à moins 210 dollars en épargne réelle, principalement parce que la valeur du pétrole extrait a été soustraite de sa richesse nette. Même le pays africain le plus industrialisé, l'Afrique du Sud, souffre de la malédiction des ressources quand on utilise cette mesure: au lieu d'un PIB de 2837 dollars par personne en 2000, la méthode la plus raisonnable pour mesurer la richesse conduit à un déclin de l'épargne réelle à moins 2 dollars par habitant cette année-là.[8]

47. En plus de ce prix que l'Afrique a payé pour un développement qui n'a pas eu lieu, pour ce processus d'extraction de ressources, un certain nombre de pays africains sont devenus le théâtre de guerres par personne interposée, menées par ou au nom des intérêts de certaines sociétés qui tentent de contrôler des minéraux précieux. Certains commentateurs, par exemple, affirment que la violence perpétrée par des Etats et des entreprises à l'Est de la RDC a provoqué un massacre lié à l'extraction des minéraux" qui a fait près de 5 million de victimes[9].

La ruée vers les ressources de l'Afrique – le rôle de l'armée américaine

L'imprévisibilité de l'approche de l'armée américaine vis-à-vis de la Chine, en relation avec l'Afrique, a été abordée dans un récent article bouleversant publié le 28 mai 2011.

Tirivangani Masawi, dans un article publié sur un site web appelé Global Research, affirme que l'Afrique australe est devenue le "champ de bataille d'une nouvelle ruée vers les ressources, où les Etats-Unis cherchent à évincer l'influence chinoise afin de prendre le contrôle de minéraux stratégiques – principalement pour son armée. Le plus effrayant est la possibilité pour l'armée américaine de s'impliquer dans le contrôle de ces minéraux stratégiques dans les 20 prochaines années." Il fonde son analyse sur une étude réalisée par un certain Dr Stephen Burgess, professeur à l'Ecole de Guerre américaine (US Air War College). Burgess pense que Washington pourrait recourir aux services du Département de la Défense, de l'Agence nationale de

[8] *Is Africa Still Being Looted?* Patrick Bond, Pambazuka, August 17, 2010

[9] Bond, Ibid

Sécurité et du Commandement Afrique (AFRICOM) pour assurer le contrôle des ressources de l'Afrique australe. Il dit que les Etats-Unis devrait agir vite pour obtenir l'uranium, le manganèse, le platine, le chrome, le cobalt et d'autres minéraux rares de l'Afrique australe afin de satisfaire les besoins industriels de l'Amérique et de son armée et d'assurer la maintenance des systèmes d'armement.

Burgess fait remarquer : "La préoccupation particulière est l'éventualité d'un conflit futur entre les Etats-Unis, qui ont besoin de minéraux stratégiques pour leur défense nationale et pour d'autres usages, et la Chine, qui a besoin d'une quantité croissante de ressources pour alimenter son industrialisation qui ne cesse de progresser."[10]

Nous constatons le désespoir croissant de l'impérialisme qui se traduit par sa belligérance croissante, d'où l'intensification de la brutalité militaire intense et la militarisation de la politique mondiale en général. A cet égard, nous rejetons la présence de l'OTAN, AFRICOM, l'augmentation des bases militaires sur le continent et la hausse des budgets militaires, alors que la pauvreté fait rage sur le continent. Tout ceci se passe au nom de la lutte contre le terrorisme, alors qu'en réalité il s'agit de défendre des despotes/élites contre la colère et les luttes de la classe ouvrière, et de garantir le contrôle des ressources du continent.

48. La question est de savoir si l'Afrique peut mettre un terme à cette histoire brutale d'exploitation de ses ressources et de son peuple, pour exploiter ses ressources minérales à des fins de développement. Que faudra-t-il pour atteindre cet objectif ? Certains commentateurs pensent que l'industrie est, de façon inhérente, trop corrompue, nuisible à la population et à l'environnement, etc., pour être mise au service du développement. Cependant, l'Afrique ne peut pas se permettre le luxe d'abandonner ces ressources, dans la mesure où elles constituent le levier économique principal du continent pour assurer un développement industriel diversifié.

49. Un expert de l'industrie minière a déclaré que certaines mesures peuvent être prises pour surmonter la malédiction des ressources[11] (qui en dehors des maux sociaux susmentionnés génère le syndrome économique d'une consommation excessive et ruineuse ; de faibles niveaux d'investissement dans d'autres secteurs ; des monnaies surévaluées ; et l'extrême vulnérabilité aux fluctuations des prix). Il affirme que les ressources naturelles peuvent être utilisées comme catalyseur de l'industrialisation, en déployant des outils de politique pour renforcer les liens

[10] Tirivangani Masawi, *Pentagon Plan to muscle out China* http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=25014

[11] *Strategies for resource based development* Paul Jourdan, New Agenda fourth quarter, 2008

avec l'économie locale et promouvoir la diversification. Ces stratégies visent à se servir des ressources pour ajouter de la valeur:

- Tirer des 'bénéfices des ressources' minières et les injecter dans des investissements économiques et sociaux ;
- Développer des infrastructures pour d'autres activités économiques en utilisant ces bénéfices
- Valorisaion en aval ou ajout de valeur après la production : profiter de l'accès aux ressources pour créer des industries de transformation qui contribueraient au secteur manufacturier
- Valorisation en amont : utiliser le marché du secteur des ressources pour développer le secteur de l'offre/des intrants (biens d'équipement, consommables, services)
- Développement des technologies et des produits – les technologies d'exploitation des ressources doivent généralement être adaptées aux conditions locales, et exigent des investissements délibérés dans la recherche et développement et dans les ressources humaines, avec des implications plus larges pour les marchés qui ne sont pas basées sur les ressources.

50. Il examine la raison pour laquelle les Etats africains n'ont pas pu profiter de leurs ressources naturelles pour établir ces liens, et conclut qu'avec le leadership, la volonté politique et le déploiement des ressources nécessaires, ces obstacles peuvent être surmontés. Mais pour ce faire, il faut s'attaquer aux intérêts égoïstes, aussi bien au niveau de l'industrie que de l'Etat. Il identifie certaines capacités qui doivent être développées tant au niveau de l'Etat que de l'économie pour garantir la réussite de cette stratégie. Parmi les plus importantes, il convient de citer le développement des institutions et de la régulation financières pour financer le développement industriel; l'utilisation efficace de la délivrance des droits d'exploitation minière pour la mise en œuvre de cette stratégie d'industrialisation ; le développement des infrastructures requises, en particulier les transports et l'énergie ; et le renforcement de la coopération inter-Etats et de la coopération régionale, notamment par le biais des corridors de développement. Les stratégies commerciales doivent aussi promouvoir délibérément la campagne de valorisation. Par exemple, dans l'accord de partenariat stratégique global signé entre l'Afrique du Sud et la Chine en 2010, la Chine s'est engagée à travailler avec l'Afrique du Sud pour valoriser des produits minéraux à la source et acheter plus de produits à valeur ajoutée. Ces idées et beaucoup d'autres doivent être développées dans une stratégie continentale cohérente, avec les ressources nécessaires et la volonté politique, pour avoir un impact significatif. Les fédérations syndicales africaines et les syndicats, notamment ceux des secteurs

minier et manufacturier, doivent jouer un rôle clé dans la promotion de cette approche.

Exploitation minière et environnement[12]

Une mine d'or tanzanienne déverse de l'eau polluée dans une grande rivière. Une ville minière en Zambie est sur la liste des endroits les plus pollués au monde. Et un problème de pollution d'eau en Afrique du Sud, causé par l'exploitation minière menace les ressources nationales en eau.

Comme le cuivre et l'argent, l'or se trouve dans des rochers contenant des minéraux sulfurés qui, lorsque broyés et exposés à l'air et à l'eau, forment l'acide sulfurique. L'eau acide dissout d'autres métaux toxiques tels que le mercure, le plomb et le cadmium qui se trouvent dans les minerais environnants. S'il n'est pas bien contenu, le drainage minier acide – un processus qui se poursuit tant que les sulfures provenant des déchets miniers, des puits à ciel ouvert et des résidus interagissent avec l'air et l'eau – déverse des toxines dans l'écosystème, tuant après-coup tous les organismes vivants.

Un autre produit chimique dangereux spécifique à l'exploitation de l'or est le cyanure, utilisé pour extraire l'or du minerai, qui laisse s'échapper des métaux léthaux tels que le mercure, tout en se décomposant en éléments toxiques.

Kabwe, la deuxième ville de la Zambie, avait la triste réputation d'être la ville d'Afrique la plus polluée et le quatrième site le plus pollué au monde à cause de l'exploitation minière et de la fonderie non règlementées de plomb (800.000t) et de zinc (1.800.000t) qui y ont eu lieu de 1906 à 1994.

En Afrique du Sud, selon l'ONG Earthlife Africa, '43.500 tonnes d'or ont été enlevées dans la région de Witwatersrand, tandis qu'entre les années 1950 et la première élection démocratique, '73.000 tonnes d'uranium étaient exploitées.' Résultat ? Des puits béants de résidus miniers, composés de déchets sur une étendue de 400 km^2 en plus de six milliards de tonnes de pyrite (sulfure de fer), 'l'une des substances qui, lorsqu'exposée à l'air et à l'eau, produit de l'eau d'exhaure'. Le berceau de l'humanité a déjà subi l'impact de 40 million de litres de drainage minier acide. Alors que le secteur agricole sud-africain utilise dix fois la quantité d'eau utilisée par les sociétés minières (l'agriculture utilise près de 7.920 million m3 par an), le coût de l'atténuation des dommages environnementaux liés au drainage minier acide, sous-traité par les sociétés minières, est estimé à 360 milliards de Rands. Cette somme facilitera le traitement de l'eau par des usines spécialisées au cours des 15 prochaines années …

[12] Résumé d'un article de Khadija Sharife, *Pollution: Africa's real resource curse?* Pambazuka 8 June 2011

Un rapport de recherche remet en question les chiffres prudents du gouvernement qui estime que les pénuries d'eau seront de l'ordre de 2 à 13%. D'après les autres de ce rapport, la demande en eau dépassera de 33% la quantité disponible à l'horizon 2025. Le gouvernement n'a pas pris en compte la réduction de l'eau disponible en raison de la pollution et du réchauffement climatique …

Non seulement les mines ne respecteront pas l'exigence minimale légale du 'principe pollueur-payeur ', mais elles en profiteront également. 'De plus, ce profit est garanti, parce qu'il sera soutenu par l'Etat sous forme d'un Partenariat Public-Privé (PPP) théorique. Cet accord permet aux sociétés minières d'accéder à un fonds de 3,5 milliards de Rands sans appel d'offres ni 'traitement' restreint décrit comme étant ' l'option la moins coûteuse' via un processus entouré de secret …

L'agriculture, la production alimentaire et la location des terres

51. Il est nécessaire de faire une analyse détaillée de l'état de l'agriculture en Afrique et des possibilités d'action. C'est une question complexe qui nécessite un examen beaucoup plus poussé qu'il n'est possible de le faire ici. Cependant, il est important d'attirer l'attention sur un phénomène croissant en Afrique, à savoir la location à grande échelle des terres et l'introduction de technologies, qui provoquent des déplacements des paysans producteurs. De nombreux gouvernements africains, selon un commentateur, vendent ou louent des terres arables à des investisseurs étrangers en provenance d'Europe, des Etats-Unis, de l'Inde, de la Chine, des Etats du Golfe et d'ailleurs. Il existe une ruée vers 'l'ensemble des ressources de l'Afrique', y compris la terre, pas seulement ses forêts, son pétrole, son or et ses diamants.[13] En conséquence, 'des centaines de milliers' de personnes dans les zones rurales africaines sont déplacées et dépossédées pour céder la place aux nationaux et aux étrangers qui accaparent les terres pour «produire de la nourriture pour les pauvres» - en utilisant des produits agro-chimiques ou le biocarburant magique «gaz vert». Ce genre d'exploitation est encouragé par les principaux économistes africains et les élites au pouvoir. Sous prétexte de fournir à l'Afrique des cultures alimentaires et des fleurs ''sensibles au climat'', une organisation dénommée AGRA (Alliance pour une révolution verte en Afrique) fait campagne pour les cultures agro-chimiques en utilisant des brevets multi-génomes. Entre-temps, les petits fermiers/paysans du 'Mali au Mozambique' résistent à la prise de leurs terres et de leurs maigres moyens de subsistance.

[13] *Challenges of the green economy for sustainable Africa* Yash Tandon, Pambazuka 4 July 2011

52. Ce point de vue est approuvé par un autre commentateur travaillant dans ce domaine[14]. Il constate que la location des terres est un phénomène récent qui se propage sur le continent et qui est considéré par certains comme un détournement des terres ou une forme de colonialisme agraire. Afin d'assurer la nourriture à leurs propres populations, les pays riches cherchent des contrats de location des terres à l'étranger pour produire de la nourriture strictement pour leurs peuples, et non pour les populations des pays hôtes. Qatar, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont fait de telles propositions à des pays comme l'Ethiopie, le Kenya, Madagascar et le Soudan. Les investisseurs privés et les entreprises alimentaires envisagent de conclure de tels accords, dont certains sont conçus pour produire des biocarburants plutôt que des aliments pour le pays qui paie. La location des terres soulève également des préoccupations écologiques : de vastes plantations produisent des cultures en utilisant à grande échelle des méthodes de monoculture intensive impliquant de grandes quantités d'engrais et de pesticides.

53. Le commentateur soutient que la recherche d'une solution aux pénuries alimentaires qui consiste à augmenter le rendement à l'aide des technologies agro-industrielles modernes, parmi lesquelles les cultures et les animaux génétiquement modifiés, est basée sur une hypothèse fallacieuse selon laquelle les causes de la répartition alimentaire inéquitable et des pratiques agricoles peu durables, qui limitent la sécurité alimentaire en Afrique, sont en grande majorité de nature technologique, alors que ces causes sont en fait sociales. La réponse à la pauvreté et à la faim réside entre autres dans la création de sociétés plus justes et plus pacifiques ; dans l'interdiction de certaines formes de spéculation internationale sur les matières premières; dans l'élimination du contrôle de l'alimentation par les entreprises ; dans la rectification des systèmes de distribution inadéquats ; dans l'amélioration des conditions d'une agriculture durable et non selon des arrangements d'une technologie de pointe.

54. L'agriculture industrielle soulève une multitude de questions, notamment:

La dégradation des terres. L'érosion continuelle des sols, le compactage et la salinisation, la baisse de la fertilité, la pollution agrochimique, la déminéralisation des sols et la désertification menacent la survie économique et physique.

Les sécheresses. Les sécheresses récurrentes augmentent la dégradation des sols, et la dégradation des sols aggrave l'impact des sécheresses sur les terres cultivées et les pâturages dans plusieurs régions d'Afrique.

[14] *Land-Leasing and Intensive Food Production* Anteneh Roba, July 05, 2011

Les préoccupations de souveraineté alimentaire. Le contrôle des entreprises sur l'approvisionnement alimentaire prive les agriculteurs et les autres citoyens de l'indépendance dont ils ont besoin pour leur bien-être à long terme.

La perte de la biodiversité. L'utilisation des cultures génétiquement modifiées peut réduire davantage la diversité écologique et agricole à travers la contamination du pollen.

Les conflits sociaux. Les prix élevés de la technologie de pointe, notamment les graines GM et l'élevage industrielle, éloignent de leurs terres certains agriculteurs familiaux de petite et moyenne tailles. Le fait que les paysans se retrouvent sans terre les pousse vers des zones urbaines surpeuplées et les expose à la pauvreté, à la faim et aux maladies infectieuses. Certains s'adonnent aux crimes ou se suicident. A une plus grande échelle, ces perturbations socio-économiques très répandues conduisent à des troubles politiques avec de nombreuses conséquences néfastes. Les animaux génétiquement modifiés résistent moins aux maladies, dont certaines sont transmissibles à l'homme. Les animaux génétiquement modifiés sont souvent mal adaptés aux écosystèmes locaux.

55. Le commentateur soutient, en outre, que même si l'on ignore les coûts cachés de l'élevage industriel, l'agriculture industrielle est essentiellement moins efficace dans la production alimentaire que les petites exploitations agricoles viables. Alors que les fermes industrielles de monoculture à grande échelle produisent un rendement important par ouvrier, les fermes de cultures diverses viables produisent plus d'aliment par hectare de terre cultivée. Les fermes viables exigent plus de travailleurs et créent plus d'emplois, et nourrissent plus de personnes avec moins de terres que les fermes industrielles.

56. Le mouvement ouvrier, conjointement avec les organisations rurales et paysannes, doit examiner plus en détail ces questions et proposer une stratégie pour l'agriculture. Dans le même temps, comme pour l'exploitation minière, une stratégie de transformation agricole est nécessaire pour s'assurer que la production de l'Afrique n'est pas exportée sous forme brute, mais avec de la valeur ajoutée. Comment une stratégie qui intègre les petits producteurs s'inscrit-elle également dans une vision agricole et de transformation agricole plus large ? Il est nécessaire d'examiner les types de soutien que l'Etat doit apporter pour assurer le succès d'une telle stratégie, le rôle des coopératives, etc., et les leçons tirées des expériences existantes en Afrique et ailleurs dans le monde. Le défi de l'accroissement de la productivité de la main-d'œuvre parmi les petits producteurs agricoles est essentiel pour aborder la question de la sécurité alimentaire et des denrées alimentaires facilement accessibles et bon marché.

L’économie informelle

57. Le secteur informel a non seulement persisté, mais il a en réalité pris de l’ampleur dans de nombreux pays en développement, particulièrement en Afrique où il domine l'économie en termes de production et d'emploi. En Afrique, la majorité de la main-d’œuvre est dans l'économie informelle, à l’exception des pays les plus industrialisés tels que l’Afrique du Sud et l’Egypte. On estime que neuf travailleurs sur dix dans les zones rurales et urbaines ont des emplois informels. La plupart sont des femmes et des jeunes qui n'ont pas d'autre choix que l'économie informelle pour leur survie et leur subsistance.

58. D’après les statistiques de l'Organisation Internationale du Travail, **60 à 90 % de la population active africaine** est employée dans l'économie informelle. En Afrique subsaharienne, **84 %** des travailleuses non-agricoles travaillent dans l’informel contre **63 %** des travailleurs non-agricoles.

59. La plupart des travailleurs informels (indépendants et salariés) n’ont pas de sécurité de l’emploi, d’avantages du travail, de protection sociale et de représentation (syndicale). A cause de cette situation et d'autres facteurs, il y a une corrélation importante, mais pas complète, entre le travail informel et la pauvreté. Les tendances de la pauvreté reflètent ce point de vue. Dans les pays où l'informalité recule, le nombre de travailleurs pauvres est également sur le déclin. À l'inverse, dans les pays où l'informalité augmente, le nombre de travailleurs pauvres est en hausse ou demeure le même.

60. Il faut mettre l’accent sur le fait que la nature de la production agricole en Afrique et ses difficultés et le fait que l’agriculture continue d'employer la grande majorité de notre population avec une très faible productivité de la main-d'œuvre résultent de la logique et de la structure de l'économie coloniale et de l’incapacité des leaders postcoloniaux et de la classe moyenne africaine à transformer ce système colonial oppressif dans son propre intérêt et dans celui de son peuple. De la même façon, le caractère extrêmement informel de l'économie politique de l'Afrique et la pauvreté de masse qu'elle engendre procèdent précisément de l'incapacité structurelle de cette économie politique et des classes qui la dirigent à surmonter leurs limites graves grâce à un programme politique de leadership visionnaire, démocratique et transformateur

Taille de l'économie informelle

Région	Emploi non agricole -

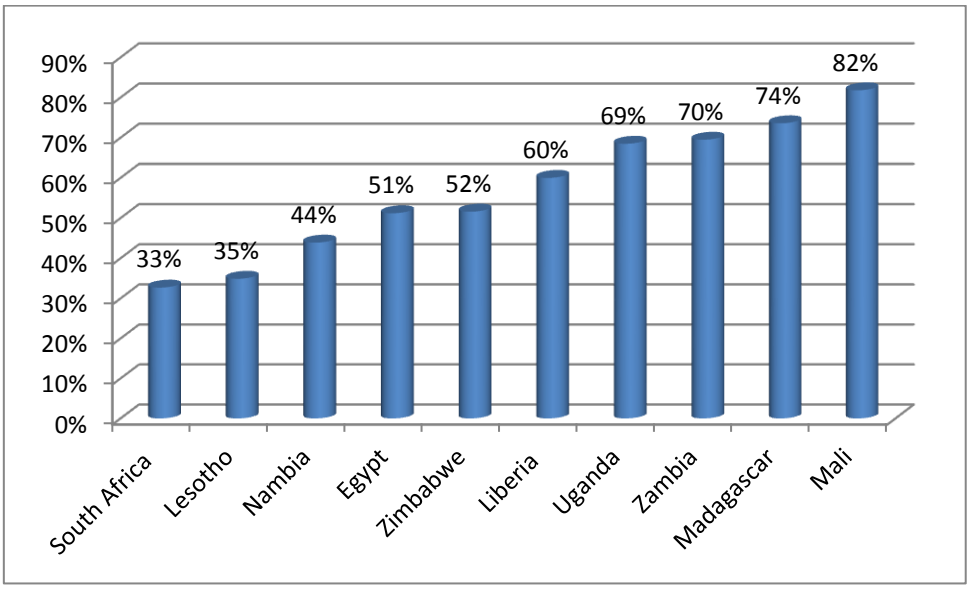
	% Secteur informel
Afrique du Nord	48%
Afrique sub-saharienne	72%
Amérique latine	51%
Asie	65%

(Source: Organisation Internationale du Travail, 2002)

61. L'OIT souligne que si l'on exclut l'Afrique du Sud des chiffres sub-sahariens, la part de l'emploi informel dans les emplois non agricoles s'élève à 78% en Afrique sub-saharienne. Ces chiffres montrent qu'il existe des variations régionales considérables sur le continent. Même lorsque l'économie informelle est relativement petite – comme en Afrique du Nord - près d'une personne sur 2 qui travaillent en dehors de l'agriculture, exerce dans l'économie informelle.

62. Le graphique 1 ci-dessous s'inspire des chiffres publiés en juin 2011 par l'Organisation Internationale du Travail sur les dernières estimations disponibles de la taille de l'économie informelle de plusieurs pays africains. Ces chiffres montrent encore qu'il existe une variation, mais la moyenne pour ces pays est de 57% des emplois non-agricoles dans l'économie informelle.

Figure 1: L'économie informelle - pourcentage d'emplois non-agricoles



(Source: Organisation Internationale du Travail 2011)

63. Les femmes sont disproportionnellement employées dans l'économie informelle, un fait qui est confirmé par un examen général de la situation mondiale fait par

Sethuraman (1998). Il existe une corrélation bien établie entre le revenu des femmes et la réduction de la pauvreté (Chant 2010).

64. Bien que les revenus individuels soient souvent faibles, ces activités contribuent cumulativement et de façon significative au produit intérieur brut (PIB). L'Organisation Internationale du Travail (2002:24) a compilé la contribution d'entreprises informelles au PIB dans 16 pays sub-sahariens. Les chiffres variaient de 58% au Ghana à 24% en Zambie. Le secteur informel a contribué en moyenne 41% du PIB. Ces chiffres montrent que l'économie informelle joue non seulement un rôle significatif dans la création d'emplois et la réduction de la pauvreté, mais elle est également d'une importance capitale pour les économies locales.

65. Il est également prouvé que l'économie informelle est en plein essor. En 2001, Chen (2001:268) estimait que 93 pour cent des nouveaux emplois sur le continent africain étaient dans l'économie informelle. Cependant, la plupart des données actuellement disponibles sont antérieures à la crise économique mondiale. Des études à petite échelle montrent que la crise a obligé de nouveaux travailleurs à faire leur entrée dans ce secteur du marché du travail, mais qu'elle a aussi provoqué des pertes d'emplois dans l'économie informelle. Ces études constatent également que les opérateurs existants dans l'économie informelle sont confrontés à de plus fortes pressions.

66. Le rapport de la CNUCED de 2010 sur le commerce et le développement établit un lien clair entre le rôle du secteur informel en Afrique et l'incapacité des économies africaines à développer la diversification industrielle.

> *En Afrique, la création d'emplois, et en particulier la création d'emplois hautement productifs et bien rémunérés, a été encore plus difficile. Plus de 20 années de politiques macroéconomiques orthodoxes et de réformes des politiques ont eu un succès limité dans la création de conditions nécessaires à une croissance rapide et durable particulièrement en Afrique sub-saharienne. Plusieurs pays de cette sous-région ont connu une baisse du PIB par habitant et des activités industrielles au cours des années 1980 et 1990. À la fin des années 1990, la structure de production de la sous-région n'était pas sans rappeler la période coloniale où elle était constituée en très grande partie de l'agriculture et de l'exploitation minière. L'ampleur de l'impact sur l'emploi n'a pas été pleinement indiquée dans les chiffres officiels sur le chômage, mais elle était évidente dans la baisse de 20 pour cent de la productivité de la main-d'œuvre.*
>
> *Le boom des matières premières, l'allègement de la dette et la fin d'un certain nombre de conflits civils ont contribué à une reprise de la croissance des revenus depuis 2003, qui s'est poursuivie ces dernières années malgré la crise mondiale. Toutefois, il n'existe jusqu'à présent aucune preuve d'un changement significatif dans la tendance de l'emploi. Les taux officiels d'emploi sont demeurés élevés en*

Afrique sub-saharienne, ce qui confirme que le problème non résolu n'est pas la pénurie d'emplois en termes absolus, mais le manque d'emplois productifs et décents. L'emploi agricole, qui est largement informel, a quelque peu régressé avec l'urbanisation progressive, mais il représente encore plus de 60 pour cent du total des emplois. Concomitamment, il y a eu une hausse de l'emploi – principalement de l'emploi informel - dans les services urbains et le petit commerce. Les emplois formels salariés ne représentent que 13 pour cent de l'emploi total dans cette sous-région (à l'exception de l'Afrique du Sud), et 60 pour cent des employés sont des «travailleurs pauvres», ce qui signifie que les ménages sont incapables de satisfaire leurs besoins élémentaires avec le niveau de revenu gagné. ..

En Afrique du Nord, la croissance du PIB a ralenti. La productivité de la main-d'œuvre a stagné et la composition sectorielle de l'emploi est restée globalement inchangée entre 1980 et 2000. La croissance de l'emploi n'était pas assez rapide pour absorber la main d'œuvre qui augmentait rapidement. Par conséquent, le taux de chômage a atteint deux chiffres dans les années 1990. La forte hausse des chiffres officiels du chômage en Afrique du Nord est probablement due au fait que les salariés représentent plus de la moitié des personnes employées - une part beaucoup plus élevée qu'en Afrique subsaharienne. Depuis 2000, l'accélération de la croissance du PIB a contribué à réduire le chômage dans un contexte d'augmentation de la productivité de la main-d'œuvre. Cependant, à près de 10 pour cent, le chômage est élevé par rapport à d'autres régions en développement, et demeure un sérieux problème, surtout pour les jeunes et les femmes.

Le défi de la diversification industrielle

En 1965, les secteurs industriels de l'Asie de l'Est et de l'Amérique latine étaient de taille relativement similaire, représentant quelque 25 % du PIB. En 1980, la part du secteur manufacturier a augmenté à près de 35% du PIB en Asie de l'Est et est resté supérieur à 30 % dans les années 1990. En Amérique latine, l'industrie manufacturière a stagné à un niveau légèrement supérieur à 25 % pendant les années 1980. La part du secteur manufacturier dans le PIB en Asie de l'Est est aujourd'hui de près de 30 %, mais ce secteur a connu un déclin net en Amérique latine en chutant à près de 18 % du PIB entre 2000 et 2005. ***En Afrique sub-saharienne, la part du secteur manufacturier dans le PIB n'a jamais dépassé 12 %.***[15]

Les pays industrialisés ont représenté 74,3 % de la valeur ajoutée manufacturière mondiale (VAM) en 2000, mais ont chuté à 69,4 % en 2005. Les pays en voie de développement, pour leur part, ont augmenté leur part de près de

[15] *Rapport sur le Développement industriel - 2009, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel* (ONUDI)

cinq pour cent. Les pays dont les économies sont en transition ont contribué un très faible pourcentage à la VAM mondiale -seulement 1,7 % en 2005. Conformément aux taux élevés de croissance de leur production, l'Asie et le Pacifique ont accru leurs parts de la VAM mondiale de 13,3 % en 2000 à 17,5 % en 2005. L'Amérique latine et les Caraïbes ont légèrement perdu du terrain ; leur part à la VAM mondiale est passée de 6,6 % en 2000 à 6,4 % en 2005. ***La part de l'Afrique sub-saharienne est restée inchangée soit 0,7 % (dont 0,4% pour l'Afrique du Sud).***[16]

67. Ces chiffres illustrent l'ampleur du défi auquel fait face l'Afrique dans son effort d'industrialisation, ainsi que le rôle important que doit jouer l'Afrique du Sud en tant que locomotive industrielle de la région (elle représente plus de 50% de la production industrielle de l'Afrique sub-saharienne). Cependant, l'Afrique du Sud elle-même a reconnu que son développement industriel n'est pas diversifié et dépend trop des secteurs minier et financier. Elle a par conséquent adopté une stratégie de diversification de l'industrialisation, non seulement en Afrique du Sud, mais aussi dans la région.

68. Le plan d'action de la politique industrielle de l'Afrique du Sud (IPAP 2) doit être soigneusement examiné et évalué de façon à promouvoir ces objectifs en Afrique du Sud et sur le continent en général. Compte tenu de cela et d'autres expériences dans la région, le mouvement syndical africain a besoin d'élaborer une stratégie continentale de développement industriel. Il est urgent de faire cela afin que ça puisse contribuer à des propositions relatives à une communauté économique africaine - voir ci-dessous. Ce n'est que dans le contexte d'une telle stratégie que nous serons en mesure de donner une signification réelle à notre campagne pour le travail décent.

69. En s'inspirant des idées qui ont commencé à émerger, une telle stratégie doit comprendre, entre autres :

- Une approche de financement d'une industrialisation diversifiée ;
- Une «division du travail» continentale, qui renforce les forces existantes des pays et des sous-régions et développe de nouvelles capacités ;
- Une approche de transformation par l'Afrique de l'ensemble des matières premières, des minéraux et des produits agricoles ;
- L'achat des produits africains par tous les gouvernements et les entreprises africains;

[16] ONUDI, p 104

- L’établissement d'un secteur de biens d’équipement et de biens intermédiaires, lié au développement des infrastructures, du transport et des TI;

- La création de synergies entre les entreprises de l'économie formelle et le secteur informel à travers, par exemple, le secteur des détails et le développement d’une économie solidaire ;

- Le développement et l’allocation de ressources à une stratégie de R & D continentale et à une stratégie de développement des ressources humaines qui cible les domaines prioritaires identifiés;

- Le développement d'une stratégie de développement macro-économique africaine qui favorise la stratégie industrielle;

- Le développement d'une stratégie commerciale africaine, c. à d. une stratégie commerciale Sud-Sud, une stratégie commerciale intra-africaine et autre, qui est principalement axée sur le renforcement de la nouvelle stratégie industrielle.

Infrastructures: surmonter la géographie coloniale

70. Les Africains font face à toutes sortes de défis liés à la géographie et au climat, qui ont entravé le développement économique, la communication et les mouvements. Mais le plus grand défi auquel nous sommes confrontés à cet égard est la persistance de l'héritage des infrastructures coloniales dont les réseaux étaient essentiellement construits pour transporter des produits de l'Afrique vers les métropoles coloniales, et non pour faciliter la circulation dans la région. C’est pourquoi les infrastructures existantes sont largement destinées aux transports des marchandises vers les ports ; c’est également la raison pour laquelle il est tellement difficile de se déplacer à l’intérieur du continent. Par conséquent, nous devons relever un énorme défi pour surmonter cet héritage en construisant de nouvelles infrastructures continentales. L’on pourrait demander fermement aux anciennes puissances coloniales de payer des dommages et intérêts pour contribuer à la construction de ces infrastructures, étant donné le prix fort que les peuples africains ont payé en termes de dépossession et de déni du développement le plus élémentaire. Cependant, nous ne pouvons pas attendre que les anciens colonisateurs accèdent à cette demande.

71. La construction de ces nouvelles infrastructures, telles que décrites ci-dessus, est un élément essentiel de toute stratégie de développement et d'industrialisation. Le mouvement ouvrier doit s'engager dans les projets proposés par l'UA et les diverses communautés économiques, et déterminer si les priorités identifiées, les modèles de financement, etc., sont appropriés. Comme indiqué plus haut, nous

devons également nous assurer que la construction des infrastructures a un impact maximum sur le développement, utilise une main-d'œuvre intensive, achète des biens africains, etc. Nous devons envisager de demander aux gouvernements de mettre à disposition des ressources pour permettre au mouvement ouvrier d'employer l'expertise nécessaire pour nous assurer que nous sommes en mesure d'assurer de façon significative les détails techniques.

Négociations sur le changement climatique et l'expertise technique

72. Un éminent commentateur et activiste17 a fait remarquer qu'il est important que les pays africains soient autonomes sur les questions de principes, surtout lorsqu'il s'agit de négociations dans le système mondial, plutôt que de se fier aux conseils des experts des ONG occidentales sous prétexte que les pays africains n'ont pas d'experts ou d'argent pour les financer.

73. Il s'agit d'un point pertinent et important concernant les négociations relatives au changement climatique. Au moment où on se dirige vers la CDP-17 et Rio +20, il est important que la Commission de l'Union Africaine développe son propre réseau d'experts pour conseiller les pays africains sur les questions techniques et politiques susceptibles d'émerger dans les mois à venir.

74. «L'élaboration des politiques» n'est pas une chose que les gouvernements africains doivent 'externaliser' et la confiant à n'importe qui à l'extérieur de l'Afrique. C'est mieux pour l'Afrique de développer sa propre expertise plutôt que de dépendre de l'aide extérieure, non seulement concernant les négociations sur le changement climatique, mais aussi en ce qui concerne tous les sujets ayant une importance vitale pour l'Afrique.

75. Le mouvement syndical doit aussi formuler des propositions axées sur les questions de changement climatique qui affectent les travailleurs africains. Nous devons particulièrement définir pleinement la notion de «transition juste », assurer que les travailleurs ne sont pas lésés par les accords, et faire de façon proactives des propositions sur l'économie verte qui feront progresser notre travail décent et notre programme de développement.

[17] Challenges of the green economy for sustainable Africa Yash Tandon, Pambazuka 4 July 2011

Un nouveau modèle d'intégration économique régionale

76. La tendance du pouvoir économique à se déplacer vers le Sud a également créé la possibilité d'une stratégie économique régionale plus affirmée de la part des Etats progressistes du Sud, possibilité qui les libère de la domination économique des Etats capitalistes développés et des grandes multinationales. Ceci jette potentiellement la base d'un plus grand contrôle sur les ressources naturelles, leur transformation et leurs prix, et compromet ainsi la pierre angulaire de la domination coloniale et néocoloniale. La région qui, plus que toute autre, a commencé à montrer la puissance potentielle de ce modèle, est l'Amérique latine qui a introduit une approche visant à dissocier leurs économies de la domination américaine.

77. La création de nouvelles alternatives économiques et de l'architecture régionales doit être différenciée de la conception traditionnelle de «l'intégration régionale», qui a été utilisée dans la période du néo-libéralisme pour imposer une « approche standard » aux pays dans diverses régions. Ainsi, l'intégration régionale a été un moyen pour forcer les pays à adopter les objectifs macroéconomiques du FMI, par exemple, en matière de politique monétaire, de lutte contre l'inflation, de déficits budgétaires, de politique fiscale, de libéralisation des tarifs, etc. Par conséquent, l'objectif principal de «l'intégration» n'a pas été une stratégie de développement pour des régions particulières, mais une intégration dans les paramètres hégémoniques néo-libéraux fixés par les puissances dominantes. Les accords de libre-échange (ALE) que les Etats-Unis ont imposés à l'Amérique centrale et essayé sans succès d'imposer à l'Amérique latine, sont un exemple classique concret. Certains de nos propres accords sous-régionaux, et l'approche proposée dans le NEPAD, ont commencé à s'égarer dans cette voie. Même l'accord de Maastricht, qui fixe les règles pour la communauté économique européenne, a tenté de contraindre les États à adopter ces paramètres.

78. Récemment, une différente approche d'intégration économique régionale a émergé en Amérique latine avec au moins deux éléments essentiels, à savoir la création d'une nouvelle architecture financière régionale, qui vise à rompre la dépendance vis-à-vis du dollar, et l'utilisation des ressources naturelles, principalement le pétrole et le gaz, comme moyen de négociation pour un profit mutuel.

79. Le question qui se pose est de savoir si l'Afrique sera en mesure d'utiliser ses ressources minérales stratégiques pour atteindre des objectifs similaires, et si les peuples d'Afrique sont capables de mettre en place des gouvernements progressistes qui, comme en Amérique latine, ont la volonté politique d'exploiter les ressources au profit de nos populations, plutôt que pour d'autres intérêts,

comme c'est actuellement le cas. Une telle approche constituerait la base d'un nouveau type d'intégration africaine.

80. La question se pose de savoir si le projet de la Zone Africaine de libre-échange, qui a été récemment inaugurée, sera en mesure d'aller dans cette direction (une ZLE est une zone commerciale dont les pays membres ont signé un accord de libre-échange qui élimine la plupart des tarifs, les quotas et les préférences d'importation sur les biens et services échangés entre eux[18]). Les dirigeants de 26 pays africains, réunis à Johannesburg, le 11 juin 2011, sont tombés d'accord pour commencer officiellement les négociations relatives à l'établissement d'une grande zone de libre-échange rassemblant trois communautés économiques régionales, à savoir le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, la Communauté est-africaine et la Communauté de développement de l'Afrique australe. Les pays impliqués ont un PIB combiné de 860 milliards de dollars américains et une population commune de 590 millions de personnes. La première phase de mise en place de cette zone de libre-échange entre les 26 pays entrera en vigueur dans trois ans. Les pays membres avaient convenu de mener des négociations en deux phases, la première devant être conclue en l'espace de 36 mois. L'étape suivante vise à inclure les pays ouest-africains dans les négociations sur le libre-échange. En Afrique du Sud, les accords proposés seront présentés au NEDLAC pour discussion.[19] L'accent est mis sur l'intégration commerciale, le développement des infrastructures et de l'industrie.

81. Rob Davies, ministre sud-africain du Commerce et de l'Industrie a déclaré : « A notre avis, une ZLE à grande échelle en Afrique sera un stimulus si elle est complétée par des programmes de coopération pour développer les marchés régionaux plutôt que les marchés nationaux et internes. Elle pourrait jouer un rôle de développement semblable à celui du marché intérieur en Inde, au Brésil et en Chine"[20].
82. Une partie de l'orientation stratégique du modèle latino-américain est de mettre l'accent sur un développement plus autonome de la région pour qu'elle devienne moins dépendante de l'économie et des demandes fluctuantes du Nord. Même si ce changement d'orientation des activités régionales commerciales et économiques est rejeté par certains critiques comme étant introverti, protectionniste, etc.., il s'agit en réalité d'un mécanisme visant à *accroître le commerce*, et à mettre davantage l'accent sur les échanges à l'intérieur de la région. On a par exemple actuellement en Afrique un niveau extrêmement bas

[18] Le Ministre sud-africain du Commerce et de l'Industrie Rob Davies a indiqué dans une interview: "cela ne veut pas dire que nous devons supprimer les taxes sur tous les produits.. mais nous le ferons sur un paquet de produits, et les grandes économies devront le faire plus que les économies moins développées" (New Agenda 2nd Quarter 2011)
[19] http://www.southafrica.info/news/international/fta-150611.htm
[20] New agenda, second quarter 2011

d'échanges régionaux : seulement 10% des échanges commerciaux se font entre les pays africains sur le continent. Le changement de cette situation créera non seulement une plus grande autosuffisance et l'intégrité économique des régions, mais elle respectera aussi l'environnement et diminuera la teneur en carbone des économies puisque le transport des marchandises échangées diminuera considérablement.

83. La crise économique a remis en question les stratégies d'exportation des pays en voie de développement, car ils ne peuvent plus compter sur les pays industrialisés pour absorber les stocks supplémentaires. Cela exigera la réorientation des stratégies de développement en favorisant plus d'investissement dans le développement local"[21]. Certains activistes ont affirmé que nous devons élaborer une stratégie de «dé-mondialisation» pour résoudre les problèmes de dépendance et favoriser un développement plus autonome. Même si cela ne semble pas être compatible avec, par exemple, une plus large stratégie de coopération économique Sud-Sud, qui va au-delà du développement local et régional, ça soulève quelques idées importantes à examiner. Dans le même temps, une stratégie africaine de consolidation du commerce Sud-Sud doit être prise au sérieux. Par exemple, les exportations de la SADC vers les pays BRICS ont quadruplé entre 2006 et 2010. Selon l'ONUDI:

> *La croissance rapide des exportations de produits manufacturés des pays en développement a été soutenue principalement par l'augmentation très rapide des échanges commerciaux entre les pays en développement: le commerce Sud-Sud. Alors que le commerce mondial de produits manufacturés reste concentré dans les pays développés, le commerce Sud-Sud a augmenté sa part dans le commerce mondial de quatre centiles en cinq ans seulement. Il représente actuellement 14,5 pour cent du commerce mondial. Le commerce des produits manufacturés dans le monde en développement a augmenté de 16 pour cent par an entre 2000 et 2005, le double du rythme des échanges de produits manufacturés entre pays à revenu élevé. Les échanges commerciaux entre les pays développés et les pays en développement ont atteint près de la moitié du taux des échanges Sud-Sud.* [22]

84. Les deux éléments-clés de la stratégie de l'Amérique latine sont :

- l'utilisation de leurs ressources naturelles, en particulier le gaz et le pétrole, pour renforcer l'autosuffisance économique, et

[21] Don't waste the crisis, Executive summary, ILO 2011

[22] *Rapport sur le développement industriel 2009, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel* (ONUDI)

- la restructuration de leur commerce régional et de leur architecture financière.

Nouveaux types de développement économique régional:

85. Le développement de nouvelles formes de coopération économique régionale en Amérique latine porte les germes d'une alternative économique radicale. Conjointement avec le changement de cap du pouvoir économique vers le Sud, cela suggère la possibilité de nouvelles formes d'organisation et d'alignement économiques, non seulement en Amérique latine, mais également dans d'autres régions. On ne peut évidemment pas ignorer le fait que la réalité d'une hégémonie politique de gauche en Amérique latine ne s'applique pas encore dans d'autres régions. Néanmoins, le mouvement ouvrier pourrait jouer un rôle important en Afrique, en encourageant les États progressistes à développer une nouvelle approche de développement économique régional. Il est donc crucial que, de concert avec nos alliés de la société civile dans la région, nous fassions à cet égard des propositions cohérentes, en nous inspirant des alternatives concrètes en cours de développement en Amérique latine.

86. Nous devons également élaborer des stratégies régionales de négociation plus fortes de même que des forums syndicaux et des forums syndicats-gouvernements pour l'Afrique, et les aligner à une stratégie de développement. Quelles sont les possibilités actuelles pour influencer la Zone africaine de libre-échange susmentionnée ? Nous devons surtout rechercher un accord sur une voie de croissance plus centrée aux niveau intérieur et régional, sur une stratégie d'industrialisation diversifiée pour la région ainsi que sur des stratégies de sécurité alimentaire, etc. Des échanges accrus dans la région ainsi qu'une plus grande autosuffisance alimentaire, entre autres, créent également des synergies potentielles avec un programme de croissance verte.

L'Afrique et la Chine

«La croissance rapide de la Chine a transformé ses relations avec l'Afrique. L'industrialisation a stimulé la demande chinoise d'importation du pétrole et des minéraux (par exemple le minerai de fer, la bauxite, le nickel, le cuivre) que l'Afrique peut satisfaire. La Chine est actuellement le troisième partenaire commercial de l'Afrique. Le commerce bilatéral avec l'Afrique a atteint 114 milliards de dollars en 2008, contre 65,9 milliards de dollars en 2007. .. Même si la Chine investit de façon importante dans les infrastructures en

Afrique (11 milliards de dollars en 2008, comparativement à 13,7 milliards de dollars par les pays du G-8-ICA en 2009), ses investissements sont généralement déterminés par des engagements bilatéraux avec des pays africains individuels et n'ont pas souvent de perspective régionale.

Les relations économiques entre la Chine et l'Afrique ont souvent été décrites comme étant basées sur des contrats d'infrastructures contre des produits de telle sorte que les investissements chinois dans les infrastructures en Afrique sont financés par les exportations africaines de produits et de matières premières. La Chine prend quelques mesures pour soutenir les exportations africaines de produits manufacturés. La Chine est en train d'étendre le traitement d'exonération complète (ou de tarif zéro) à 95% des produits des PMA d'Afrique.

Bien que les investissements chinois soient souvent très efficaces en termes de coût et de mise en œuvre, leur impact sur le développement reste souvent limité. Il pourrait être renforcé en encourageant une dépendance accrue vis-à-vis des fournisseurs locaux, c. à d. en employant plus de main-d'œuvre africaine et en sous-traitant des composantes des projets à des compagnies africaines. Les gouvernements africains ont augmenté les exigences relatives à la teneur locale des investissements étrangers. Par exemple, le Nigeria a récemment renforcé les conditions régissant la participation des entreprises locales aux contrats pétroliers et l'Angola a dans le passé exigé l'utilisation de matériaux de construction locaux.

Même si les investissements de la Chine dans l'exploitation minière et les infrastructures sont dominés par des entreprises publiques, les petites et moyennes entreprises du secteur privé chinois investissent aussi de façon significative. Beaucoup de producteurs de produits textiles déménagent déjà de la Chine vers l'Afrique, et les potentialités sont énormes pour délocaliser l'ensemble des biens de consommation durables, les automobiles et autres produits manufacturés de transport ainsi que les appareils électroniques. Une recherche menée lors de cette étude relève les principaux motifs d'investissement en Afrique par les PME de la Chine.

Les données de la recherche révèlent que les managers chinois ont une forte éthique du travail et l'esprit d'entreprise, et qu'ils sont prêts à s'engager dans des marchés où les marges bénéficiaires sont faibles (du moins au début) et où les chaînes d'approvisionnement sont aussi faibles. Ils adoptent une vision à long terme de la valeur des marchés, et espèrent obtenir un avantage stratégique en y entrant à un stade précoce (en termes de rentabilité et de taille) ...
Les cinq principaux motifs d'investissement identifiés par les PME chinoises étaient: (1) l'accès aux marchés locaux africains; (2) la concurrence intense sur les marchés locaux chinois; (3) le transfert à l'étranger de capacités excessives de production locale ; (4) la

pénétration de nouveaux marchés étrangers via les exportations à partir des pays hôtes et (5) et le fait de tirer profit des accords commerciaux régionaux africains ou internationaux.

Source*: Les perspectives post-crise des relations sino-africaines,* - Groupe de la Banque Africaine de Développement -avril 2011.

La Chine et l'Afrique après la crise

La Chine est un partenaire économique important pour l'Afrique, comme en témoigne l'augmentation des échanges, des flux d'investissement et des diverses formes de coopération économique entre les deux parties au cours des deux dernières décennies. Alors que les pays membres de l'UE étaient traditionnellement les principaux investisseurs en Afrique, conjointement avec les Etats-Unis et dans une moindre mesure le Japon, la Chine est devenue un investisseur majeur dans les secteurs des ressources africaines et a facilité le développement des infrastructures africaines. Ces infrastructures, des routes, des ports et des centrales électriques, peuvent être utilisées pour soutenir la diversification économique nationale et régionale et pour renforcer les chaînes d'approvisionnement. Les engagements financiers de la Chine dans les infrastructures africaines sont également impressionnants: en l'espace de quatre ans, ils avaient plus que quadruplé en passant de moins d'un milliard de dollars américains par an entre 2001 et 2003 à 4,5 milliards de dollars en 2007. Ces engagements ont atteint le sommet de 7 milliards de dollars américains en 2006.

L'accroissement des fonds chinois pour les infrastructures en Afrique offre de grandes opportunités pour stimuler la croissance en Afrique. Cependant, les gouvernements africains n'ont pas jusqu'à présent mis en place des plans convaincants pour s'assurer que les relations économiques avec la Chine profitent à plusieurs secteurs aux niveaux national et régional.

Par ailleurs, le secteur public doit être doté d'une plus grande capacité pour consolider les investissements réalisés par les entreprises chinoises, par exemple l'entretien des routes construites par des Chinois ou l'utilisation des finances chinoises (surtout les prêts concessionnels) comme catalyseurs d'autres ressources et activités de développement.

L'Angola a été l'un des quatre plus grands bénéficiaires des financements chinois pour les projets d'infrastructure. Le partenariat Chine- Angola dans ce domaine est même connu comme le «modèle angolais» et cela est répandu dans toute l'Afrique. Conformément au

modèle angolais, le pays bénéficiaire reçoit un prêt de la banque chinoise Eximbank ; le gouvernement attribue ensuite un contrat pour des projets d'infrastructures à une entreprise chinoise, tout en donnant, au titre du remboursement du prêt, des droits d'extraction de ses ressources naturelles à une compagnie chinoise. Les conditions du prêt sont généralement de nature concessionnelle, avec en moyenne des taux d'intérêt faibles (allant de 1à 6%), de longues périodes de remboursement (de 5 à 25 ans) et une période de grâce (de 2 à 10 ans). En 2004, la Chine a accordé une ligne de crédit de 2 milliards de dollars américains à l'Angola pour le développement de ses infrastructures qui avaient été détruites pendant la guerre civile. Pour rembourser le prêt, l'Angola a accepté de fournir à la Chine 10.000 barils de pétrole brut par jour. Les projets d'infrastructures en Angola comprennent la production et la fourniture d'électricité, la réhabilitation des lignes électriques, la réhabilitation des chemins de fer de Luanda, la construction de voies de contournement, l'expansion des réseaux de télécommunications, l'eau et certains projets de travaux publics. Aussi, en 2006, l'Angola et la Chine ont créé une joint-venture Sonangol Sinopec International par l'intermédiaire de leurs compagnies pétrolières China Petroleum and Chemical Corporation (SINOPEC) et Angola National Oil Corporation (Sonangol). La nouvelle entreprise a pour but d'explorer du pétrole brut dans trois régions pétrolifères angolaises. L'Angola fournit 51% des importations chinoises de pétrole de l'Afrique sub-saharienne.

Malgré les gains réalisés à travers ses relations avec la Chine, l'Angola semble peiner à optimiser les retombées pour son économie, particulièrement en ce qui concerne l'accélération de la diversification. Les dangers de cette occasion manquée étaient illustrés lors de la récente crise économique mondiale lorsque la chute des recettes pétrolières a eu un impact négatif majeur sur l'économie angolaise, avec des prévisions de croissance du PIB pour 2009 qui sont passées de 11,8% à 3%.

Source: La diversification économique en Afrique, OCDE 2010

87. Même si nous saluons les politiques économiques de certains pays d'Amérique latine, qui visent à améliorer les conditions de vie du peuple, et faisons particulièrement attention à l'expérience du succès économique de la Chine, les syndicats africains doivent quand même prendre conscience du fait que les libertés politiques que notre peuple a conquises ou est en train de conquérir sous des régimes tyranniques ne doivent pas être sacrifiés sur l'autel des 'impératifs du développement économique'. Cela est d'autant plus vrai, étant donné la longue et sanglante histoire africaine de répression politique et de violations généralisées des droits de l'homme.

88. Par conséquent, le défi sera de déterminer comment combiner des politiques économiques progressistes dans l'intérêt du peuple avec une classe politique sensible qui respecte les droits civils et politiques du peuple, afin de mettre un terme à la séparation sempiternelle entre les droits économiques et les droits politiques et juridiques formels qui caractérisent le libéralisme. En d'autres mots, les forces progressistes doivent chercher à gagner la bataille pour la démocratie dans toute sa multiplicité et nos syndicats doivent être à l'avant-garde de cette bataille.

Profil social de l'Afrique

Répartition de la population par âge et par sexe

89. La population de l'Afrique a connu une croissance exponentielle depuis un siècle. Les jeunes sont, par conséquent, très nombreux et, de surcroît, l'espérance de vie est inférieure à 50 ans dans la plupart des pays africains.

D'après les estimations des Nations Unies, le nombre total de personnes en Afrique est passée de 221 millions en 1950 à **1 milliard en 2009** (en novembre 2009). La population croît à un rythme d'environ 24 millions de personnes par an et pourrait atteindre **deux milliards en 2050**, d'après certaines estimations. Environ 60 % de la population a moins de 25 ans.

90. Le ratio population-sexes est d'environ 100 %. Cela signifie que la population africaine est composée d'un nombre égal de femmes et d'hommes.

Table 1: Caractéristique de la population africaine par sexe et âge

Indicateurs	**2005**	**2010**	**2015**	**2020**
Population (milliers)	911 120	1 022 234	1 145 316	1 278 199
Population masculine (milliers)	455 068	511 055	572 974	639 896
Population féminine (milliers)	456 052	511 179	572 342	638 303
Ration des sexes de la population (nombre de personnes de sexe masculin par 100 femmes)	99.8	100.0	100.1	100.2
Pourcentage de la population âgé de 0-4 ans (%)	15.6	15.2	14.7	14.1
Pourcentage âgé de 5 à 14 ans (%)	25.5	25.1	24.7	24.3
Pourcentage âgé de 15 à 24 ans (%)	20.4	20.1	19.6	19.4
Pourcentage âgé de 0 à 24 ans (%)	**61.5**	**60.4**	**59**	**57.8**
Pourcentage âgé de 60 ans ou plus (%)	5.3	5.5	5.8	6.1
Pourcentage âgé de 65 ans ou plus (%)	3.4	3.5	3.7	3.9
Pourcentage âgé de 80 ans ou plus (%)	0.4	0.4	0.5	0.5

Pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans (%)	48.0	48.5	48.9	49.5
Deuxième âge	19.1	19.7	20.3	21.0
Densité de la population (population par km^2)	30	34	38	42

Source: Division de la population du Département des Affaires économiques et sociales du Secrétariat des nations Unies, *World Population Prospects: The 2010 Revision (On- line Database)*
NB : le pourcentage âgé de 0 à 24 ans est l'addition du pourcentage âgé de 0 à 4 ans (%), du pourcentage âgé de 5 à 14 ans (%) et du pourcentage âgé de 15 à 24 ans (%).

91. D'après l'*Economic Report on Africa* (Rapport économique sur l'Afrique) (CEA, 2010), la population africaine a augmenté de 2,3 % entre 2008 et 2009, atteignant environ 1 milliard de personnes. **70% de la population est âgé de 30 ans ou moins**, ce qui fait de l'Afrique un des continents les plus jeunes du monde. L'augmentation rapide de la population ainsi que l'accroissement de l'exode rural créent beaucoup de problèmes, notamment l'insuffisance des services d'hygiène et des services sociaux, de logement et d'emploi. Cependant, ce n'est qu'un aspect des problèmes que pose la croissance démographique rapide en Afrique.

92. L'autre aspect est de savoir les opportunités et points forts potentiels que ce phénomène social apporte à l'Afrique. Posée en ces termes, la croissance rapide de la population du continent et le fait que nous possédions la population la plus jeune dans le monde, peuvent alors devenir le plus grand atout de l'Afrique pourvu qu'un certain nombre d'autres conditions soient abordées et effectivement satisfaites. Nous parlons ici de ce que l'Afrique pourrait accomplir avec sa jeune population si celle-ci était éduquée et dotée des capacités productives, scientifiques et technologiques nécessaires, si elle prenait conscience de sa mission d'artisan de sa propre histoire.

Niveaux et nature de l'emploi

93. L'agriculture est la principale activité des peuples africains, particulièrement en Afrique subsaharienne, où environ **59,9 % (FAO, 2010)** de la population était employée en 2009. Parmi les 59,9 % des travailleurs africains employés par le secteur agricole, les trois cinquièmes pratiquent une agriculture de subsistance et bon nombre d'entre eux vivent dans des zones rurales - 41,2 % en Afrique australe (74,5 % au Swaziland et 38,3 % en Afrique du Sud) et 55,4 % en Afrique de l'Ouest (83,3 % au Niger, 79,6 % au Burkina Faso et 38,5 % au Libéria). Les fermes spécialisées dans l'agriculture de subsistance fournissent de la nourriture et un revenu relativement faible à la famille, mais en général elles n'arrivent pas à produire suffisamment pour rendre possible le réinvestissement. Les plus grandes fermes ont tendance à produire des cultures commerciales telles que le café, le coton, le cacao et le caoutchouc. Ces fermes, normalement exploitées par de grandes sociétés, couvrent des dizaines de kilomètres carrés et emploient un grand nombre d'ouvriers. Ce secteur est suivi du secteur des services, qui

occupaient près de 30 % de la population en 2009, et du secteur industriel qui impliquait près de 10,6 % de la population au cours de la même année.

Tableau 2 : Caractéristiques sous-régionales de l'emploi par âge et par sexe

Emploi par secteur et sexe (%)	**Agriculture**			**Industrie**			**Services**		
	2007	**2008**	**2009**	**2007**	**2008**	**2009**	**2007**	**2008**	**2009**
Les deux sexes									
Afrique du Nord	28.4	28.0	27.8	21.8	22.2	22.5	49.8	49.7	49.7
Afrique subsaharienne	59.4	58.9	59.0	10.4	10.6	10.6	30.2	30.5	30.4
Sexe masculin									
Afrique du Nord	27.1	26.8	26.7	24.3	24.8	25.1	48.6	48.4	48.2
Afrique subsaharienne	59.3	58.8	59.0	12.6	12.8	12.8	28.1	28.4	28.3
Sexe féminin									
Afrique du Nord	32.1	31.6	31.1	14.7	14.8	14.7	53.2	53.6	54.2
Afrique subsaharienne	59.5	59.0	59.0	7.6	7.8	7.9	32.9	33.2	33.2

Source: Global Employment Trends, 2011, The challenge of a jobs recovery, ILO, Geneva.
(Source : Tendances mondiales de l'emploi, 2011, BIT, Genève)

94. Le taux d'emploi en Afrique par rapport à la population (15 ans et plus) est d'environ **60,36 %**. Selon le sexe, ce taux est de **72,72** pour les hommes et de **48,35 %** pour les femmes. Au même moment, ce taux parmi les jeunes (15-24 ans) est respectivement de **50,80 %** pour les hommes et de **38,73 %** pour les femmes.

95. Ces statistiques montrent que les jeunes africains, surtout les femmes, ont des opportunités limitées lorsqu'il s'agit de maximiser leur bien-être social, et ont souvent été victimes de régression sociale et économique depuis des décennies.

96. D'après *Africa Development Indicators* (Indicateurs de développement de l'Afrique), 2010, les femmes représentent près de 41 % de la main-d'œuvre totale en Afrique et les hommes représentent environ 59 % tel que l'indique le tableau ci-dessous.

Tableau 3 : Répartition de la main-d'œuvre africaine par sexe de 2004 à 2007

	2004	**2005**	**2006**	**2007**
Main-d'œuvre (15+ ans), total	345190422	354884181	364361158	374653403
Main-d'oeuvre (15+ ans), hommes (% de la main-d'oeuvre)	59.40	59.25	59.08	59.06
Main-d'oeuvre (15+ ans), femmes (% de la main-d'œuvre totale)	40.60	40.75	40.92	40.94

Source : Indicateur du développement de l'Afrique (Africa Development Indicators, 2010, World Bank)

Taux de chômage

97. Le problème du chômage massif en Afrique provient du fait que notre économie politique n'est pas mue sur le plan interne par les besoins, les aspirations et les intérêts de notre peuple, mais par des intérêts externes ancrés dans la formation des classes nationales dont la satisfaction exige une déshumanisation continue de notre peuple sur la base d'un processus d'accumulation primitive ancrée dans le travail bon marché et dans l'extraction des ressources. Par conséquent, ce n'est pas surprenant que le chômage demeure un problème crucial pour la jeunesse africaine. Par exemple, en Afrique subsaharienne, d'après les chiffres officiels, environ **12,3 %** des jeunes sont sans emploi en 2010, alors que le taux de chômage général de la région est de **8 %.** Au même moment, le taux de chômage des adultes est de **6,4 %**. Ces chiffres sous-estiment la situation, lorsque le sous-emploi et le chômage déguisé ou non documenté sont pris en compte.

Tableau 4 : Caractéristiques sous-régionales du chômage selon le sexe et l'âge

Taux de chômage (%)	**2007**	**2008**	**2009**	**2010**
Les deux sexes				
Afrique du Nord	10.2	9.6	9.9	9.8
Afrique subsaharienne	7.9	7.9	7.9	8.0
Hommes				
Afrique du Nord	8.4	7.7	7.8	7.8
Afrique subsaharienne	7.5	7.5	7.6	7.6
Femmes				
Afrique du Nord	14.9	14.8	15.3	15.0
Afrique subsaharienne	8.3	8.3	8.3	8.5
Jeunes				
Afrique du Nord	24.3	22.6	23.4	23.6
Afrique subsaharienne	12.1	12.1	12.1	12.3
Adultes				
Afrique du Nord	6.1	6.0	6.2	6.2
Afrique subsaharienne	6.2	6.2	6.3	6.4

Source: Global Employment Trends, 2011, The challenge of a jobs recovery, ILO, Geneva.
(Source : Tendances mondiales de l'emploi, 2011, BIT, Genève)

Les chiffres du chômage susmentionnés masquent en fait les niveaux phénoménaux de sous-emploi qui caractérisent l'économie informelle dont la productivité et la valeur ajoutée sont faibles.

Revenus et niveaux d'inégalité

98. Compte tenu de la structure pyramidale et très accentuée de l'économie politique coloniale et de ses tournures et ramifications post-coloniales, ce n'est pas par hasard que les niveaux de revenu sont terriblement bas en général, alors que les

inégalités de revenu s'accentuent tout simplement. Selon le Rapport sur le développement humain 2010, entre 2000 et 2008, plus de 50 % de la population africaine vit de moins de 1,25 dollar américain par jour avec quelques disparités selon les pays, comme le montre le tableau ci-dessous. Le ratio de pauvreté par habitant à 1,25 $ par jour varie de moins de 2 % en Égypte à plus de 88 % en Tanzanie.

Tableau 5: Le ratio de pauvreté par habitant à 1,25 $ par jour (PPP) (% de la population) entre 2000 et 2008

N°	***Pays***	***PPP $ 1.25***	***N°***	***Pays***	***PPP $ 1.25***	***N°***	***Pays***	***PPP $ 1.25***
1	Egypte	< 2	19	Benin	47.3	37	Mozambique	74.7
2	Maroc	2.5	20	Guinée Bissau	48.8	38	Rwanda	76.6
3	Tunisie	2.6	21	Mali	51.4	39	Burundi	81.3
4	Djibouti	18.4	22	Ouganda	51.5	40	Liberia	83.7
5	Kenya	19.7	23	Sierra Leone	53.4	41	Tanzanie	88.5
6	Cap-Vert	20.6	24	Congo	54.1	42	Algérie	---
7	Mauritanie	21.2	25	Angola	54.3	43	Botswana	---
8	Cote d'Ivoire	23.3	26	Burkina Faso	56.5	44	Guinée équatoriale	---
9	Afrique du Sud	26.2	27	République démocratique du Congo	59.2	45	Libye	---
10	Sao Tome et Principe	28.4	28	Tchad	61.9	46	Ile Maurice	---
11	Ghana	30.0	29	République centrafricaine	62.4	47	Namibie	---
12	Cameroun	32.8	30	Swaziland	62.9	48	Soudan	---
13	Sénégal	33.5	31	Zambie	64.3	49	Zimbabwe	---
14	Gambie	34.3	32	Nigeria	64.4	50	Gabon	---
15	Togo	38.7	33	Niger	65.9	51	Erythrée	---
16	Ethiopie	39.0	34	Madagascar	67.8	52	Seychelles	---
17	Lesotho	43.4	35	Guinée	70.1	53	Somalie	---
18	Comores	46.1	36	Malawi	73.9			

Source: Rapport sur le développement humain 2010, PNUD.

99. Les inégalités de revenus en Afrique sont, par conséquent, demeurées constamment élevées, malgré plus de deux décennies de réformes économiques

et financières. A voir de près, on remarque que ces disparités révèlent des restrictions étouffantes et oppressantes de l'économie politique post-coloniale en Afrique. Ces restrictions sont responsables de la pauvreté de masse et de l'insécurité alimentaire sur le continent. De toute évidence, cela a été exacerbé par un leadership vénal, corrompu et sans vision, qui se soucie peu de la crise existentielle de notre peuple. Pour mesurer l'inégalité des revenus dans une société, on utilise le coefficient de Gini et lorsque sa valeur est égale à 0, il exprime l'égalité totale mais lorsque sa valeur est 1, il exprime l'inégalité maximum. Selon les normes internationales, les valeurs de l'indice Gini peuvent aider à évaluer l'ampleur de l'inégalité. Alors, lorsque la valeur est :

- moins de 0,21, l'inégalité est **faible**,
- entre 0,21 et 0,29 l'inégalité est **modérée**,
- entre 0,30 et 0,40, l'inégalité est **élevée**,
- supérieure à 0,40, l'inégalité est **extrême**.

100. Les chiffres du **Rapport sur le développement humain**, **2010**, calculés sur la base de l'indice de Gini pour la période 2000-2010, montrent qu'en général le niveau d'inégalité de revenu dans les pays africains a été très élevé et constante au cours de la période. L'indice de Gini varie de 29,8% en Éthiopie à 74,3% en Namibie. 15 pays sur 53 sont classés parmi les pays à forte inégalité, tandis que les autres sont dans la catégorie d'extrême inégalité.

Tableau 6 : Les chiffres du coefficient de Gini pour les pays africains pour la période 2000-2010 (%)

N°	***Pays***	***Indice Gini***	***N°***	***Pays***	***Indice Gini***	***N°***	***Pays***	***Indice Gini***
1	Ethiopie	29.8	19	Sierra Leone	42.5	37	Sao Tome et Principe	50.6
2	Burundi	33.3	20	Ouganda	42.6	38	Swaziland	50.7
3	Togo	34.4	21	Ghana	42.8	39	Zambie	50.7
4	Tanzanie	34.6	22	Nigeria	42.9	40	Lesotho	52.5
5	Algérie	35.3	23	Guinée	43.3	41	Liberia	52.6
6	Guinée-Bissau	35.5	24	République centrafricaine	43.6	42	Afrique du Sud	57.8
7	Egypte	36.7	25	Niger	43.9	43	Angola	58.6
8	Benin	38.6	26	R. D. Congo	44.4	44	Botswana	61.0
9	Malawi	39.0	27	Cameroun	44.6	45	Comores	64.3
10	Mali	39.0	28	Rwanda	46.7	46	Namibia	74.3
11	Mauritanie	39.0	29	Mozambique	47.1	47	Guinée	---

							Equatoriale	
12	Sénégal	39.2	30	Madagascar	47.2	48	Libye	---
13	Burkina Faso	39.6	31	Congo	47.3	49	Ile Maurice	---
14	Tchad	39.8	32	Gambie	47.3	50	Soudan	---
15	Djibouti	39.9	33	Kenya	47.7	51	Erythrée	---
16	Tunisie	40.8	34	Cote d'Ivoire	48.4	52	Seychelles	---
17	Maroc	40.9	35	Zimbabwe	50.1	53	Somalie	---
18	Gabon	41.5	36	Cap-Vert	50.4			

Source : Rapport sur le développement humain, 2010, PNUD

101. Il y a également une corrélation entre la pauvreté et l'accès aux finances. En général, l'accès aux finances est plus faible dans les pays pauvres que dans les pays relativement développés. Pour la plupart des pays africains, le nombre de comptes de dépôts par 1 000 adultes varie entre 50 et 300. Il y a quelques particularités, par exemple au Botswana, il y a en moyenne 481,4 comptes de dépôt par 1 000 adultes, contre 33,8 pour Madagascar et seulement 6,1 pour la République démocratique du Congo. Les chiffres de l'Afrique du Sud et de l'Ile Maurice sont respectivement de 788,1 et de 2109,9 comptes de dépôt par 1 000 adultes.

Les salaires

102. Selon le Rapport mondial de l'OIT sur les salaires 2010/11

Les salariés représentent environ 86 pour cent de la population employée dans les économies avancées, mais cette proportion tombe à environ 35 pour cent en Asie et à moins de 30 pour cent en Afrique. Alors que dans les pays développés, la proportion d'hommes et de femmes salariés est à peu près égale, la proportion des femmes salariées en Asie du Sud et en Afrique sub-saharienne est nettement inférieure à celle des hommes. Au total, nous avons trouvé dans notre base de données des données salariales pour 115 sur les 177 pays et territoires dans notre base de données, soit 65 pour cent du total. Cependant, comme nous avons des données pour toutes les grandes économies, les données salariales couvrent 94 pour cent des salariés dans le monde et environ 98,5 pour cent de la masse salariale globale ... Cependant, la base de données ne couvre que 29 pour cent de tous les pays africains[23], bien qu'ils comptent pour 57 pour cent de l'emploi salarié total de la région et environ 76 pour cent de sa masse salariale. Cela

[23] Les données salariales ont été collectées par le BIT pour **:** Algérie, Angola, Benin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, République centrafricaine,Tchad, Comores, Congo, RDC, Côte d'Ivoire, Egypte, Guinée équatoriale, Erythrée, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Liberia, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Ile Maurice, Maroc, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Réunion, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Afrique du Sud, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Tunisie, Ouganda, Zambie, Zimbabwe

montre que bien que beaucoup de données soient disponibles, d'importantes lacunes demeurent en ce qui concerne les statistiques salariales dans de nombreux pays en développement. Alors que les pays les plus développés réalisent des enquêtes régulières auprès des institutions et des enquêtes spécifiques sur la structure des salaires, d'autres pays collectent les données salariales lors des enquêtes sur la main-d'œuvre qui sont faites à intervalles irréguliers et imprévisibles. Un certain nombre de pays à faible revenu, particulièrement en Afrique, ne collectent pas du tout de données salariales.

Croissance cumulative des salaires, par région depuis 1999 (1999 = 100)

	1999	2006	2007	2008	2009
Advanced countries	100	104,2	105	104,4	105,2
Central and Eastern Europe	100	144,8	154,4	161,4	161,3
Eastern Europe and Central Asia	100	264,1	308,9	341,6	334,1
Asia	100	168,8	180,9	193,8	209.3*
Latin America and the Caribbean	100	106,7	110,3	112,4	114,8
Africa	100	111.2*	112.8*	113.4**	116.1**
Middle East	100	101.9*	102.4*	…	…
Global	100	115,5	118,7	120,6	122,5

La fuite des capitaux

103. Il est difficile de faire des estimations précises de l'ampleur de la fuite des capitaux. Toutefois, Ndikumana et Boyce (2008) montrent que, pour un échantillon de 40 pays en Afrique sub-saharienne durant la période de 1970 à 2004, le stock réel de la fuite des capitaux, calculés en dollars en 2004, y compris les intérêts, s'élève à 607 milliards de dollars en 2004. Cela représentait 398 milliards de plus que la dette extérieure combinée de ces pays. En d'autres termes, l'Afrique sub-saharienne est un créancier du reste du monde. (Source: Rapport sur les PMA de la CNUCED 2009).

104. Un autre commentateur indique que, selon Global Financial Integrity, l'Afrique a perdu entre 1970 et 2008 de 850 milliards de dollars à 1,8 mille milliards de dollars de flux financiers illicites, dont surtout les taxes d'impôts non versés par les sociétés. Une telle perte de capitaux a conduit les pays à recourir aux emprunts, provoquant ainsi une crise de la dette au cours de laquelle les capitaux sont versés hors du continent. Aujourd'hui, la dette de l'Afrique sub-saharienne est encore de près de 200 milliards de dollars. L'aide représente actuellement 47

milliards de dollars, or les remboursements de la dette coûtent encore 18 milliards de dollars chaque année.

Impact direct de la crise financière sur l'Afrique

105. La récession mondiale a touché la plupart des pays africains à travers plusieurs canaux, notamment le déclin du commerce mondial, la baisse des investissements, la diminution des transferts provenant des travailleurs d'outre-mer et une réduction probable de l'aide étrangère. Ces canaux sont en grande partie reliés à l'économie « réelle » de l'Afrique, plutôt qu'à son secteur financier. Les répercussions de la crise affectent déjà toutes les activités économiques, la production, l'exportation des cultures commerciales (principales sources de devises étrangères pour les pays africains), l'emploi, le financement de l'économie, les revenus des ménages, la situation budgétaire et les conditions de vie des travailleurs et du peuple.

106. Les investissements fructueux dans l'énergie, les industries manufacturières, l'eau, l'assainissement et l'agriculture ont tous été touchés.

L'impact de la crise en Afrique peut se résumer comme suit :

- Perte d'emploi et de revenu
- Augmentation de la pauvreté
- Réduction de la migration et des transferts d'argent
- Perte de valeur sur les marchés financiers africains
- Perte de valeur des monnaies africaines

107. Il faut toutefois souligner que c'est au milieu de cette crise financière en Occident que nous assistons à certaines des transformations les plus radicales de société en Chine, en Inde et au Brésil. La question à laquelle il faut répondre de toute urgence est de savoir pourquoi est-ce que ces pays se développent rapidement au milieu de cette crise financière en occident, alors qu'en Afrique, nous ne faisons que déplorer et subir les conséquences de cette crise ? À notre avis, c'est parce que même si ces économies sont liées au marché mondial et aux forces de la mondialisation, elles sont d'abord et avant tout poussées par des forces politiques et économiques internes et relativement autonomes ayant des plans économiques et politiques stratégiques clairement élaborés pour répondre aux besoins de leurs sociétés. En Afrique, en revanche, c'est tout le contraire.

108. **En ce qui concerne les revenus, la pauvreté et l'emploi**, il ressort de l'analyse des impacts économiques et sociaux de la crise qu'elle a eu un effet négatif sur la

répartition des revenus dans les pays et sur l'incidence de la pauvreté. Les secteurs les plus touchés par la crise sont l'agriculture, l'exploitation minière, le tourisme, le textile et l'industrie manufacturière. Les fermetures d'entreprise et le report ou l'annulation des projets sont fréquents dans les pays africains. Beaucoup d'emplois sont perdus dans tous les secteurs, ce qui a des effets négatifs directs sur le niveau de vie des travailleurs.

109. **En ce qui concerne les inégalités entre les sexes** - les femmes font les frais de cette crise de l'économie politique post-coloniale de l'Afrique aggravée par la crise financière dans les pays du Nord. Historiquement, les femmes étaient défavorisées en ce qui concerne la propriété foncière, l'accès au crédit et au marché du travail, les structures hiérarchiques, patriarcales et culturelles oppressives de domination et de subordination. Dans la plupart des cas, elles n'ont pas eu les mêmes opportunités que les hommes dans le monde du travail, si opportunités il y avait. Et là où elles travaillent, même si leur travail est important pour soutenir leurs familles, il n'est pas reconnu comme un travail social indépendant, mais comme une extension du statut de la femme qui est considérée comme une serveuse de son mari. Par conséquent, dans la plupart des régions, l'impact de la crise économique sur les sexes au regard des taux de chômage sera plus préjudiciable aux femmes qu'aux hommes. Il y a des preuves que les femmes seront plus affectées surtout à cause des effets de l'inégalité entre les sexes, de la discrimination et du très grand nombre de femmes dans le secteur agricole.

110. **A propos des transferts d'argent par les migrants** - leur réduction a des répercussions négatives sur la réduction de la pauvreté et les filets de sécurité. Selon des estimations récentes, 77 % des transferts de fonds équivalant à 20 milliards de dollars US proviennent des USA et de l'Europe de l'Ouest. Des études récentes ont indiqué que les transferts officiels des migrants africains ont chuté de près de **1100 millions de dollars US en 2008 à 800 millions de dollars US en 2009**, c. à d. une chute de 300 millions de dollars US (environ 27 %).

111. **Au sujet des échanges extérieurs**, la crise financière a également un effet négatif sur le commerce des pays africains. En particulier, il y a eu une baisse significative des prix des principaux produits exportés par les pays africains depuis le deuxième semestre de 2008. Par exemple, en Afrique du Sud, les exportations ont chuté en 2008, suite à la chute des prix des métaux précieux, l'une des principales richesses du pays. Au Burkina Faso, la balance des paiements a été affectée par la chute de la production agricole et la baisse des exportations de fibres de coton. Au Botswana, la production de diamants a chuté de 50 % en raison d'une baisse de 30 % de son prix sur le marché international. En Zambie, la chute de 65,8 % du prix du charbon a entraîné une baisse considérable des réserves.

112. **Concernant les marchés financiers** - malgré le faible niveau d'intégration financière des économies africaines, les marchés financiers ont été fortement touchés dans les pays africains où ces marchés existent. En général, la contagion et l'interdépendance ont énormément affecté la plupart des marchés financiers à travers le continent. A partir de la fin du mois de juillet 2008 à la fin du mois de mars 2009, dans certains pays africains, la chute de la valeur des actifs sur les marchés boursiers variait de 24,8 % à 62,5 %, notamment au Maroc (24,8 %), en Afrique du Sud (25 %), en Côte d'Ivoire (38,3 %), à l'Ile Maurice (39 %), au Kenya (44,5 %), en Egypte (55 %) et au Nigéria (62,5 %). Alors, pour certains marchés africains comme la Côte d'Ivoire, l'Ile Maurice, le Kenya, l'Égypte ou le Nigeria, l'effet a été plus important que l'effet remarqué sur les marchés de certains pays développés tels que les États-Unis (31,71 %), la France (35,3 %) et le Japon (35,5 %). Les investisseurs africains en général, les investisseurs égyptiens ou nigérians en particulier, ont perdu en moyenne en l'espace de six mois plus de la moitié de l'actif qu'ils avaient investi à la fin du mois de juillet 2008. Cette dépréciation de la richesse est plus importante que les pertes subies par les investisseurs américains, français ou japonais. Les soi-disant marchés financiers en Afrique sont en vérité pour la plupart des imitations médiocres des marchés financiers authentiques de l'Occident et d'ailleurs, car alors que ces marchés sont intégrés dans des économies politiques et des marchés locaux ainsi que dans le monde entier, les marchés financiers en Afrique sont des imitations médiocres en raison des dysfonctionnements des économies politiques africaines.

113. **En ce qui concerne les marchés monétaires** – Dans la plupart des pays africains, la crise a été suivie d'une dépréciation des taux de change, particulièrement par rapport au dollar américain ou à l'euro. Depuis la fin du mois de juillet 2008 à la fin du mois de mars 2009, les monnaies des pays suivants ont connu une dépréciation : Maroc (10, 9 %), Tanzanie (11, 8 %), pays de la zone CFA (12, 6 %), Tunisie (14, 2 %), Botswana (16, 2 %), Algérie (16, 3 %), Kenya (17, 2 %), Ghana (18, 1 %), Namibie (20, 6 %), Nigéria (21, 2 %), Ouganda (22, 1 %), Zambie (36,2), République démocratique du Congo (38, 7 %), Sierra Leone, Afrique du Sud (21, 8 %), Seychelles (50,9 %). Toutefois, durant la même période, l'euro a connu une dépréciation de 10 % seulement, alors que le yen a connu une appréciation de 10 %. En général, la dépréciation de la plupart de ces monnaies serait due à l'impact de la crise financière sur les prix des matières premières et des réserves de devises étrangères.

114. **La croissance économique de l'Afrique est en baisse -** Même s'il est vrai qu'avant la crise, les taux de croissance économique en Afrique étaient parmi les plus élevés au monde, cela n'en dit rien sur la nature et le caractère de la croissance. Selon les

prévisions du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Africaine de Développement (BAD), le taux de croissance du continent a chuté de 5,4 % en 2008 à 3,3 % en 2009. Les projections provisoires de la BAD indiquent une baisse de 3,7 % de croissance pour les pays exportateurs de pétrole en 2009 et une perte de 1 % de croissance pour les pays importateurs de pétrole. Pour la première fois depuis 2000, les taux de croissance des pays importateurs de pétrole devraient être plus élevés (3,4 %) que ceux des pays exportateurs de pétrole (2,9 %). Quelques exemples : Afrique du Sud, Angola, Kenya, République démocratique du Congo, 1,8 %, 6,3 %, 2,1 % et 1,7 % de taux de croissance prévu en 2009 contre des taux de croissance de 5,1 %, 21 %, 6,3 % et 6,5 % enregistrés respectivement par ces pays en 2007. Ces chiffres sont naturellement troublants. Ce qu'il faut faire remarquer toutefois est que les taux de croissance relativement élevés que l'Afrique a enregistrés au milieu des années 2000 n'étaient ni durables ni enracinées dans un processus de transformation des économies politiques post-coloniales débilitantes des États africains. Ces taux de croissance étaient plutôt temporaires et cherchaient simplement à stabiliser les économies postcoloniales tout en reproduisant les restrictions et les relations de ces économies qui garantissent que l'Afrique et son peuple restent le continent le plus pauvre, le plus vulnérable et sous-développée du monde. Il n'est donc pas surprenant que les premiers chocs externes ont suffi pour balayer les acquis apparents obtenus depuis le début jusqu'au milieu des années 2000. Cela soulève une fois de plus la nécessité d'une vision stratégique de la transformation des sociétés et des économies politiques de l'Afrique et de leur intégration.

Indices de développement social – éducation et santé

Éducation

115. Le capital humain est un facteur majeur dans la détermination des opportunités disponibles aux individus en société et est étroitement lié à la capacité de production des ménages et de leur bien-être économique et social. Une indication de la gravité de la situation est illustrée par les chiffres suivants sur l'alphabétisation sur le continent. Le taux d'alphabétisation des adultes est d'environ **63 %** pour toute l'Afrique avec 29 % pour le Burkina Faso et le Niger, 66 % pour le Ghana et 89 % pour l'Afrique du Sud. L'éducation est le facteur le plus important dans le développement social et économique d'un pays. L'éducation en Afrique, cependant, est extrêmement élitiste et a peu de pertinence pour les défis de développement auxquels le continent est confronté. Même si la science et la technologie et leur maîtrise et adaptation à nos besoins sont essentielles pour le développement de l'Afrique, le système scolaire en Afrique tend à les reléguer au second plan et lorsqu'elles font l'objet d'un enseignement, elles sont enseignées de façon particulièrement livresque et formelle. On prête peu d'attention au monde du travail, à l'industrie et aux défis qu'ils comportent, pour orienter

l'enseignement technique. L'enseignement technique lui-même, si enseignement technique il y a, est relégué au second plan par rapport aux arts libéraux qui étaient le principal objectif de l'éducation coloniale. Ainsi, la dialectique de la différence et de la complémentarité entre les arts libéraux, la science et la technologie qui propulse le développement économique et social a été particulièrement absente du système éducatif en Afrique. En outre, le système scolaire colonial en tant que principal moyen d'éducation était institué avec l'anglais, le français ou le portugais comme principale langue d'enseignement. Il en résulte que les langues européennes sont devenues les moyens par lesquels les Africains ont accédé à la modernité et par lesquels ils communiquent avec les peuples d'autres cultures. En conséquence, nos écoles, nos instituts polytechniques et nos universités continuent de former des « produits » qui sont très aliénés par rapport à leur patrimoine culturel et qui, dans une large mesure, manquent de créativité et des compétences productives nécessaires dans le monde du travail et dans la société en général.

116. Alors, à part les contraintes politiques et économiques que l'économie politique post-coloniale impose à nos efforts de développement, ce système scolaire régressif est un aspect clé du bourbier des sociétés africaines et assure en effet la reproduction des structures de sous-développement qu'une éducation proprement envisagée peut et doit surmonter pour la bonne marche de notre peuple.

Santé

117. Selon les statistiques mondiales de la santé de 2011, l'espérance de vie à la naissance en Afrique est d'environ **54 ans**, soit 56 ans pour les femmes et 52 pour les hommes. Les dépenses générales de santé des gouvernements par rapport aux dépenses gouvernementales totales demeurent faibles en Afrique. Elles représentaient en moyenne moins de **10 %** des dépenses gouvernementales en 2008. Plus précisément c'était environ 4 % en Guinée et en Sierra Leone, 8 % au Togo et au Ghana, 14 % au Niger et 17 % au Liberia. En moyenne, le nombre de médecins par 10 000 habitants est de **2,3** pour tout le continent avec des disparités entre les pays : 0,2 en Éthiopie, 1 au Congo, 3 au Gabon et 28,3 en Égypte. Le VIH/sida et le paludisme demeurent les principales causes de mortalité au sein de la population africaine. Pour 100 000 personnes en Afrique, les taux étaient respectivement de 177 pour le VIH/sida et de 94 pour le paludisme en 2009.

118. Ci-dessous des chiffres précis pour certains pays africains qui montrent la condition horrible des soins de santé en Afrique et des dangers que cela constitue pour la survie de la population africaine.

Tableau 7: Les chiffres spécifiques pour certains pays africains

	Mortalité liée au VIH/SIDA et au paludisme (par 100 000 personnes)					
	2005		**2007**		**2009**	
	HIV/AIDS	**Malaria**	**HIV/AIDS**	**Malaria**	**HIV/AIDS**	**Malaria**
Afrique	203	---	174	104	177	94
Lesotho	1282	---	896	---	680	0.1
Zimbabwe	1384	---	1049	10	661	40
Kenya	409	---	---	74	201	12
Gabon	340	---	173	96	164	31
Togo	148	---	138	113	117	65
Burkina Faso	91	---	62	178	45	221

Source : World Health Statistics 2011, 2010, 2009, 2008

119. Même si ces chiffres présentent une image graphique de la crise des soins de santé en Afrique, elles ne donnent pratiquement aucune explication à cette crise. Au cœur de cette crise, il y a l'éducation et le sous-développement de nos industries productives et de nos sciences pratiques et théoriques. Le résultat est que l'hygiène de base et les connaissances sur le monde autour de nous et ses implications pour notre santé jouent un rôle négligeable dans la vie de la grande majorité de notre peuple. Qui plus est, le système éducatif élitiste ne produit pas suffisamment de personnel médical, de scientifiques et de technologues pour l'industrie. Le pire est que notre industrie manufacturière, qui était en pleine croissance dans les années soixante et soixante-dix, est victime des forces de la mondialisation et des politiques néocolonialistes ineptes des gouvernements africains. Alors, nous dépendons malheureusement des produits pharmaceutiques chers importés ou de leurs matières premières, des équipements médicaux et des auxiliaires pour répondre aux besoins de santé d'une population croissante, dont la majorité est en proie à la pauvreté, à l'ignorance et aux maladies.

120. Toutefois, tant que nos gouvernements et les faibles classes moyennes continueront à poursuivre les politiques d'orthodoxie économique prescrites par les institutions de Bretton Woods dans le cadre contraignant de la mondialisation, la logique historique de l'avenir est une descente vers des calamités plus horribles, comme en témoignent les images déshumanisantes d'Africains qui meurent dans la Corne de l'Afrique et l'impuissance de l'Union africaine (UA) et des gouvernements africains en face de cette tragédie humaine.

Politique et gouvernance

121. Dans l'ensemble, les quatre premières décennies de la période post-indépendance de l'Afrique étaient marquées par des régimes tyranniques et autoritaires qui utilisaient la répression pour contenir leurs contradictions. La plupart des pays africains étaient alors caractérisés par l'instabilité politique, des partis uniques, l'aventurisme militaire, des conflits ethniques, des différends frontaliers ou des conflits qui ont conjointement avec les structures économiques inchangées contribué à la détérioration des conditions sociales de la majorité des peuples. En Afrique australe, l'intransigeance des régimes de colons au Zimbabwe et en Namibie et l'enracinement de l'Apartheid en Afrique du Sud ont contribué à retarder l'accession à l'indépendance et provoqué une longue lutte de libération, y compris une lutte armée. La brutalité du colonialisme portugais avait également entraîné une lutte armée au Mozambique, en Angola et en Guinée-Bissau. Il faut également souligner les tactiques brutales utilisées contre la libération de l'Afrique au cours des cinq dernières décennies, notamment l'assassinat et l'élimination (souvent avec l'implication des forces extérieures) de certains des dirigeants politiques forts et plus crédibles et des intellectuels, tels Patrice Lumumba, Amilcar Cabral, Eduardo Mondlane, Steve Biko, Samora Machel, Chris Hani, Dele Giwa, Norbert Zongo, Ken Sarowiwa et d'autres.

122. Après une existence politique et économique faite de bonheur et de malheur depuis l'indépendance, il existe toujours beaucoup d'obstacles à la gouvernance politique, économique, sociale et juridique qui se présentent sous forme de : absence de démocratie, manque d'élections libres et honnêtes, manque de transparence dans la gestion des services publics, dysfonctionnement des institutions publiques, corruption, détournement de fonds, impunité. Selon le Rapport sur la gouvernance en Afrique de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, la gouvernance politique du continent reste faible. Même si au cours des deux dernières décennies, le processus de démocratisation a fait des progrès en Afrique, il comporte des lacunes énormes. Le multipartisme s'épanouit sans pour autant devenir institutionnel ; les partis d'opposition sont toujours muselés dans de nombreux pays africains et n'ont pas égal accès aux ressources électorales ; les élections sont plus régulières maintenant (54 élections entre 2005 et 2007), mais elles sont truffées d'irrégularités dans certains pays ; dans beaucoup de pays les commissions électorales n'ont pas l'autonomie et les ressources nécessaires dans de nombreux pays africains ; l'intégration sociale demeure un défi de taille vu la participation limitée des femmes, des jeunes, de la majorité paysanne et des minorités ; le respect de la constitutionnalité demeure

un grand défi en Afrique car les constitutions sont amendées et la durée des mandats est prolongée contre la volonté populaire.

123. En ce qui concerne la gouvernance économique et la gestion des finances publiques, des améliorations sont notables. Mais elles n'ont opéré aucun changement radical pour la simple raison qu'ils ont été obtenus dans le cadre du modèle politique et économique qui ne permettra pas de changements capables d'avoir des conséquences importantes pour la transformation et le développement de nos sociétés. En revanche, la corruption continue à saper le développement et la croissance socioéconomique. Les institutions publiques et gouvernementales sont généralement infectées par le cancer de la corruption.

Nécessaire réveil de l'Afrique

124. Peu de gens contesteront la nécessité d'une Afrique éveillée, une Afrique qui peut se tenir dans le concert des nations et coexister avec le reste du monde dans la dignité, l'égalité et une véritable interdépendance. Il y a clairement plusieurs conditions à remplir pour réaliser des changements et consolider les fondements d'un véritable progrès des peuples africains. Les éléments d'une plate-forme de changement comprennent l'institution des droits démocratiques, des normes et des valeurs et l'obtention du droit de gouvernance pour le peuple africain grâce à la consolidation d'institutions démocratiques et des processus de prise de décisions qui soient inclusifs, délibératifs et empreints d'autorité. Ces éléments doivent être renforcés par la reconstruction des institutions publiques, privées et non-étatiques qui sont responsables, rationnelles, efficaces, novatrices et orientées vers les prestations de service à la clientèle. Ces institutions doivent être consolidées dans le cadre de l'intégration africaine et de la création de la nation africaine.

125. Le fondement de tout cela, comme nous l'avons noté, est la question centrale du leadership, le leadership politique, en particulier. Au lieu des dirigeants qui considèrent que leur mission historique consiste simplement à gérer l'économie post-coloniale en s'appuyant non seulement sur l'aide des donateurs, mais également sur leurs idées sur le développement, ce dont l'Afrique a besoin est un leadership radicalement nouveau et résolument engagé en faveur du bien-être et des intérêts de notre peuple ; un leadership guidé dans toutes ses politiques et ses actions par les intérêts de la population africaine, ses travailleurs en particulier. Ce leadership doit, tout comme ailleurs, exploiter les structures de l'État africain pour transformer les économies politiques des pays africains et réclamer l'intégration. Voilà la voie de l'émancipation africaine.

126. L'Union africaine doit être reconstruite. Les États africains ont fait cavalier seul en matière de relations internationales en fonctionnant comme des États individuels souverains, mais souvent on se demande s'ils sont vraiment capables d'être souverains. À l'origine à travers l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) et plus récemment par le biais de l'Union Africaine (UA) et des regroupements économiques sous-régionaux, ils ont cherché à agir collectivement dans les relations internationales, et démontré une force potentielle en matière de commerce, de relations économiques et de sécurité. L'UA et d'autres structures ont été, cependant, limitées dans la mise en œuvre de leurs propres accords et décisions. L'UA et les structures sous-régionales ont lamentablement échoué dans la mise en œuvre de leurs propres décisions et protocoles sur la participation populaire, la démocratie et les élections, les unions douanières et la libre circulation des biens, des services et des personnes. L'UA et les regroupements sous-régionaux ont également été limités lorsqu'il s'est agi d'entreprendre directement des actions pour sauvegarder les intérêts du peuple. Il est rare d'entendre dire que l'UA ou l'une de ses structures mobilise un soutien pour faire face à un défi dans un pays africain, qu'il s'agisse de famine, de sécheresse ou de catastrophe naturelle. En outre, lorsqu'il s'agit de violations des droits, on voit fréquemment l'UA et ses regroupements régionaux soutenir des gouvernements africains qui portent atteinte aux droits de leur propre peuple et le brutalisent. Une UA et des structures sous-régionales qui prennent les devants pour identifier et répondre aux besoins de la population africaine et pas nécessairement à ceux des gouvernements, sont indispensables pour rapprocher l'UA du peuple.

Les syndicats africains et l'engagement international

127. Pour ceux qui reconnaissent le mouvement syndical et le mouvement de masse démocratique comme la dernière frontière de résistance du peuple africain, le mouvement syndical africain demeure un terrain important de contestation et de lutte. Le mouvement syndical doit être mobilisé pour renforcer le pouvoir de la classe ouvrière et accroître la valeur de l'action de masse démocratique. Cela nécessite l'approfondissement de la démocratie dans le mouvement syndical et servira également de base de lutte pour un nouvel ordre et pour que le mouvement établisse un lien avec l'ensemble du mouvement de masse démocratique pour faire avancer la lutte pour l'émancipation.

128. Les travailleurs organisés sont probablement le principal mouvement non-étatique sur le plan international qui a le niveau d'organisation, l'expérience, la capacité et la cohésion nécessaire pour piloter une alternative mondiale au néolibéralisme

conjointement avec ses alliés dans la société civile. Nous parlons ici d'organisations des travailleurs authentiques, indépendantes et démocratiquement contrôlées. Néanmoins, le mouvement syndical n'est pas homogène. Il y a des questions sur lesquelles le mouvement ouvrier n'est pas d'accord, en particulier entre le Nord et le Sud (mais il y a aussi des syndicats progressistes et conservateurs dans les deux régions). Cependant, il y a plus de questions sur lesquelles le mouvement est d'accord. Par ailleurs, l'assaut mené contre les syndicats dans le Nord est susceptible de radicaliser le mouvement ouvrier et de combler davantage ces fossés. Si le mouvement syndical international parvient à s'entendre sur un programme, il constituera, avec ses alliés et les gouvernements progressistes, une force formidable.

129. Au niveau des engagements dans les pays du Sud, les travailleurs doivent décider quelles formations et quelles institutions sont prioritaires et préciser la nature de leur engagement. Si et lorsque nous décidons de discuter avec le G20, les BRICS, les institutions financières multilatérales, l'OMC, la CDP17 etc., cela doit se faire sur la base d'un agenda et d'une plate-forme d'engagement cohérente et acceptée mutuellement, plutôt que par une présence rattachée aux gouvernements nationaux, qui tend à se fragmenter en différents intérêts. Cela implique, pour chacun de ces forums et institutions, la nécessité d'un ensemble de propositions et de demandes qui peuvent être présentées collectivement par un groupe progressiste du mouvement ouvrier international, d'abord du Sud et plus tard dans une perspective véritablement mondiale.

L'État du mouvement syndical africain

Régional

130. La plus importante caractéristique de l'organisation syndicale au niveau régional africain est l'existence de deux organisations régionales, à savoir l'Organisation Régionale Africaine de la Confédération Syndicale Internationale (CSI-Afrique) et l'Organisation de l'Unité Syndicale Africaine (OUSA).

CSI-Afrique

131. La CSI-Afrique est le fruit de l'unification de l'Organisation Régionale Africaine de la Confédération Internationale des Syndicats Libres (ORAf-CISL) et de l'Organisation Démocratique Syndicale des Travailleurs Africains (ODSTA), qui étaient toutes deux des organisations régionales de la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL) et de la Confédération Mondiale du Travail (CMT) respectivement. La CSI-Afrique a été fondée par 86 centrales syndicales nationales avec un effectif total cotisant de 8.891.928 membres provenant des affiliées de l'ex-ORAf-CISL et de l'ex-ODSTA et de trois centrales syndicales nationales indépendantes de la

région africaine, qui étaient déjà affiliées à la CSI. Le nombre total de membres potentiels émanant des affiliées africaines de la CSI en général est de 97 affiliées dans 50 pays africains avec un effectif de 12.315.624 membres.

132. Dans la période d'après-guerre et plusieurs décennies après, des divisions dues à l'idéologie et à la politique étaient une caractéristique essentielle du mouvement syndical international. Les divisions sont également intervenues dans les régions d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'Asie. A partir des années 1950 jusqu'aux années 1960 et 1970, les principales protagonistes étaient la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL) et la Fédération Syndicale Mondiale (FSM) ; la CMT prit également de l'importance dans les années 1980 et 1990 et eut un impact sur l'organisation régionale. La fin de la Guerre froide à la fin des années 1980 et la chute du bloc socialiste dirigé par l'Union Soviétique, ainsi que la résurgence du capitalisme et la mondialisation du système économique international ont également permis le renouvellement du mouvement syndical international. Il y avait une plus faible adhésion aux divisions selon les lignes idéologiques comme base de formation de différents blocs et un accent particulier sur des valeurs et intérêts partagés par les travailleurs de compréhension de l'économie politique internationale en mutation comme base d'action et de solidarité internationale commune.

133. Au début du nouveau millénaire et avec l'avènement de la mondialisation moderne, il est devenu évident que le capitalisme mondial à travers ses institutions privées, les multinationales et les institutions multilatérales publiques, comme la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International et l'Organisation Mondiale du Commerce, avait fini par rassembler tous les pays (pas nécessairement les peuples) sous sa houlette. La montée et la consolidation du néolibéralisme depuis les années 1980 ont exacerbé les contradictions entre le capital et la main-d'œuvre dans les pays industrialisés, et aggravé les crises des pays non-industrialisés à la périphérie du capitalisme mondial. Dans l'ensemble, les tendances de l'économie politique mondiale ont contribué à bannir certaines différences entre les classes ouvrières du monde, conduisant à une plus grande coopération au sein du mouvement syndical international. Cette tendance a abouti à l'unification de la CISL et de la CMT qui ont formé la CSI. Celle-ci rassemble 176 millions de travailleurs de 312 affiliés dans 155 pays et territoires à travers le monde. La FSM est restée une minorité avec des affiliés concentrés dans certaines parties du Moyen-Orient, de l'Afrique et de l'Amérique du Sud, et revendiquant environ 80 millions de membres. L'unification de la CISL et de la CMT s'est étendue aux régions, et l'ORAf-CISL et L'ODSTA se sont mises ensemble pour former la CSI-Afrique. Les valeurs d'indépendance, de démocratie et de représentativité étant déterminantes, ceux qui n'y répondent plus dans ses rangs

cherchent à atteindre cet idéal ou sont encouragés à le faire. Ces valeurs constituent un défi quant à la question de savoir comment commencer à discuter avec la FSM pour envisager la possibilité de s'orienter vers un mouvement syndical international uni.

134. L'ORAf-CISL fut créée en 1957. Elle mena diverses luttes et fut confrontée à des défis quant à son existence et à son fonctionnement en tant qu'organe indépendant et démocratique d'organisation des travailleurs africains et de lutte directement lié au mouvement syndical international. Les affiliées de l'ORAF-CISL étaient passées de 20 en 1960 à 8 en 1977. Elle fut relancée en 1992 et dotée d'un secrétariat établi à Nairobi au Kenya. En 2007, lorsqu'elle fusionna avec l'ODSTA, elle avait 61 affiliées dans 41 pays africains avec 7.570.576 membres cotisants. L'autre organisation qui fusionna avec l'ORAf-CISL pour devenir la CSI-Afrique, l'Organisation Démocratique Syndicale des Travailleurs Africains (ODSTA), fut formée en 1993 en tant qu'organisation régionale de la Confédération Mondiale du Travail (CMT) et entraîna dans la fusion 35 affiliées provenant de 25 pays africains et 1.262.623 membres cotisants. Tous les membres de la CSI en Afrique peuvent devenir membres de l'organisation régionale, mais ils doivent introduire des demandes et faire l'objet d'une procédure. En tant que partie intégrante de l'Organisation internationale, la CSI-Afrique est soumise à ses statuts et à ses politiques générales. Cependant, au sein de l'internationale, il y a des possibilités d'élaboration de politiques régionales de développement, de plaidoyer et d'action. L'utilisation de ces possibilités est en grande partie liée à la capacité du mouvement syndical régional.

135. La mission déclarée de la CSI-Afrique est de renforcer les syndicats en Afrique et d'être un porte-parole commun à tous les travailleurs africains pour mettre en place un environnement de travail sain et sans danger et une vie décente pour tous en luttant contre toutes formes d'exploitation et de discrimination. L'organisation a élaboré un plan stratégique autour de quatre grands piliers, à savoir, la défense et la promotion des droits humains et syndicaux, le renforcement de l'organisation, la promotion de l'égalité et de la protection sociale et la promotion des interventions dans le domaine de la politique économique et sociale. La CSI-Afrique réalise un éventail d'activités et de projets autour des domaines thématiques susmentionnés, qui expriment l'engagement de l'Organisation à relever les défis auxquels sont confrontés les travailleurs africains. Ces activités incluent la sensibilisation par rapport aux droits humains et syndicaux et le développement de réseaux de solidarité autour des questions y afférentes ; le soutien aux campagnes d'organisation et la promotion de la participation des femmes et des jeunes aux syndicats ; le renforcement des capacités d'intervention

dans le domaine de la politique économique et sociale ; la promotion de la protection sociale et de l'économie sociale ; la promotion de l'égalité ; la promotion de l'éducation et du plaidoyer sur la santé et la sécurité au travail et l'environnement, le changement climatique, le VIH et le SIDA.

136. La CSI-Afrique dirige la représentation africaine au sein des délégations syndicales internationales auprès des agences multilatérales, du G20 et des consultations et réunions de haut niveau des Nations Unies, notamment la CCNUCC. La CSI-Afrique représente également les travailleurs africains au sein du groupe des travailleurs de l'OIT et de la Commission du travail et des affaires sociales de l'Union Africaine.

OUSA

137. L'Organisation de l'Unité Syndicale Africaine (OUSA) fut créée en 1973 sous les auspices de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) pour être un porte-parole indépendant des travailleurs africains. Auparavant, au début des années 1960, le mouvement syndical africain avait traversé plusieurs étapes en tentant de définir son identité. Initialement écartelé entre deux groupes dont les différences reflétaient les différences entre les États africains nouvellement indépendants, ils étaient regroupés en « radicaux » et en « conservateurs ». Les « radicaux » préconisaient la non-affiliation des syndicats africains à une organisation syndicale internationale (ce qui était une variante de la politique de « non-alignement » adoptée par un certain nombre d'États africains) formèrent la '*All Africa Trade Union Federation*' (AATUF). Par contre, les « conservateurs » considéraient que les syndicats africains devaient adhérer librement aux organisations syndicales internationales de leur choix et formèrent la '*African Trade Union Confederation*' (ATUC). Les différends de la Guerre froide au sein du mouvement syndical international dans les années 1960, 1970 et 1980 qui se reflétaient dans la région africaine compromirent l'unité du mouvement syndical africain émergent. L'OUSA était créée pour fournir un cadre pour l'unité de tous les travailleurs africains indépendamment de l'idéologie, de l'obédience politique ou de l'affiliation. L'OUSA atteignit son âge d'or dans les années 1970 et 1980 lorsque la Guerre froide battait son plein. C'était à ce moment-là que l'OUSA introduit une disposition dans ses statuts qui interdisait à ses organisations membres d'adhérer à d'autres organisations syndicales internationales.

138. L'OUSA a 62 organisations nationales affiliées dans cinquante-trois pays africains et déclare avoir un effectif de 20 millions. Parrainée par l'OUA, l'OUSA fut très tôt reconnue dans les structures et représente les travailleurs africains au sein de la Commission du travail et des affaires sociales (CTAS) de l'UA et d'autres instances de l'Union Africaine, notamment, et tout récemment, l'ECOSOC. L'OUSA est également reconnue à l'OIT, depuis le début des années 1990, en tant que

représentante des travailleurs africains. Elle entretient des relations avec la Fédération Syndicale Mondiale (FSM), la Confédération Internationale des Syndicats Arabes (CISA), la *'All China federation of Trade Unions'* (ACFTU), LO-TCO de Suède et LO-Norvège. Elle met en œuvre des projets sur l'éducation et la prévention et la résolution des conflits, la santé et la sécurité au travail, le SIDA ainsi qu'une gamme d'activités sur un certain nombre de questions syndicales, notamment le dialogue social, le travail décent et l'emploi, la protection sociale et les crises financières et économiques mondiales.

Dynamique du mouvement syndical africain

139. À la fin de la Guerre froide au début des années 1990, le mouvement syndical international lui-même subit une régénération et un renouvellement qui le rendait plus ouvert et accessible aux syndicats africains. Dans le même temps, dans les années 80 et 90, la plupart des syndicats africains subissaient leur propre métamorphose en passant du statut de centrales syndicales nationales uniques liées à des partis uniques ou contrôlés par les gouvernements, à celui de syndicats indépendants luttant pour devenir démocratiques et capables de représenter des familles ouvrières. Progressivement, le pluralisme fut introduit et des divisions apparaissaient au sein des syndicats, ce qui conduisait dans certains cas à la fragmentation des syndicats, toutes choses qui n'étaient pas nécessairement dictées par les intérêts des travailleurs.

140. Au début des années 1990, la majorité des centrales syndicales nationales africaines qui étaient déjà affiliées à l'OUSA adhéraient également ou renouvelaient leur adhésion à l'ORAf-CISL qui venait d'être ré-inaugurée. Puis en 1993, la CMT réussit à lancer sa propre organisation régionale, ODSTA en Afrique. Dans le cadre du renouvellement du mouvement syndical international au cours de la première décennie du nouveau siècle et du nouveau millénaire, l'ORAf-CISL et l'ODSTA fusionnèrent en 2007 pour devenir aujourd'hui la CSI-Afrique.

141. En tant qu'organisation régionale, la CSI-Afrique, comme ses consœurs des Amériques et de l'Asie-Pacifique compte sur l'allocation régionale provenant de l'Internationale pour assurer le financement des opérations de son Secrétariat. Les cotisations limitées des membres (environ 10 % de son revenu total) et les subventions/dons sont les autres sources de financement des activités de la CSI-Afrique. L'OUSA compte pour son financement principal sur les subventions de certains gouvernements africains, sur les cotisations limitées de ses affiliées, les soutiens généreux d'un certain nombre d'affiliées ainsi que les subventions des organisations solidaires et autres. Les deux organisations sont soutenues par l'OIT, JILAF, LO-TCO et LO-Norvège pour ce qui concerne les projets, tandis que la CSI-

Afrique met en œuvre un éventail de projets avec l'appui de FNV, SASK, TUC (G.B.), FES, LO-FTF, USO, C.S.C., ELA, CFDT, CISL, CGIL et ACILS. L'OUSA met en œuvre d'autres projets avec l'appui de l'ACFTU.

142. Les deux organisations régionales sont à des degrés divers financièrement faibles en raison de la faiblesse financière de la majorité de leurs affiliées. Cette faiblesse est due aux niveaux relativement faibles de leur effectif/densité syndicale et au développement d'une mentalité et du syndrome de la dépendance parmi bon nombre d'affiliées. Cela limite les possibilités de planification et d'exécution indépendante par les deux organisations. Une chose est sûre, les projets financés principalement par des sources externes n'offrent pas tellement d'espoir quant à leur pérennité/durabilité.

143. Les deux organisations sont engagées dans une représentation relativement faible et disparate dans les structures de l'UA et dans la défense des intérêts des travailleurs africains là où il y a urgence. Leur travail n'est pas coordonné et le niveau syndical régional africain est marqué par l'absence d'une centrale forte pour promouvoir les campagnes et plaider fermement en faveur des travailleurs africains.

144. Il y a un grand nombre d'affiliées communes aux deux organisations. Elles partagent 50 affiliées existant dans 45 pays. En outre, la CSI-Afrique a 38 autres affiliées qui ne sont pas membres de l'OUSA tandis que l'OUSA a 12 affiliées qui ne sont pas membres de la CSI-Afrique. Ces faits concernant les membres soulèvent la question de savoir pour deux au lieu d'une seule organisation.

Organisations syndicales nationales

145. L'Afrique abrite un grand nombre d'organisations syndicales nationales caractérisées par des différences de taille, de force, d'orientation idéologique et politique, de structures et pratiques démocratiques internes, d'indépendance, de représentativité et d'efficacité ou qui ne sont pas des champions des droits et intérêts des travailleurs. Un nombre restreint de syndicats nationaux sont forts, démocratiques sur le plan interne, entièrement déterminés à soutenir leurs affiliées dans les luttes au niveau sectoriel et du monde du travail mais également impliqués dans la politique et dans les questions de politique à travers divers moyens aux niveaux national et international. Les syndicats qui font partie de cette catégorie sont à des degrés divers d'indépendance financière. Même si les cotisations des membres constituent leur principale source de financement, la tendance à dépendre énormément des sources externes de financement pour

mettre en œuvre un grand nombre de projets portant sur l'éducation et la formation, la recherche et l'élaboration des politiques, le VIH et le SIDA, est très forte. Il y a également des syndicats qui pourraient être rangés dans cette catégorie, mais dont l'indépendance financière est compromise par leurs circonstances politiques et socio-économiques critiques qui ne leur permettent pas de dépendre des cotisations internes pour assurer leur principal financement, et qui dépendent alors énormément de la solidarité internationale pour exister.

146. Il y a également une multitude de centrales nationales qui sont bien établies et qui tirent leur force de leur attachement à des gouvernements ou de leur fréquentation des partis au pouvoir. L'indépendance et la crédibilité démocratique de ces syndicats sont contestables. La façon dont ces syndicats représentent vraiment les aspirations des travailleurs qu'ils prétendent représenter est également en cause.

147. Il existe également un certain nombre de syndicats nationaux nouvellement indépendants qui s'efforcent d'être démocratiques, mais qui ont peu de moyens. Bon nombre de ces syndicats dépendent également des financements extérieurs pour pratiquement toutes/bon nombre de leurs activités. A ces syndicats s'ajoutent beaucoup d'autres qui sont très petits ; ils sont parmi de nombreuses centrales syndicales qui couvrent une main-d'œuvre relativement faible dans leurs pays et qui survivent en tant qu'organisations grâce à leurs relations extérieures ou à leurs liens avec les gouvernements.

148. Le tableau d'ensemble comprend quelques syndicats nationaux indépendants, démocratiques, forts et viables et une pléthore de centrales nationales faibles, dépendantes, peu représentatives qui « se battent ». Même les syndicats forts sont caractérisés, à des degrés divers, par un déficit de représentation et de participation des femmes et des jeunes dans leur vie interne. En outre, la couverture globale des travailleurs par la négociation collective et la protection sociale nationale ainsi que leur représentation au sein des structures de dialogue social, compte tenu de la densité relativement faible de l'organisation syndicale en Afrique, sont faibles et inefficaces. Et l'écrasante majorité des travailleurs africains sont sans protection. Tous les travailleurs syndiqués (représentant moins de 6 pour cent de la main-d'œuvre) en Afrique ne sont pas couverts par la négociation collective.

149. Une question connexe concerne la nécessité pour le du mouvement d'aborder la culture, la langue et les préoccupations de la jeunesse de façon à établir une relation avec elle. Un vieux leadership, qui ne comprend pas cette dynamique, sera de plus en plus perçu comme un leadership qui a perdu le contact avec les jeunes.

150. Par conséquent, il y a une question clé qui est que tous les politiques et programmes du mouvement doivent mettre un accent particulier sur les jeunes non seulement dans les discours, mais de façon concrète pour avoir un impact sur la vie des jeunes, comme ils donnent la priorité à la satisfaction des besoins des travailleurs, des femmes et des populations rurales. Les jeunes doivent espérer que s'ils travaillent avec acharnement, ils peuvent avoir une éducation décente, une formation décente, un travail décent, un logement, etc. Sinon, c'est le désespoir, l'aliénation et la révolte. Une telle situation créera les conditions d'une politique de désespoir, incontrôlables par la classe ouvrière organisée, et exposera les jeunes chômeurs à toutes sortes de desseins démagogiques et dangereux.

Les syndicats et la politique

151. La réalité est que, dans le monde, aucune Fédération syndicale sérieuse n'est capable de se soustraire complètement à la politique. Le débat principal est de savoir si la Fédération doit être alignée ou «non-alignée» à un parti politique. La position de non-alignement tend à être liée à une posture de lobbying, où les syndicats se présentent comme un groupe d'intérêt. Cela correspond globalement à l'approche que la FEDUSA a adoptée en Afrique du Sud, ou encore le Ghana Trade Union Congress qui consacre le non-alignement dans sa constitution.

152. L'expérience des initiatives syndicales en Afrique pour lancer des partis politiques a été mitigée: Au Nigeria, le Nigeria Labour Congress a tenté en vain de former le Nigerian Labour Party qui n'a pas réussi à avoir un impact sur la scène politique. L'expérience du Zimbabwe est bien connue de nous. Le ZCTU joue un rôle clé dans la formation d'un parti d'opposition de masse, le MDC, qui est maintenant au gouvernement et qui a la majorité des députés au Parlement. Les questions qui se posent concernent plus la politique et le programme du MDC et la raison pour laquelle le mouvement syndical n'a pas laissé l'empreinte la classe ouvrière à cet égard ?

153. Cette question se pose de façon plus dramatique au regard de l'expérience de la Zambie, où, en 1990, les syndicats avaient joué un rôle important dans la formation du Mouvement pour la démocratie multipartite. Tout comme le MDC, le leader du MMD, Frederick Chiluba (paix à son âme !) était issu du mouvement syndical. Mais après avoir remporté l'élection présidentielle, il s'est montré à la fois corrompu et hostile à la classe ouvrière. Dans les deux cas, au Zimbabwe et en Zambie, il semble que les mouvements syndicaux, après avoir réussi à former des

partis politiques puissants, ont reculé et laissé ces partis prendre leur propre direction. C'est un scénario de double contrainte pour les travailleurs qui consacrent leurs ressources et leur énergie politique dans un projet tout juste pour se rendre compte que le véhicule qu'ils ont créé est incapable de les faire avancer.

154. Le mouvement ouvrier indépendant (la Fédération égyptienne des syndicats indépendants), qui a remplacé les syndicats contrôlés par l'Etat en Egypte, a pris l'initiative de lancer un parti travailliste de gauche pour présenter des candidats aux élections qui se tiendront vers la fin de cette année. Le parti, appelé Parti démocrate des travailleurs, a été lancé le 1er mai de cette année. Il préconise la re-nationalisation de l'industrie, une démocratie ouvrière plus authentique et "un arrêt complet du programme néolibéral». Le parti (WDP) propose la renationalisation de plus de 200 entreprises publiques privatisées par le régime précédent, et appelle les travailleurs de ces usines à nommer leurs propres directeurs. Le WDP prône aussi l'abolition des politiques de privatisation et de monopole ainsi que la réorientation des programmes de développement au profit des « classes sociales défavorisées». Le parti coordonne également ses initiatives avec d'autres forces pour fixer un salaire minimum plus élevé pour les travailleurs égyptiens, créer des syndicats indépendants de l'État et améliorer les conditions de travail sur tous les lieux de travail. Il appelle également à la lutte contre la corruption dans les administrations et à la réévaluation des liens économiques de l'Egypte avec Israël.[24]

155. Le 10 mai 2011, le WDP a accepté de former un «front socialiste» avec quatre autres groupes égyptiens de gauche appelé la Coalition des forces socialistes. Le nouveau regroupement comprend les socialistes révolutionnaires, le Parti communiste égyptien, le Parti socialiste d'Egypte et le Parti Populaire de l'Alliance Démocratique.

156. Il est important qu'au fil du temps, le mouvement syndical africain prenne position sur cette question pour le guider dans ses interventions politiques majeures.

Demandes de renouvellement et d'émancipation

157. L'Afrique a besoin d'émancipation. Les forces démocratiques et progressistes doivent intensifier la lutte contre la domination et l'exploitation étrangères. Les Africains doivent redécouvrir et réclamer leur patrimoine, remodeler les institutions qui sont réceptives aux besoins de la population et qui sont efficaces. Les Africains doivent développer les formes d'organisation nécessaires pour promouvoir les intérêts du peuple dans un monde de plus en plus interdépendant.

[24] Source: en.wikipedia.org/wiki/Workers_Democratic_Party

158. Le mouvement syndical en tant qu'organisation des travailleurs dont les membres potentiels constituent la majorité de la main-d'œuvre, et des jeunes, est stratégiquement bien placé pour exercer un impact énorme sur le sort de l'Afrique. Le mouvement doit prendre sur lui, cependant, l'engagement de promouvoir sans relâche la cause des travailleurs. Il a joué des rôles importants en réclamant de meilleures conditions de travail pour les travailleurs, en participant à des luttes politiques telles que le mouvement anticolonialiste, le mouvement contre l'apartheid et les récentes luttes pour la démocratisation en Afrique au début des années 1990. Le mouvement syndical a aussi été impliqué dans une lutte permanente pour sauvegarder le droit à la liberté syndicale et à la négociation collective, pour instituer le dialogue social afin d'influencer les politiques économiques et sociales et pour étendre les avantages de la protection sociale à plus de travailleurs.

159. Compte tenu de la situation globale caractérisée par quelques centrales nationales fortes et de nombreuses organisations nationales faibles, le mouvement syndical a cruellement besoin d'un renouveau et d'une réorganisation. Etant donné la faible densité et la faible couverture de la main-d'œuvre organisée en Afrique, le renouveau du mouvement nécessite une organisation de grande ampleur pour couvrir les travailleurs des milieux ruraux et de l'économie informelle. Au-delà de toute organisation destinée à assurer une large représentativité et une large couverture, l'organisation syndicale doit également être caractérisée par la démocratie interne et être régie par un ethos démocratique et une prise de conscience de son autonomie, si elle doit gagner la confiance et la participation active des travailleurs. Pour aller de l'avant en tant que force du mouvement démocratique, les syndicats doivent aussi agir de manière à assurer une organisation, une mobilisation et une protection optimales de leurs membres dans le monde du travail. En outre, pour être pleinement efficace, les syndicats doivent également élaborer des politiques qui les lient à la société civile autonome et aider à former de larges coalitions démocratiques pour promouvoir des causes sociales et la lutte pour un leadership plus responsable en Afrique. Une fois de plus, étant donné le caractère souvent multiethnique et national des syndicats, ils peuvent apparaître fortement dans la lutte contre l'ethnocentrisme et la xénophobie dans la vie politique et sociale des pays africains.

160. Pour lui permettre d'assumer sa responsabilité qui est de protéger et de promouvoir les intérêts des travailleurs et d'agir comme un grand champion du changement et de l'émancipation africaine, les syndicats doivent redéployer un ensemble d'outils qui peuvent assurer l'efficacité de leur action. Il s'agit, entre autres, de l'unité, de l'organisation, des campagnes et de la représentation, toutes choses à redéployer aux niveaux régional et national. Le statu quo n'est pas une

option à envisager si le mouvement syndical a l'intention de devenir pertinent et de répondre aux besoins actuels des travailleurs.

Unité

161. Au niveau régional, une question doit être posée : est-il « tenable » d'avoir deux organisations régionales qui poursuivent plus ou moins les mêmes objectifs ? Deux organisations dont la majorité des membres appartiennent aux deux – 50 affiliées appartiennent à la fois à la CSI-Afrique et à l'OUSA, tandis que 38 affiliées de la CSI-Afrique n'appartiennent pas à l'OUSA et 12 affiliées de l'OUSA n'appartiennent pas à la CSI-Afrique. Nous pouvons nous hasarder à affirmer que les 38 affiliées de la CSI-Afrique qui ne sont pas affiliées à l'OUSA soutiendront/et ne s'opposeront pas à une fusion des deux organisations. Les 12 affiliées de l'OUSA qui ne sont pas membres de la CSI soutiendront-elles une fusion de nos deux organisations ? Si elles ne la soutiennent pas, est-ce que la majorité qui est intéressée par la fusion peut avancer et négocier une plate-forme ou un cadre d'accommodement et de relation d'une organisation syndicale africaine unie avec ces organisations ? Alors, tout en ne permettant pas aux intérêts de la minorité de nous empêcher de combler nos aspirations en matière d'organisation syndicale régionale africaine, nous pouvons toujours faire des plans pour satisfaire les intérêts de ces quelques affiliées. Nous devons à tout prix aborder la question de savoir si les intérêts de quelques organisations syndicales nationales relativement peu nombreuses devraient empêcher l'écrasante majorité des travailleurs organisés d'Afrique de s'unir en une organisation régionale. L'unité des organisations au niveau régional africain a des aspects positifs à tous points de vue. Elle fournit aux travailleurs africains un porte-parole commun aux niveaux régional et international et renforce leur représentation. Elle permet une action coordonnée et des réponses aux besoins des travailleurs ainsi qu'une utilisation plus efficace et plus rationnelle des ressources limitées.

162. Au niveau national aussi, l'unité du mouvement doit être poursuivie, surtout parmi les affiliées où il y a une fragmentation évidente et où un certain nombre d'entre elles sont du même pays et sont également membres de la même organisation régionale et de la même organisation internationale. Hormis les problèmes d'ego, ces affiliées communes doivent être en mesure de coopérer au début par le biais de l'unité d'action tout en cherchant éventuellement l'unité organisationnelle. Vu l'état actuel de la situation des syndicats faibles et la représentation inadéquate et faible des travailleurs, l'unité syndicale doit être redéployée comme un moyen sûr pour parvenir à la force, l'indépendance, l'efficacité et une meilleure représentation des travailleurs. C'est un objectif que nous pouvons poursuivre et qui peut donner des résultats pourvu que nous soyons pleinement engagées.

163. Nous devons activement promouvoir des relations de travail étroites entre nos membres de l'Afrique Francophone et de l'Afrique Anglophone; en vue de renforcer les liens entre les syndicats de l'Afrique sub-saharienne et des syndicats véritablement indépendants en Afrique du Nord, après le printemps arabe.

Organisation

164. Au niveau régional, les exigences de l'organisation peuvent être identifiées de diverses façons. Il s'agit de :
    - rendre effectivement opérationnels les organes tels que le Conseil général, le Comité des femmes, le Comité des jeunes et le Bureau exécutif ;
    - Améliorer la communication entre le Secrétariat régional et les affiliées ;
    - Faciliter l'échange d'informations et d'expériences entre les affiliées ;
    - Former des réseaux de solidarité et d'action entre les affiliées autour d'une série de questions ;
    - Soutenir les organisations syndicales sous-régionales et coordonner le travail avec elles ;
    - Soutenir les efforts d'organisation au niveau national.

165. En ce qui concerne l'organisation, cependant, le principal théâtre d'opération est le niveau national, où des efforts doivent être entrepris pour attirer davantage de travailleurs dans le giron du syndicat, notamment les travailleurs des milieux ruraux et ceux de l'économie informelle. Au-delà du recrutement de nouveaux membres dans les syndicats, et ce, dans le cadre des efforts d'organisation, les syndicats africains doivent également promouvoir l'implication des membres dans la vie et les processus de prise de décisions syndicales, notamment celle des femmes et des jeunes travailleurs. Il faut aussi que les dirigeants syndicaux rendent compte normalement aux membres. Un aspect essentiel de ce projet d'organisation est la reconnaissance du fait que réaliser l'organisation n'est pas un processus bureaucratique formel, mais un processus dynamique de lutte autour des problématiques concrètes et urgentes de l'heure qui ont un impact sur la qualité de la vie des travailleurs. La promotion d'une éthique démocratique et une prise de conscience de masse démocratique sont une contribution syndicale indispensable au développement du mouvement de masse démocratique dans son ensemble. Mais cela ne peut se faire qu'à travers l'unité et la lutte.

Campagnes

166. Au niveau régional, les campagnes exigent un plus grand soutien aux luttes nationales à travers l'activation des réseaux ; l'identification des enjeux de l'action

régionale et la nécessité d'un leadership stratégique à leur égard ; et la coordination d'actions communes sur les questions ayant fait l'objet d'un accord.

167. Au niveau national, le renouvellement de la campagne exige une sensibilisation accrue et la mobilisation des travailleurs autour de questions spécifiques ainsi que la formulation et la mise en œuvre des actions syndicales de façon programmatique.

Représentation

168. La représentation a certaines exigences importantes au niveau régional, où elle devrait aussi se tourner vers l'international. Un certain nombre d'institutions et de forums doivent être ciblés. A l'Union africaine, la représentation doit être renforcée au niveau de la Commission du travail et des affaires sociales et du Conseil économique et social (ECOSOC) ainsi que des autres commissions qui contribuent à la prise de décision par la Conférence des Chefs d'État africains. Les autres voies de représentation qu'il faut garantir comprennent la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA)

169. La représentation au niveau de l'UA doit aussi être élargie au soutien à la représentation syndicale dans les communautés économiques sous-régionales qui opèrent aux côtés de l'UA. Outre les institutions régionales et sous-régionales, la représentation régionale africaine doit également prendre en compte la représentation des travailleurs africains au sein du mouvement syndical international, lorsqu'elle mobilise et défend les intérêts des travailleurs à l'OIT, à l'ONU, à la Banque mondiale, au FMI, à l'OMC et, tout récemment auprès du G20. Elle doit également s'efforcer de réorganiser l'économie politique internationale et de changer la mondialisation en plaçant le peuple au centre et aux commandes.

170. Enfin, la représentation au niveau national nécessiterait le renforcement des institutions bipartites et tripartites qui serviraient de cadre de consultation avec les syndicats et leur permettraient d'influencer l'élaboration d'importantes questions économiques et sociales. Cela signifie également qu'il faut renforcer la surveillance syndicale des institutions de sécurité sociale et amener les syndicats à préconiser l'extension verticale et horizontale de la protection sociale à tous.

Conclusion

171. Pour récapituler : la crise financière et économique mondiale actuelle a de profondes racines structurelles qui touchent le centre du système capitaliste de

production et de reproduction dans les économies capitalistes ayant atteint la 'maturité'. Elle est l'expression concrète de la crise structurelle périodique et historique du capitalisme. Cette crise est sous-tendue par un certain nombre de caractéristiques essentielles: (i) la difficulté croissante de trouver des opportunités d'investissements productifs dans les économies de marché qui ont atteint la 'maturité', (ii) l'accroissement du pouvoir et de la domination du secteur financier et de ses activités spéculatives comme moyen de conjurer temporairement les dangers de la stagnation, et non de les éviter, (iii) le phénomène des inégalités croissantes, la réduction des revenus d'importantes franges de la population, y compris des franges de la classe moyenne dans ces économies, et la pauvreté de masse dans les pays du Sud, toutes choses qui conduisent à une baisse de la demande effective, et (iv) des mesures et politiques inefficaces pour répondre à ces défis et contradictions. Par conséquent, le pronostic le plus probable est que l'économie mondiale est dans une longue et profonde stagnation, avec de lourdes conséquences pour le monde, notamment pour l'Afrique et ses travailleurs/euses.

172. Même s'il n'est pas possible de prédire quand et comment cette crise sera jugulée, ce qui est sûr c'est que la résolution de cette crise et le nouveau système mondial qui est susceptible d'émerger seront radicalement différents et auront de lourdes conséquences pour l'humanité. Comment l'Afrique et nos syndicats se préparent-ils à cela? C'est une question cruciale qui se pose aux syndicats africains et aux peuples d'Afrique.

173. L'Afrique doit produire un leadership nouveau et courageux, éclairé par une vision stratégique de transformation et de développement, avec un engagement en faveur des intérêts de notre peuple afin de nous diriger dans les prochaines années difficiles. Le mouvement syndical a un rôle important dans la promotion de ce nouveau leadership. Nous faisons cette allusion tout en reconnaissant pleinement les défis actuels auxquels fait face le mouvement syndical africain, défis auxquels nous avons déjà fait allusion. Le mouvement syndical africain lui-même doit resserrer ses rangs au niveau organisationnel et programmatique, approfondir la démocratie interne aux niveaux national, sous-régional et régional et s'imprégner d'une culture active et consciente de lutte pour l'intérêt de ses membres et de la classe ouvrière dans son ensemble. De cette façon, nous prouverons que nous sommes à la hauteur des tâches historiques de la nouvelle époque qui s'ouvre au monde et à l'Afrique.

En avant l'unité du mouvement syndical africain !

Vive le mouvement syndical africain !

Vive l'Afrique !!!!

Références

Banque Africaine de Développement/African Development Bank (2009) *Africa and the Global Economic Crisis: Strategies for Preserving the Foundations of Long-term Growth,* Paper prepared for: The 2009 Annual Meetings of the African Development Bank, May 13-14 2009, Dakar, Senegal.

African Development Bank (2009), *FCMG Weekly Update*, 16th – 20th March 2009.

African Development Bank (2009), Statistics Department and Oanda Foreign Exchange Rates *Online Database* March 2009.

African Development Bank (2011), *Post-crisis prospects for China Africa relations* April 2011.

Bond, Patrick (2010), *Is Africa Still Being Looted?* Pambazuka, August 17, 2010.

Burrow, Sharan, 2010. *Address to DGB 2nd Congress on Capitalism*, Berlin 7 October 2010.

Burrow, Sharan (2011), Address to the *Brookings Institution Conference on Employment*, 13 April 2011.

Davies (2011), Rob *Interview* New Agenda 2nd Quarter 2011.

Dearden (2011), *Nick Free trade is not what Africa needs* Pambazuka 30 July 2011.

Department of Economic and Social Affairs of the United Nations Secretariat (2010), *World Population Prospects: The 2010 Revision (On- line Database).*

ETUC and ITUC David Coates(Ed) (2011), E*xiting from the Crisis,* http://www.exiting.

FAO, 2011. *The State of Food and Agriculture 2010-11*, Women in Agriculture Closing the gender gap for development.

Foster, John Belany and Magdoff, Fred, *The Great Financial Crisis*

ILO (2002), *Women and men in the informal economy*, Geneva.

ILO (2009), *The Financial and economic crisis: a decent Work response?*

ILO, 2010. *Global Wage Report 2010/11*, Wage policies in times of crisis, ILO, Geneva.

ILO, Global Wage Report, Africa Brief 2010/11.

ILO (2011) *Global Employment Trends, 2011*, The challenge of a job's recovery, ILO, Geneva.

ILO (2011), *Statistical update on employment in the informal economy*, ILO, Department of Statistics, June 2011.

IMF (2009), *World Economic and Financial Surveys, Regional Economic Outlook,* Sub-Saharan Africa, April 2009.

Institute of Development Studies (2009), *Voices from the South, The Impact of the Financial Crisis on Developing Countries.*

Jourdan, Paul, (2008), *Strategies for resource based development,* New Agenda Fourth Quarter, 2008.

Masawi, Tirivangani, (2011), *Pentagon Plan to muscle out China, May 2011* www.globalresearch.ca.

OECD (2010), *Economic diversification in Africa* 2010.

OECD (2011), *Economic Outlook*, 2011.

UNDP (2010), *Human Development Report 2010,* The Real Wealth of Nations: Pathways to Human Development.

Pons-Vignon, Nicolas (Ed) (2011), *Don't waste the crisis*, **ILO 2011** ilo.org.

Ransom, David, (2011), *New Internationalist March 2011.*

Roba, Anteneh, 2011. *Land-Leasing and Intensive Food Production,* July 05, 2011.

Saul, John and Leys, Colin, (1999), *"Sub Saharan Africa in global capitalism"* Monthly review, July/August 1999.

Sharife, Khadija,(2011), *Pollution: Africa's real resource curse?* Pambazuka 8 June 2011

Skinner, Caroline, (2011), *Planning Education Toolkit on the Informal Economy*, July 2011 ***www.africanplanningschools.org.za.***

South Africa. Info *African free trade area 'boost for BRICS'* **southafrica.info 15 June 2011.**

Stiglitz, Joseph, (2009), *The global crisis, social protection and jobs*, International Labour Review Vol 148, 2009.

Tandon, Yash, (2011), *Challenges of the green economy for sustainable Africa* Pambazuka 4 July 2011.

UNCTAD (2009), *Role of the state in LDC's* (Least Developed Countries).

UNECA (2009), *African Governance Report II*, Oxford University Press.

UNECA (2010), *Economic Report on Africa 2010,* Promoting high-level sustainable growth to reduce unemployment in Africa.

UN Industrial Development organisation (**2009),** *Industrial Development Report*, 2009.

Wade, Robert, (2009), *From global imbalances to global reorganisations Cambridge* Journal of Economics 33, 2009.

World Bank (2010), *African Development Indicators 2010,* Silent and lethal, How quiet corruption undermines Africa's development efforts.

World Bank (2009), *World Development Report, 2009.*

World Bank (2010), *World Development Report, 2010.*

World Health Organisation (2008), *World Health Statistics, 2008.*

World Health Organisation (2009), *World Health Statistics, 2009.*

World Health Organisation (2010), *World Health Statistics, 2010.*

World Health Organisation (2011), *World Health Statistics, 2011.*
Wikipedia @ The United States Public Debt
Wikipedia article on Africa http://en.wikipedia.org/wiki/Africa#Economy.

Wikipedia article on Egyptian workers party http://en.wikipedia.org.

Wikipedia list of oil producing countries http://en.wikipedia.org.

Zeilig ,Leo (2009), *Class Struggle and Resistance in Africa.*

Statistiques annexées au Document thématique du deuxième Congrès de la CSI-Afrique : Extraits des rapports des agences des Nations Unies

Remarque : Les statistiques ci-dessous sont extraites des divers rapports des agences des Nations Unies. Dans certains cas, les tableaux complets ne sont pas reproduits, et les extraits utilisés portent spécifiquement sur l'Afrique. Les versions complètes sont accessibles dans les divers rapports cités. Les numéros de tableau et de graphique indiqués ci-dessous reflètent les numéros originaux dans les rapports cités. Les extraits pertinents du rapport du PNUD sur le développement humain en 2010 seront distribués séparément.

I Rapport de l'ONUDI sur le développement industriel, 2009

1. Tableau 1 Indicateurs de la performance industrielle P75
2. Tableau 2 Valeur ajoutée manufacturière par région P78
3. Tableau 3 Exportations P78
4. Tableau 4 Composants de la performance industrielle compétitive P82

II Perspectives économiques de l'OCDE 2011

5. Tableau 1.4 Commerce mondial et soldes des comptes courants P84

III. Rapport mondial de l'OIT sur les salaires, Africa Brief 2010/11

6. Graphique 1 Croissance du PIB dans le monde, les économies avancées et l'Afrique P85
7. Tableau 1 Productivité de la main-d'œuvre par région P86
8. Graphique 2 Tendances de la productivité de la main-d'œuvre, PIB et emploi P87
9. Tableau 2 Données sur les sources de revenu en Afrique P88
10. Graphique 4 La part des salariés dans les pays africains P89
11. Tableaux 3 et 4 (Travailleurs) salariés P90
12. Tableau 5 Croissance des salaires par région depuis 1999 P91
13. Graphique 5 Croissance des salaires en Afrique P91
14. Tableau 6 Densité syndicale P92
15. Tableau 7 Couverture des négociations collectives P92
16. Graphique 9 Effectifs syndicaux par niveau de rémunération P93
17. Graphique 10 Salaire minimum par mois P95

IV Rapport mondial de l'OIT sur les salaires 2010/11

18. Tableau SA1 Croissance des salaires moyens réels (Afrique) P96
19. Tableau SA2 Salaires minimum (Afrique) P97

V OIT et emplois décents, 2009

20. Graphique 4 Dépenses sociales en termes de pourcentage du PIB P98
21. Graphique 8 Bouquet fiscal en termes de pourcentage du PIB en 2009 P99

VI CNUCED Rôle de l'État dans les PMA (pays moins avancés), 2009

22. Tableau 5 Financement de la gouvernance dans les PMA P100
23. Diagramme 11 Tendances des composantes fiscales dans les PMA en Afrique P101
24. Tableau 8 Les PMA ayant des taux d'intérêt réels élevés P101
25. Diagramme 18 Facture des importations de produits alimentaires des PMA P102
26. Tableau 9 Compte courant/balance commerciale des PMA P102
27. Diagramme 15 Tendances des prix des produits alimentaires et du pétrole P103
28. Tableau 10 Fuite des capitaux en Afrique sub-saharienne P104
29. Diagrammes 4 Population sous-alimentée des PMA P105
30. Tableau 17 Tendances de la composition du secteur industriel P106
31. Tableau 18-21 Outils de la politique industrielle P107

VII Rapport de la Banque mondiale sur le développement, 2009

32. Graphique 5.1 -2 Mouvement de capitaux P111
33. Encadré 5 Mobilité de la main-d'œuvre en Afrique sub-saharienne P112
34. Tableau 9.1 Accords régionaux et mobilité de la main-d'œuvre P113
35. Diagramme 9.2 **Diversification de la production par le biais de la coopération régionale** P114
36. Tableau 9.2 Infrastructure peu fiable P115
37. Carte G4.1 Les frontières coloniales de l'Afrique P116
38. Tableau G4.1 Régions distantes et divisées P117
39. Classement des économies par région et revenu P119
40 tableau 1 Indicateurs clés de développement P120
41. Tableau 2 Objectifs du millénaire pour le développement P122
42. Tableau 3 Activité économique P124
43. Tableau 4 Commerce, aide et finance P126
44. Tableau 5 Indicateurs d'autres économies P128

Rapport de l'ONUDI sur le développement industriel - 2009

Tableau 1 Six indicateurs de performance industrielle, par pays, 2000 and 2005

	Valeur ajoutée manufaturière par habitant (dollars)[a]		Produit manufacture exportés par habitant (dollars)		Part de valeur ajoutée manufacturière dans le PIB (pourcentage)		Part des produits manufactures expotés dans les exportations totales (pourcentage)		Part de la production technologique moyenne/de pointe dans la valeur ajoutée manufatirière (pourcentage)		Part dse exportations de technologie moyenne de pointe dans les exportationsd produits manufacturés (pourcentage)	
Pays/territoire	2000	2005	2000	2005	2000	2005	2000	2005	2000	2005	2000	2005
Albanie	120.4	140.5	79	193	10.2	9.4	92.0	91.2	9.3	8.0	6.5	10.4
Algérie	127.7	132.5	196	239	7.0	6.3	27.1	17.1	15.6	15.6	2.2	1.8
Argentine	1,264.4	1,372.6	376	577	16.5	17.2	52.7	55.7	30.2	25.9	35.3	32.1
Australie	2,410.4	2,422.0	1,59	2,522	11.6	10.4	47.8	48.5	28.5	23.1	36.0	30.9
Autriche	4,362.9	4,786.4	6,894	13,052	18.2	18.6	86.7	91.3	36.6	37.4	57.5	57.5
Bahamas	655.6	694.9	1,449	877	4.0	4.3	78.7	71.3	27.3	27.3	55.8	50.2
Bangladesh	50.2	63.1	39	56	14.7	15.7	92.3	94.0	21.3	21.3	3.3	3.4
Barbade	500.5	469.8	975	1,217	5.3	4.6	95.1	90.8	23.6	23.6	33.1	27.1
Belgique	3,876.1	3,897.6	15,972	28,362	17.1	16.2	88.6	89.0	44.8	48.5	52.9	55.7
Bénin	31.8	32.9	4	10	8.8	8.5	14.0	30.4	9.8	9.6	14.8	13.8
Bolivie	133.7	141.9	106	106	13.2	13.3	60.5	34.8	7.9	6.9	24.1	7.2
Bosnie et Herzégovine	117.7	144.1	206	489	9.3	9.4	78.6	80.0	30.5	30.5	29.6	26.6
Botswana	146.8	146.0	1,515	2,082	4.1	3.2	96.2	97.0	21.6	21.6	4.1	5.8
Brésil	700.4	748.7	245	463	20.0	20.4	77.4	72.8	36.6	33.5	47.8	47.9
Bulgarie	245.0	382.2	458	1,177	15.7	18.5	76.6	77.6	36.1	28.5	26.7	28.4
Cambodge	44.5	75.8	107	198	16.0	19.9	98.5	97.5	0.3	0.3	1.0	0.9
Cameroun	62.2	74.8	18	39	9.3	10.3	14.8	25.9	9.7	12.2	6.1	5.1
Canada	4,207.8	4,109.9	6,883	7,944	18.1	16.2	76.4	71.2	41.9	41.2	60.8	57.0
République centrafricaine	21.9	23.8	16	22	8.5	10.3	78.3	77.5	11.4	11.4	3.4	1.9
Chili	870.5	977.9	595	1,241	17.6	17.0	50.3	52.4	16.4	22.7	13.2	11.7
Chine	307.2	495.9	182	556	32.1	34.1	92.1	95.1	43.1	46.9	45.3	57.5
Colombie	289.8	323.4	134	241	14.6	14.9	42.6	51.0	28.2	25.6	36.8	34.6
Costa Rica	935.9	958.6	1,024	1,251	23.1	21.3	73.3	75.7	22.1	22.5	66.3	59.8
Côte d'Ivoire	142.7	116.2	105	219	21.7	19.0	48.6	54.8	15.0	15.0	10.0	36.2
Chypre	1,037.7	1,032.9	1,238	1,814	8.9	7.9	87.6	88.9	13.8	13.6	30.4	60.7
République tchèque	1,342.7	1,732.2	2,69	7,18	24.3	26.1	95.1	94.0	27.3	31.3	56.5	62.8
Danemark	4,182.3	3,828.5	7,009	11,779	13.9	12.0	76.0	77.4	34.6	31.2	52.1	54.9
Equateur	174.8	205.3	91	151	13.6	13.4	23.3	20.2	8.3	11.0	15.8	18.5
Egypte	265.1	278.9	52	83	18.0	17.4	74.5	57.6	39.5	33.7	19.3	11.7
El Salvador	488.1	506.1	145	202	23.1	23.2	68.0	83.7	23.1	23.1	26.4	23.6
Erythrée	17.7	19.4	3	1	10.4	11.4	60.3	39.0	7.7	10.9	8.5	20.6
Estonie	594.0	1,083.6	2,534	4,922	14.8	17.8	90.6	85.9	17.7	16.8	46.8	47.2
Ethiopie	6.4	6.5	1	1	5.4	4.8	18.3	15.7	8.3	6.6	0.5	0.5
Fiji	259.2	274.1	463	716	12.8	12.6	80.0	86.5	7.7	7.7	1.9	5.2
Finlande	5,302.8	5,938.8	8,422	11,841	22.8	23.0	95.9	95.2	43.7	47.9	54.8	57.0
France	3,211.9	3,337.3	4,563	6,495	14.3	14.2	91.0	91.0	51.1	53.0	65.3	64.7
Gabon	163.2	176.9	368	613	4.2	4.5	18.0	16.7	5.4	5.4	2.8	7.9
Géorgie	100.4	140.0	57	166	17.3	16.2	82.7	85.5	20.4	15.0	30.9	38.6
Germany	4,769.9	5,179.0	5,914	10,9	20.7	21.7	88.5	92.0	61.0	61.1	72.2	71.9

In constant 2000 dollars

	Valeur ajoutée manufaturière par habitant (dollars)[a]		Produit manufacture exportés par habitant (dollars)		Part de valeur ajoutée manufacturière dans le PIB (pourcentage)		Part des produits manufactures expotés dans les exportations totales (pourcentage)		Part de la production technologique moyenne/de pointe dans la valeur ajoutée manufatirière (pourcentage)		Part dse exportations de technologie moyenne de pointe dans les exportationsd produits manufacturés (pourcentage)	
Pays/territoire	2000	2005	2000	2005	2000	2005	2000	2005	2000	2005	2000	2005
Ghana	22.9	23.6	56	164	9.0	8.1	66.5	65.1	14.6	12.5	2.8	10.4
Grèce	1,115.1	1,281.1	756	1,221	10.6	9.9	75.3	77.8	27.6	27.6	27.7	36.1
Guatemala	222.4	211.8	118	305	13.2	12.6	48.7	71.5	35.1	35.1	29.3	19.4
Honduras	156.9	172.8	73	90	17.0	17.7	43.5	50.4	10.4	10.4	16.4	20.1
Hong Kong Région Administrative spéciale de la Chine	1,275.5	921.3	29,613	41,264	5.1	3.2	97.4	98.1	36.8	27.7	52.8	64.2
Hongrie	974.9	1,251.4	2,516	5,6	20.8	21.2	91.5	90.7	41.8	45.6	73.0	75.5
Islande	3,414.5	3,959.8	2,507	3,94	11.2	11.2	37.1	37.8	8.5	8.5	25.8	42.5
Inde	64.7	83.0	37	82	14.3	14.1	83.5	87.3	43.3	39.3	19.8	22.6
Indonésie	216.4	259.1	210	251	27.7	28.1	69.7	64.5	31.6	29.8	34.1	33.1
Iran (République islamique)	199.2	300.2	42	102	13.1	16.0	9.4	11.6	34.7	43.6	18.1	26.3
Ireland	7,495.5	6,589.5	18,389	24,416	29.8	21.3	91.7	92.3	57.4	62.1	57.7	57.2
Israël	2,982.4	2,637.7	4,821	5,21	15.6	13.9	96.5	84.3	48.0	47.8	50.1	38.6
Italie	3,571.9	3,379.0	4,019	5,949	18.7	17.1	95.2	93.5	40.6	40.6	52.9	53.6
Jamaïque	394.9	378.8	462	544	12.7	11.7	91.5	95.4	18.0	18.0	6.4	4.3
Japon	8,129.6	8,474.1	3,598	4,387	22.2	21.7	95.2	94.2	54.2	56.9	85.2	82.0
Jordan	226.1	342.4	215	625	13.5	17.2	79.9	79.1	25.4	21.3	49.8	37.4
Kenya	42.9	46.6	20	42	10.3	10.1	38.2	52.4	21.4	19.4	14.8	11.0
Koweït	1,160.7	1,532.9	3,739	2,869	6.9	7.8	42.2	40.4	8.3	10.0	11.6	14.1
Lettonie	405.8	613.0	736	2,027	12.3	12.0	93.4	87.9	13.7	14.8	15.3	23.1
Liban	577.3	657.8	162	398	11.9	12.2	85.7	90.4	10.8	10.8	24.0	29.8
Lesotho	73.4	85.9	185	186	15.2	15.6	98.2	93.8	17.7	20.3	8.1	6.1
Luxembourg	4,677.2	4,495.5	15,616	24,654	10.1	8.8	91.6	88.6	9.2	3.8	42.6	38.7
Macao Région Administrative spéciale de la Chine	1,128.3	772.5	5,686	6,068	8.6	3.5	99.0	98.7	5.9	6.8	8.8	8.5
Madagascar	26.9	27.3	35	29	11.1	11.6	68.7	64.3	6.1	2.8	2.9	8.6
Malawi	17.8	17.0	7	10	11.6	10.8	20.3	26.1	23.3	23.3	18.9	18.2
Malaisie	1,280.3	1,430.3	3,815	4,753	32.6	32.2	89.3	85.5	54.9	49.8	76.4	72.1
Malta	2,006.1	1,449.1	6,203	5,769	20.2	14.9	99.2	96.0	40.2	41.6	75.4	71.7
Ile Maurice	774.1	770.9	1,234	1,523	20.5	17.5	98.3	94.5	7.5	5.9	4.9	21.0
Mexique	1,083.5	1,000.6	1,471	1,707	18.4	16.7	86.7	82.2	44.6	45.2	75.8	74.6
Mongolie	17.7	20.9	124	346	4.7	4.5	63.8	83.0	4.0	2.5	1.8	1.9
Maroc	201.2	219.0	198	294	17.6	16.9	76.0	79.1	24.8	25.5	23.1	27.6
Mozambique	25.3	47.8	7	69	12.0	16.2	35.2	76.4	12.0	12.0	10.4	4.6
Namibie	180.4	224.1	525	776	10.0	10.8	75.0	63.0	7.4	7.4	6.0	19.3
Népal	20.6	18.4	21	22	8.8	7.6	72.8	87.4	10.1	15.4	12.0	9.1
Pays-Bas	3,365.8	3,300.7	9,625	16,666	13.8	13.3	85.1	85.0	29.6	24.1	60.5	59.0
Nouvelle Zélande	2,181.4	2,313.3	1,784	2,765	15.7	14.5	51.8	52.2	26.2	26.2	27.5	29.6
Nicaragua	117.0	130.4	35	60	15.1	16.3	27.1	35.6	15.0	15.0	10.8	15.4
Niger	11.4	11.3	19	20	6.8	6.7	69.5	78.6	19.5	24.8	24.3	10.4
Nigeria	14.4	19.1	0	4	3.6	4.1	0.2	2.5	35.9	35.9	60.7	74.9
Norvège	3,601.1	3,953.0	3,59	5,767	9.7	9.8	26.9	25.7	34.7	37.0	46.9	44.9
Oman	413.4	580.4	755	659	5.4	7.3	17.0	8.3	11.9	6.7	56.3	38.7
Pakistan	70.8	98.2	58	92	13.8	17.1	87.0	88.9	29.7	29.7	11.0	8.7

In constant 2000 dollars

Country or territory	Valeur ajoutée manufaturière par habitant (dollars)[a]		Produit manufacture exportés par habitant (dollars)		Part de valeur ajoutée manufacturière dans le PIB (pourcentage)		Part des produits manufactures expotés dans les exportations totales (pourcentage)		Part de la production technologique moyenne/de pointe dans la valeur ajoutée manufatirière (pourcentage)		Part dse exportations de technologie moyenne de pointe dans les exportationsd produits manufacturés (pourcentage)	
	2000	2005	2000	2005	2000	2005	2000	2005	2000	2005	2000	2005
Panama	372.7	315.9	100	67	9.5	7.2	38.3	22.4	8.9	11.1	12.2	11.0
Paraguay	199.8	185.4	54	77	15.5	14.2	33.4	26.8	13.6	11.2	5.9	13.3
Pérou	296.3	346.0	145	411	14.4	14.8	54.7	67.2	17.9	17.9	5.3	3.9
Philippines	221.4	249.3	486	476	22.2	22.0	96.6	95.7	34.2	40.1	81.1	81.4
Pologne	729.4	977.8	726	2,028	16.5	19.0	88.3	86.6	27.5	25.9	47.2	53.8
Portugal	1,675.4	1,660.0	2,284	3,143	14.9	14.4	95.9	87.0	25.6	23.1	43.1	43.5
Qatar	2,253.8	3,364.4	2,432	3,191	7.4	7.9	16.7	10.1	21.6	18.2	37.1	63.0
République de Corée	2,855.3	3,826.6	3,582	5,766	26.1	28.9	97.8	97.9	53.7	60.3	69.6	75.1
République de Moldavie	42.8	63.2	83	221	14.2	14.9	72.9	78.4	8.1	9.0	12.9	10.3
Roumanie	361.4	471.6	429	1,217	21.9	21.5	92.8	95.0	23.6	29.5	26.2	33.4
Fédération russe	349.6	470.4	271	646	19.6	19.0	38.5	38.3	31.5	21.3	33.9	27.3
Rwanda	26.5	27.3	3	2	11.3	10.0	39.9	40.6	6.7	6.7	4.8	19.6
Saint Lucie	197.1	199.0	132	284	4.3	3.9	47.4	73.0	11.6	11.6	29.9	27.9
Arabie Saoudite	822.3	942.9	731	1,821	9.7	10.5	19.5	23.3	54.0	54.0	21.7	27.5
Sénégal	60.5	69.0	36	88	13.0	13.2	54.0	69.7	28.2	34.3	20.9	31.3
Singapour	5,945.4	6,707.7	33,314	50,028	25.8	26.1	97.1	94.6	71.4	77.6	77.8	72.1
Slovaquie	782.7	1,105.5	2,102	5,651	20.9	23.3	95.3	95.1	33.3	37.9	50.7	55.0
Slovénie	2,233.8	2,744.7	4,147	9,089	23.0	23.8	94.5	94.3	40.0	46.4	53.7	57.4
Afrique du Sud	521.1	575.9	419	703	17.3	16.3	61.0	70.2	28.3	24.2	39.8	46.8
Espagne	2,399.4	2,488.1	2,467	3,879	16.8	15.1	87.6	87.3	34.7	32.3	60.4	60.3
Sri Lanka	132.2	144.1	196	236	15.1	14.2	78.5	75.0	13.8	11.8	9.3	7.8
Soudan	30.5	25.6	38	107	7.7	5.4	76.1	88.7	8.5	8.5	7.3	0.1
Swaziland	331.3	346.4	804	1,299	24.9	24.3	94.3	93.6	0.2	0.2	13.5	16.3
Suède	5,269.6	6,461.8	9,041	13,132	19.3	21.3	92.2	91.0	50.0	44.1	64.0	60.6
Suisse	6,483.3	6,873.7	10,697	17,094	18.9	19.0	94.3	97.1	53.9	55.2	66.2	65.0
République Arabe syrienn	146.7	152.5	44	87	18.0	19.3	16.0	25.8	9.7	9.7	6.4	16.4
Taiwan Province de Chine	3,425.9	4,144.1	6,494	8,053	23.8	25.2	97.5	96.8	49.4	49.4	71.3	70.2
Thaïlande	676.7	882.2	957	1,498	33.6	36.1	85.5	87.4	34.7	37.8	59.5	61.6
Ancienne République yougoslave de Macédoine	306.8	316.7	558	893	17.3	17.1	84.7	89.0	17.2	15.3	16.0	20.1
Trinidad et Tobago	446.5	619.7	2,56	4,642	7.1	6.9	77.0	63.0	28.8	22.8	15.8	20.6
Tunisie	372.8	414.7	522	889	18.2	17.2	85.4	85.0	19.7	23.6	24.8	31.5
Turquie	395.3	464.9	361	925	13.5	13.8	88.6	90.8	30.6	27.9	31.9	40.6
Ouganda	22.4	25.8	5	10	8.9	9.2	29.4	36.6	9.9	10.9	12.1	21.4
Royaume-Uni de G.B. et d'Ireland du Nord	3,921.4	3,706.7	3,978	5,464	16.0	13.6	84.0	85.6	48.1	56.1	67.9	65.4
République Unie de Tanzanie	17.9	23.7	7	22	6.9	7.2	37.0	54.5	12.4	12.4	3.9	3.4
Etats-Unis	5,414.0	5,528.1	2,48	2,707	15.8	15.0	89.7	88.7	57.0	55.7	74.5	72.1
Uruguay	1,044.4	1,110.3	392	500	16.9	17.8	56.3	48.6	14.1	15.7	25.2	16.7
Venezuela (République B.)	894.1	871.4	471	201	18.5	17.7	37.0	9.6	16.9	16.9	12.2	53.8
Viet Nam	74.1	120.3	87	211	18.6	22.5	46.8	54.0	20.6	21.9	21.5	21.4
Zambie	31.6	38.1	31	47	10.2	10.3	36.7	30.5	22.4	22.4	5.6	7.3
Zimbabwe	79.3	41.1	61	72	13.6	9.6	39.8	67.5	35.8	35.8	30.0	19.4

In constant 2000 dollars

Tableau 2 Valeur ajoutée manufacturière, par région, 2000-2005 (milliards de dollars)

Region ou pays	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Monde	5,774.3	5,674.7	5,765.9	5,979.6	6,296.1	6,536.6
Pays industrialisés	4,289.8	4,158.5	4,171.1	4,257.1	4,433.1	4,535.2
Pays dont l'économie est en transition	80.1	85.8	88.1	101.7	104.4	108.9
Pays en développement	1,404.4	1,430.4	1,506.7	1,620.7	1,758.6	1,892.5
Afrique subsaharienne	**39.7**	**40.9**	**42.0**	**41.9**	**43.8**	**45.8**
sauf l'Afrique du Sud	**16.7**	**17.2**	**17.7**	**18.0**	**18.8**	**19.7**
Asie du Sud						
sauf l'Inde	20.1	21.4	22.3	23.7	26.2	28.8
Moyen-Orient et Afrique du Nord	110.5	112.6	119.8	127.1	137.4	145.9
sauf la Turquie	83.5	87.8	92.9	98.0	105.3	111.9
Amérique latine et les Caraïbe	378.4	371.9	367.7	374.9	402.8	415.2
sauf le Mexique	271.2	268.8	265.3	273.8	297.7	308.7
Asie de l'Est et le Pacifique	770.4	798.7	866.5	958.9	1,046.6	1,146.7
sauf la Chine	385.5	380.9	406.7	430.8	471.8	502.3
Pays moins avancés	16.7	17.6	18.6	19.8	21.1	22.7

Source: UNIDO database .a MVA is in constant 2000 dollars.

Tableau 3 : Exportations totales, exportations de produits primaires et exportation de produits manufacturés par catégorie de technologie et par région – 2000-2005 (milliards de dollars)

Commerce total

Region ou pays	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Monde	5,985.0	5,752.2	6,034.5	7,051.0	8,531.4	9,669.7
Pays industrialisés	4,020.7	3,900.7	4,054.7	4,667.0	5,531.0	6,022.0
Pays dont l'économie est en transition	161.4	158.7	172.2	218.7	299.8	379.8
Pays en développement	1,799.0	1,685.4	1,799.9	2,159.0	2,693.7	3,262.8
Afrique subsaharienne	**85.7**	**74.8**	**71.4**	**89.4**	**82.5**	**94.3**
sauf l'Afrique du Sud	**55.5**	**46.8**	**48.4**	**57.7**	**42.3**	**47.3**
Asie du Sud	60.7	63.5	72.5	86.9	106.7	125.6
sauf l'Inde	15.4	19.2	20.0	23.9	26.9	22.2
Moyen-Orient et Afrique du Nord	254.6	237.7	252.2	318.7	407.5	548.3
sauf la Turquie	227.1	206.4	216.5	271.5	344.4	474.9
Amérique latine et les Caraïbe	345.6	335.2	333.4	365.5	454.7	552.5
sauf le Mexique	179.4	176.8	172.8	200.6	266.7	338.3
Asie de l'Est et le Pacifique	1,017.6	942.1	1,037.9	1,263.4	1,599.9	1,897.5
sauf la Chine	768.4	676.0	712.3	825.2	1,006.5	1,135.5
Pays moins avancés	16.4	20.1	20.6	24.8	29.8	21.1

Total des exportations de produits primaires

Region ou pays	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Monde	1,001.5	946.1	961.4	1,173.4	1,416.6	1,734.2
Pays industrialisés	511.6	493.2	489.8	591.0	708.2	780.4
Pays dont l'économie est en transition	77.3	76.1	80.2	102.2	138.2	184.2
Pays en développement	411.7	372.8	387.1	476.1	569.0	768.4
Afrique subsaharienne	51.6	39.0	35.8	46.1	31.2	32.8
sauf l'Afrique du Sud	39.9	31.3	30.8	37.2	19.0	18.8
Asie du Sud	9.3	9.9	10.9	11.7	13.4	16.6
sauf l'Inde	1.8	2.5	2.6	2.9	3.1	3.4
Moyen-Orient et Afrique du Nord	170.0	150.9	159.4	205.8	256.4	373.5
sauf la Turquie	166.9	147.4	156.0	201.4	251.1	366.7
Amérique latine et les Caraïbe	98.5	91.5	96.9	113.7	152.5	194.9
sauf le Mexique	76.3	73.1	77.5	89.7	122.7	156.7
Asie de l'Est et le Pacifique	81.1	80.3	83.0	97.5	113.8	143.7
sauf la Chine	61.4	60.4	61.5	71.0	80.9	106.4
Pays moins avancés	4.8	7.8	8.3	9.4	11.2	10.9

Total des produits manufacturés exportés

(milliards de dollars)

Region ou pays	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Monde	4,917.9	4,740.3	5,005.0	5,791.5	7,017.2	7,829.7
Pays industrialisés	3,456.8	3,355.5	3,512.1	4,012.7	4,751.0	5,160.0
Pays dont l'économie est en transition	82.8	81.4	90.7	114.9	159.6	193.2
Pays en développement	1,375.4	1,300.0	1,398.9	1,662.0	2,101.2	2,472.6
Afrique subsaharienne	32.3	33.7	33.8	40.6	48.9	58.4
sauf l'Afrique du Sud	13.9	13.6	15.8	18.1	21.4	25.9
Asie du Sud	51.3	53.5	61.5	74.6	92.8	108.4
sauf l'Inde	13.6	16.8	17.4	20.9	23.8	18.8
Moyen-Orient et Afrique du Nord	84.4	86.6	92.4	112.0	149.9	174.1
sauf la Turquie	60.1	58.8	60.1	69.2	92.3	107.7
Amérique latine et les Caraïbe	243.7	240.4	232.9	247.0	296.8	350.3
sauf le Mexique	100.1	100.8	92.2	106.7	139.2	175.7
Asie de l'Est et le Pacifique	930.2	855.0	947.1	1,154.1	1,472.1	1,743.8
sauf la Chine	701.8	610.1	644.4	743.9	913.4	1,021.2
Pays moins avancés	10.5	11.0	10.5	13.7	16.5	9.1

Exportations de ressources naturelles

Region ou pays	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Monde	875.1	843.9	893.0	1,055.1	1,311.9	1,546.8
Pays industrialisés	587.9	568.3	606.8	709.0	855.2	964.7
Pays dont l'économie est en transition	32.4	30.7	34.7	44.2	61.9	88.3
Pays en développement	252.9	242.7	249.5	300.4	391.8	492.3
Afrique subsaharienne	17.5	20.3	17.2	20.6	24.1	31.9
sauf l'Afrique du Sud	9.6	9.7	10.0	12.3	14.7	19.8
Asie du Sud	13.0	13.5	17.0	20.5	29.2	39.7
sauf l'Inde	0.4	0.8	1.0	1.3	1.7	2.3
Moyen-Orient et Afrique du Nord	42.7	39.9	40.2	46.5	66.4	79.8
sauf la Turquie	39.4	36.0	36.0	40.7	58.9	69.5
Amérique latine et les Caraïbe	57.5	56.4	51.4	60.2	76.5	98.1
sauf le Mexique	48.7	48.3	42.5	50.5	64.8	83.4
Asie de l'Est et le Pacifique	109.8	101.2	110.3	137.7	178.0	223.7
sauf la Chine	88.9	78.5	83.7	103.9	133.6	162.6
Pays moins avancés	2.8	3.6	3.0	4.4	5.2	7.6

Produits d'exportation de faible technologie

Region ou pays	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Monde	881.0	870.6	919.5	1,066.0	1,271.3	1,395.2
Pays industrialisés	516.0	51	535	618.	729	786
Pays dont l'économie est en transition	21.7	21.8	24.0	30.9	41.5	44.9
Pays en développement	342.7	334	359	416.	499	562
Afrique subsaharienne	6.2	5.5	5.9	7.1	8.6	7.6
sauf l'Afrique du Sud	3.1	2.7	3.0	3.2	3.7	2.7
Asie du Sud	29.7	30.9	33.8	40.1	46.6	46.8
sauf l'Inde	12.1	14.7	15.1	18.0	20.5	15.0
Moyen-Orient et Afrique du Nord	24.0	26.0	29.5	35.2	43.2	45.6
sauf la Turquie	10.8	11.6	12.9	14.4	16.8	16.7
Amérique latine et les Caraïbe	41.9	41.1	41.2	42.1	49.5	56.4
sauf le Mexique	16.3	16.6	16.0	18.1	22.7	27.7
Asie de l'Est et le Pacifique	235.7	226.0	243.9	286.1	345.7	402.5
sauf la Chine	132.1	119.8	119.0	131.0	150.0	157.8
Pays moins avancés	7.2	7.0	7.0	8.5	10.4	1.0

Produits d'exportation de technologie moyenne (billions of dollars)

Region ou pays	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Monde	1,920.4	1,878.8	1,996.7	2,333.9	2,827.0	3,118.0
Pays industrialisés	1,529.4	1,494.0	1,577.5	1,831.2	2,166.7	2,330.4
Pays dont l'économie est en transition	22.5	23.6	24.8	31.0	46.5	52.4
Pays en développement	368.1	360.8	394.0	471.6	613.0	734.3
Afrique subsaharienne	7.4	6.9	9.7	11.7	14.1	16.2
sauf l'Afrique du Sud	1.1	1.1	2.5	2.2	2.1	2.5
Asie du Sud	6.3	6.4	7.6	10.2	12.7	16.6
sauf l'Inde	1.0	1.0	1.0	1.4	1.3	1.2
Moyen-Orient et Afrique du Nord	15.3	18.4	20.6	27.3	37.0	45.4
sauf la Turquie	8.7	10.1	9.9	12.3	14.9	19.7
Amérique latine et les Caraïbe	100.0	98.6	99.8	104.7	125.6	147.0
sauf le Mexique	25.0	26.4	25.0	29.7	41.8	51.9
Asie de l'Est et le Pacifique	233.0	224.9	251.3	311.9	415.7	501.9
sauf la Chine	177.5	164.6	177.3	209.8	270.7	313.3
Pays moins avancés	0.5	0.4	0.4	0.6	0.7	0.5

Produits d'exportation de technologie de pointe (billions of dollars)

Region ou pays	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Monde	1,241.5	1,147.1	1,195.9	1,336.5	1,606.8	1,769.7
Pays industrialisés	4,020.7	3,900.7	4,054.7	4,667.0	5,531.0	6,022.0
Pays dont l'économie est en transition	6.2	5.2	7.2	8.7	9.6	7.5
Pays en développement	411.6	362.1	396.1	473.8	597.1	683.4
Afrique subsaharienne	1.1	1.0	1.0	1.2	2.1	2.7
sauf l'Afrique du Sud	0.1	0.1	0.2	0.3	0.9	1.0
Asie du Sud	2.2	2.7	3.2	3.8	4.3	5.3
sauf l'Inde	0.1	0.2	0.3	0.3	0.4	0.3
Moyen-Orient et Afrique du Nord	2.4	2.3	2.2	3.0	3.3	3.2
sauf la Turquie	1.2	1.1	1.4	1.8	1.7	1.9
Amérique latine et les Caraïbe	44.4	44.3	40.6	40.0	45.2	48.8
sauf le Mexique	10.1	9.5	8.6	8.3	9.8	12.7
Asie de l'Est et le Pacifique	351.8	302.9	341.6	418.4	532.6	615.7
sauf la Chine	303.4	247.2	264.3	299.2	359.1	387.6
Pays moins avancés	0.1	0.0	0.1	0.1	0.1	0.1

Source: UNIDO database. .a MVA is in constant 2000 dollars.

Tableau 4 **Indice des composants d'une performance industrielle competitive (CPI) par région, 2000-2005**

Valeur ajoutée manufacturière (VAM) par habitant[a]						
Region ou pays	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**
Monde	967.5	939.0	942.5	965.8	1,004.9	1,031.3
Pays industrialisés	4,616.8	4,453.7	4,446.2	4,517.4	4,683.4	4,771.0
Pays dont l'économie est en	252.8	271.6	279.6	323.5	333.0	348.6
Pays en développement	297.4	298.4	309.8	328.4	351.4	372.9
Afrique subsaharienne	61.8	62.1	62.4	60.9	62.3	63.6
sauf l'Afrique du Sud	28.0	28.1	28.1	27.9	28.5	29.2
Asie du Sud	63.9	65.0	67.9	71.2	76.3	82.1
sauf l'Inde	61.7	64.3	65.6	68.3	73.8	79.6
Moyen-Orient et Afrique du Nord	330.0	330.1	344.8	359.3	381.5	398.1
sauf la Turquie	313.3	323.0	335.4	346.9	365.9	381.4
Amérique latine et les Caraïbe	745.4	721.7	703.2	706.7	748.7	761.2
sauf le Mexique	663.6	647.9	630.2	641.1	687.3	703.2
Asie de l'Est et le Pacifique	409.6	420.5	451.9	495.6	536.1	582.3
sauf la Chine	613.7	598.2	630.5	659.4	713.2	750.0
Pays moins avancés	25.9	26.7	27.5	28.6	29.8	31.4

Produits d'exportation manufacturés par habitanta						
Region ou pays	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**
Monde	824.0	784.4	818.1	935.4	1,120.0	1,235.3
Pays industrialisés	3,720.3	3,593.8	3,743.8	4,258.0	5,019.2	5,428.
Pays dont l'économie est en	261.1	257.5	287.7	365.6	509.2	618.4
Pays en développement	291.3	271.2	287.6	336.8	419.8	487.2
Afrique subsaharienne	50.2	51.3	50.2	59.0	69.5	81.2
sauf l'Afrique du Sud	23.3	22.2	25.1	28.1	32.4	38.5
Asie du Sud	38.2	39.2	44.3	52.8	64.6	74.3
sauf l'Inde	41.7	50.4	51.2	60.3	67.0	51.9
Moyen-Orient et Afrique du Nord	251.9	254.0	266.1	316.6	416.3	474.7
sauf la Turquie	225.4	216.5	217.1	245.2	320.6	367.1
Amérique latine et les Caraïbe	480.1	466.6	445.4	465.7	551.6	642.2
sauf le Mexique	245.0	243.0	218.9	249.9	321.3	400.2
Asie de l'Est et le Pacifique	494.5	450.1	493.9	596.4	754.1	885.6
sauf la Chine	1,117.2	958.2	998.9	1,138.6	1,380.6	1,524.9
Pays moins avancés	16.4	16.7	15.5	19.8	23.3	12.6

Part de la VAM dans le PIB (pourcentage)						
Region ou pays	**2000**	**2001**	**2002**	**2003**	**2004**	**2005**
Monde	18.2	17.7	17.6	17.8	18.0	18.0
Pays industrialisés	17.6	16.9	16.7	16.7	16.9	16.8
Pays dont l'économie est en	18.7	18.9	18.5	19.9	19.0	18.6
Pays en développement	20.5	20.4	20.7	21.1	21.4	21.7
Afrique subsaharienne	11.7	11.7	11.6	11.1	11.1	10.9

sauf l'Afrique du Sud	8.1	8.0	8.0	7.8	7.7	7.6
Asie du Sud	14.2	14.1	14.4	14.3	14.4	14.5
sauf l'Inde	14.0	14.5	14.6	14.8	15.4	15.9
Moyen-Orient et Afrique du Nord	12.0	12.1	12.4	12.3	12.5	12.5
sauf la Turquie	11.6	11.8	12.1	11.9	12.1	12.1
Amérique latine et les Caraïbe	18.6	18.2	18.1	18.1	18.4	18.2
sauf le Mexique	18.7	18.4	18.4	18.6	19.0	18.8
Asie de l'Est et le Pacifique	27.4	27.2	27.6	28.7	29.0	29.5
sauf la Chine	23.9	23.3	23.7	24.1	24.9	25.2
Pays moins avancés	9.7	9.7	9.8	9.9	9.9	10.0

Part des produits d'exportation manufacturés dans les exportations totales

Region ou pays	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Monde	82.2	82.4	82.9	82.1	82.3	81.0
Pays industrialisés	86.0	86.0	86.6	86.0	85.9	85.7
Pays dont l'économie est en	51.3	51.3	52.7	52.5	53.2	50.9
Pays en développement	76.5	77.1	77.7	77.0	78.0	75.8
Afrique subsaharienne	37.7	45.1	47.3	45.5	59.3	62.0
sauf l'Afrique du Sud	25.1	29.1	32.6	31.3	50.6	54.9
Asie du Sud	84.5	84.3	84.9	85.8	87.0	86.3
sauf l'Inde	88.0	87.2	86.9	87.7	88.5	84.6
Moyen-Orient et Afrique du Nord	33.1	36.4	36.6	35.1	36.8	31.7
sauf la Turquie	26.5	28.5	27.8	25.5	26.8	22.7
Amérique latine et les Caraïbe	70.5	71.7	69.8	67.6	65.3	63.4
sauf le Mexique	55.8	57.0	53.3	53.2	52.2	51.9
Asie de l'Est et le Pacifique	91.4	90.8	91.2	91.3	92.0	91.9
sauf la Chine	91.3	90.2	90.5	90.1	90.7	89.9
Pays moins avancés	64.2	54.7	50.8	55.2	55.3	43.1

Part de la production de technologie moyenne/de pointe dans la VAM (pourcentage)

Region ou pays	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Monde	54.8	53.3	55.4	61.4	70.4	74.8
Pays industrialisés	54.8	54.7	56.8	63.1	71.4	75.2
Pays dont l'économie est en	35.8	33.6	36.3	39.1	53.8	55.1
Pays en développement	55.5	50.5	52.4	58.3	68.8	74.9
Afrique subsaharienne	21.6	19.4	25.4	30.8	37.1	41.3
sauf l'Afrique du Sud	7.4	7.2	15.3	14.4	16.0	17.5
Asie du Sud	9.9	10.3	11.4	13.9	15.5	18.3
sauf l'Inde	5.2	5.8	5.6	7.1	6.3	5.2
Moyen-Orient et Afrique du Nord	16.0	18.4	19.0	23.9	29.3	33.3
sauf la Turquie	11.8	12.8	12.1	14.4	15.8	19.2
Amérique latine et les Caraïbe	38.2	38.4	38.2	38.6	42.4	47.2
sauf le Mexique	12.9	13.4	12.7	13.9	17.3	20.9
Asie de l'Est et le Pacifique	75.9	66.1	68.4	76.2	90.6	97.5

Tableau 1.4. **Le commerce mondial reprendra et les déséquilibres demeureront plus faibles qu'auparavant**

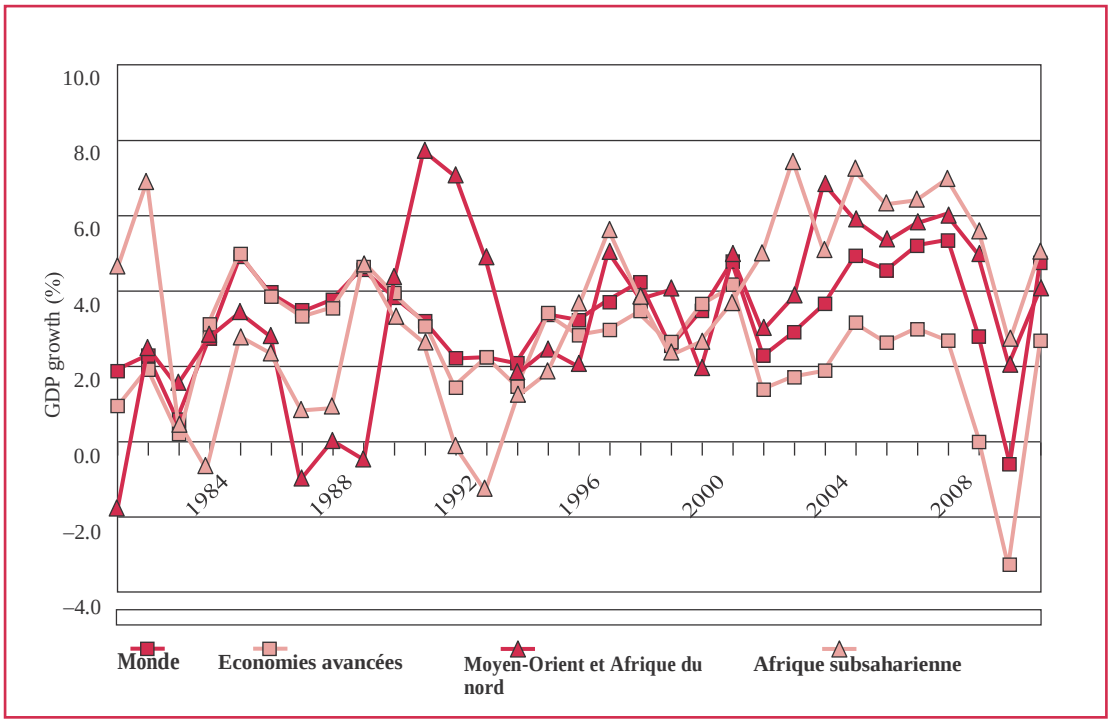
	2006	2007	2008	2009	2010
Volume commercial des biens et services			Pourcentage du changement/période précédente		
Commerce mondial[1]	9.5	7.1	2.5	-16.0	2.1
dont: OCDE	8.3	5.3	1.2	-15.6	1.0
ALENA	6.9	4.6	0.4	-15.3	1.5
OCDE Asie-Pacifique	7.9	7.6	3.2	-17.7	4.9
OCDE Europe	9.0	5.1	1.2	-15.2	0.0
Non-OCDE Asie	14.2	10.6	3.9	-16.4	5.9
Autre non-OCDE	9.3	11.1	6.7	-17.6	2.2
Exportations OCDE	8.7	6.0	2.0	-16.5	1.0
Importations OCDE	7.9	4.6	0.5	-14.6	1.0
OECD exports	3.7	8.4			
Non-OECD exports	8.0	8.3			
Soldes des comptes courants			Pour cent du PIB		
USA	-6.0	-5.3	-4.7	-2.3	-2.4
Japon	3.9	4.9	3.2	1.4	1.9
Zone euro	0.6	0.5	-0.4	-1.1	-1.0
OCDE	-1.5	-1.3	-1.4	-0.9	-0.9
			$ billion		
USA	-788	-731	-673	-318	-343
Japon	172	213	157	69	94
Zone euro	59	55	-58	-132	-128
OCDE	-574	-522	-602	-366	-378
Chine	250	372	426	450	398
Asia dynamique[3]	122	165	136	182	207
Autre Asie	-7	-9	-3	54	43
Amérique latine	49	22	-8	-36	-39
Afrique et Moyen-Orient	276	245	240	-180	-79
Europe centrale et de l'Est	62	18	65	79	80
Non-OCDE	752	813	857	548	610
Monde	178	291	255	182	232

Note: Les agrégats régionaux comprennent le commerce intra-régional.

1. Taux de croissance de la moyenne arithmétique des volumes importés et des volumes exportés.
2. Valeurs unitaires moyennes en dollars.
3. L'Asie dynamique comprend Taipei chinois ; Hong Kong, Chine; Indonésie; Malaisie; Philippines; Singapour et Thaïlande.

Source: Perspectives économiques OCDE 85 base de données.

Graphique 1 **Croissance réelle du PIB dans le monde, économies avancées et Afrique**



Source: IMF (2010).

Tableau 1 Productivité de la main-d'œuvre par région en 1991, 2000 e t 2009 (niveau, taux de croissance)

	1991	2000	2009	1991–2000	2000–09
Monde	16 177	18 360	21 253	1.4	1.6
Afrique subsaharienne	**4 545**	**4 269**	**5 037**	**–0.7**	**1.9**
Asie du Sud	3 380	4 585	6 807	3.4	4.5
Asie de l'Est	3 193	6 198	12 164	7.6	7.8
Asie du sud-est et le Pacifique	5 676	7 168	9 184	2.6	2.8
Moyen-Orient	31 737	30 709	34 844	–0.4	1.4
Afrique du Nord	**14 064**	**14 186**	**16 182**	**0.1**	**1.5**
Amérique latine et les Caraïbes	20 221	21 180	22 288	0.5	0.6
Europe centrale et du sud-est (hors UE) et *CIS*	20 791	16 712	23 524	–2.4	3.9
Pays avancés	54 550	64 885	70 451	1.9	0.9

Remarque : La « productivité de la main-d'œuvre » se réfère au PIB dans PPA$ de 2005 par personne employée. Le terme « pays avancés » se réfère à l'Australie, au canada, à l'Island, à Israël, au Japon, à la Nouvelle Zélande, à la Norvège, à la Suisse, aux Etats-Unis et aux 27 Etats membres de l'Union Européenne.

Source : Nos propres calculs effectués sur la base des documents tels que Indicateurs clés du marché du travail, tableau 2a) de l'OIT et les Indicateurs du développement mondial de la Banque mondiale.

Tendances

Le tableau 1 indique comment la productivité a augmenté en raison de la tendance positive de la croissance du PIB par habitant avant la crise économique mondiale. En Afrique subsaharienne, nous voyons que tandis que la productivité de la main-d'œuvre a diminué en moyenne de 0,7 % par an pendant les années 1990, le PIB global par personne employée a augmenté à un rythme annuel de 1,9 % entre les années 2000 et 2009 – plus vite que dans les pays avancés. De la même façon, la croissance de la productivité de la main-d'œuvre en Afrique du Nord s'est accélérée en passant de 0,1 pour cent par an dans les années 1990 à 1,5 pour cent par an au cours de la décennie écoulée. En dépit de ces améliorations, cependant, il convient de noter que le niveau réel de production par travailleur en Afrique subsaharienne (PPA 5, 037$) reste le plus bas de toutes les régions, alors que le niveau en Afrique du nord est sensiblement plus élevé (PPA 16, 182$).

Le graphique 2 illustre les tendances de la productivité de la main-d'œuvre, du PIB réel et de l'emploi pour l'ensemble de l'Afrique. Nous pouvons observer qu'au cours des six années ayant précédé la crise financière et économique, la productivité de la main-d'œuvre a augmenté à un rythme de 2 à 3 pour cent par an. Même s'ils sont remarquables, ces taux demeurent considérablement inférieurs au taux de croissance annuelle de 6 pour cent ou plus du PIB pendant les mêmes années. Cette divergence entre la productivité de la main-d'œuvre et la croissance du PIB est due à la forte croissance de l'emploi d'environ 3 à 4 % par an, ce qui reflète essentiellement l'augmentation rapide de la population en âge de travailler.

---

8 Pour mesurer l'emploi dans les enquêtes par sondage, voir Hussmanns et al. (1990) - pour mesurer l'emploi dans les recensements de la population, voir Nations Unies et OIT (2009).

Graphique 2 **Tendances de la productivité de la main-d'œuvre, PIB et emploi**

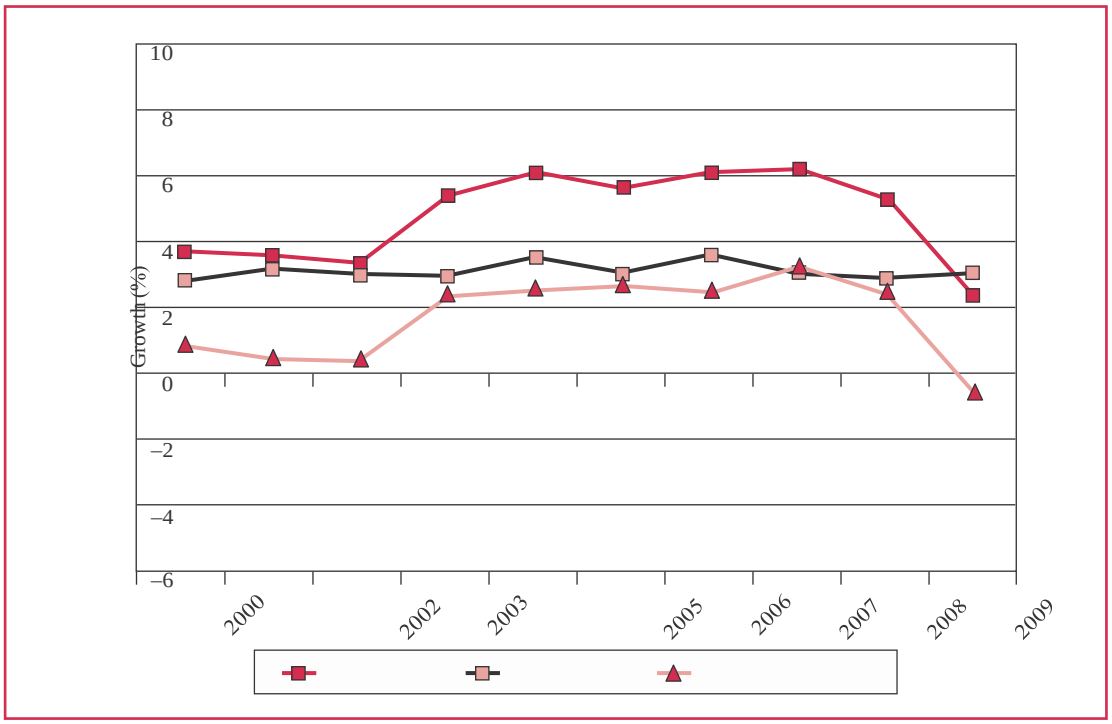


Tableau 2 **Données sur les sources de revenus relatifs à l'emploi en Afrique**

Pays	Milieu années 1990 ou avant	Milieu années 1990/début 2000	Plus récent	Source
Enquêtes ménages				
Benin	-	2000/01	2007/08	Enquête ménages
Botswana	1984/85	1995/96	2005/06	Labour force survey
Burkina Faso	-	2003	2007	Enquête emploi
Cameroun	-	2001	2007	Enquête ménages
Burundi	-	-	2006/07/08	Enquête 1-2-3
Côte d'Ivoire	1998	2002	2008	Enquête niveau de
Ethiopie	-	1999/2000	2005	Labour force survey
Ghana	1992	1998	2006	Household survey
Liberia	-	-	2007	Labour force survey
Madagascar	-	2001	2005	Enquête ménages
Malawi	1998	2004/05	2009	Household survey
Mali	-	2004	2007	Enquête ménages
Namibie	1993/94	-	2003/2004	Household survey
Nigeria	-	2003/04	-	Living standard
Rwanda	-	2000/01	2005/06	Household survey
Sénégal	1994/95	2001/02	2005/06	Enquête ménages
Afrique du Sud	-	2001	2007	Labour force survey
Tanzanie	1990/91	2000/01	2006	Labour force survey
Ouganda	-	2002/03	2005/06	Labour force survey
Zambie	1986	2005/06	2008	Labour force survey
Establishment				
	Fréquence		*Source*	
Botswana	trimestriel		Survey of employment and employees	
Afrique du Sud	trimestriel		Quarterly employment statistics	

Enquêtes sur la main-d'œuvre ou autres enquêtes pertinentes sur les ménages, desquelles certaines informations sur les salaires et/ou l'emploi salarié pourraient être tirées.[25]

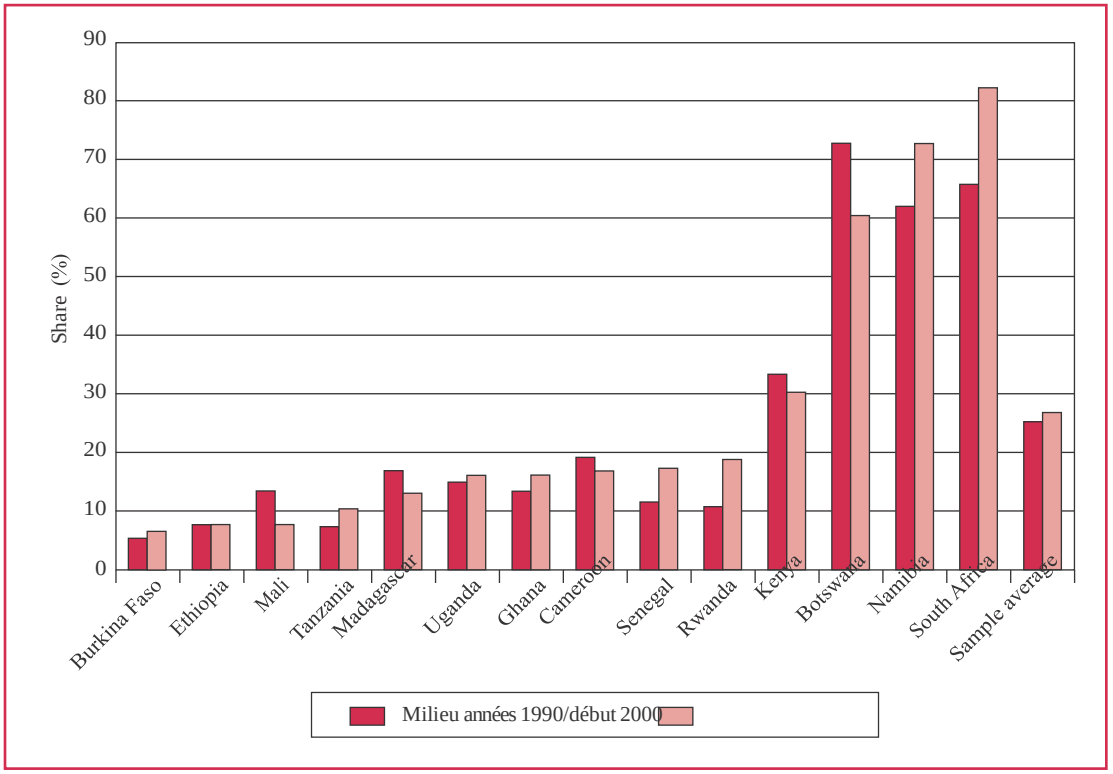
Tendances de la part des salariés

La proportion de salariés a-t-elle augmenté en Afrique au cours des 10 à 15 dernières années ? Sur la base d'un échantillon de 14 pays pour lesquels deux points de données récentes peuvent être comparées, le graphique 4 montre que la tendance de la proportion des salariés dans les secteurs formel et informel semble avoir été à la hausse dans la majorité des pays. Alors que de nombreux pays ont enregistré une augmentation relativement modeste du nombre de salariés (par exemple le Ghana, la République Unie de Tanzanie et l'Ouganda, d'autres semblent avoir fait des progrès considérables, en particulier la Namibie, le Rwanda et l'Afrique du Sud). Il y a aussi des exceptions à la tendance positive. Le Botswana, par exemple, était l'une des économies dont la croissance était la plus rapide dans le monde au cours de la période allant de 1995 à

[25] Le rapport analytique de l'enquête sur la main-d'œuvre intégrée de la Tanzanie en 2006 montre, par exemple, que la question du revenu est une question sensible et que des réponses fiables sont difficiles à obtenir parce que les gens considèrent ces questions comme un moyen pour le gouvernement d'acquérir des preuves à des fins d'imposition ou parce qu'ils considèrent les informations comme confidentielles et personnelles (Tanzania National Bureau of Statistics, 2007, p. 76–77). Par conséquent, les questions liées au revenu sont souvent délibérément placées à la fin des questionnaires.

2006, mais la proportion des salariés semble avoir baissé[26] bien qu'elle demeure l'une des plus élevées en Afrique.

Graphique 4 **La proportion des salaries dans quelques pays africains (pourcentage)**



Remarque : La proportion des salariés dans l'emploi total est extraite ou estimée à partir des sources officielles nationales. Au Botswana, la proportion des salariés en 1995/96 n'était pas disponible au service central de statistique et a donc été estimée comme étant la somme de l'emploi formel (à l'exclusion de l'agriculture traditionnelle) et de l'emploi informel rémunéré. L'utilisation de la même méthode pour 2005-2006 entraîne une surestimation de l'emploi salarié de 4 points de pourcentage par rapport à l'estimation officielle. C'est pourquoi nous avons baissé notre propre estimation de 1995-96 de 4 points de pourcentage.

Malgré le progrès général de ces dernières années, l'emploi salarié en Afrique subsaharienne demeure une partie relativement petite de l'emploi total et ne dépasse pas 25 pour cent (tableau 3). Toutefois, ce pourcentage peut augmenter à l'avenir parallèlement à la croissance économique. Même si le nombre de salariés est relativement petit, en termes absolus, il s'élève à environ 100 millions de personnes. Le tableau 4 montre que tandis que dans les pays avancés, la proportion d'hommes et de femmes exerçant un emploi salarié est à peu près égale, la proportion des (femmes) employées en Afrique subsaharienne est nettement plus petite que celle des hommes.

[26] Une raison possible est que la croissance économique au Botswana a été réalisée en grande partie en raison de l'exportation de diamants qui, conjointement avec les autres minerais, représentent environ 35 % du PIB du pays (Poteete, 2009). Cela a créé peu d'opportunités d'emploi salarié. Dans l'ensemble, au cours des 20 dernières années, le nombre total de personnes en âge de travailler a augmenté d'environ 20 %, de 950 000 en 1995-1996 à 1,15 millions en 2005-2006. Près des trois quarts de cette main-d'œuvre supplémentaire ont été absorbés dans les deux secteurs ayant la plus faible proportion de salariés, à savoir l'agriculture et le commerce de gros et de détail.

Tableau 3 Tous les travailleurs salaries en 2008 (pourcentage du total desemplois)

	1998	2008
Monde	44	48
Dévelopé	84	86
Europe de l'Est et et CEI	77	78
Asie de l'Est	36	45
Asie du Sud-est et Pacifique	33	36
Asie du Sud	18	21
Amérique latine et les Caraïbes	62	63
Moyen-orient	50	62
Afrique du Nord	46	54
Afrique subsaharienne	18	25

Source: BIT (Indicateurs clés du marché du travail) http://www.ilo.org/public/english/employment/strat/kilm/index.htm

Tableau 4 Travailleurs salariés en 2008 par sexe (pourcentage)

	Hommes	Femmes
Monde	49	47
Développé	84	89
Europe de l'Est et CEI	77	80
Asie de l'Est	49	41
Asie du sud-est et Pacifique	39	33
Asie du sud	24	15
Amérique latine et les Caraïbes	62	66
Moyen-orient	65	53
Afrique du Nord	57	46
Afrique subsaharienne	31	17

Source: BIT (Indicateurs clés du marché du travail)

Tendances des salaires moyens

Comment est-ce que la croissance de la productivité de la main-d'œuvre a augmenté le niveau des salaires ? Le Rapport sur les salaires dans le monde 2008/09 (*Global Wage Report*) comportait peu de données de l'Afrique, mais un effort considérable a été fait depuis lors pour recueillir des statistiques sur les salaires auprès des services nationaux de statistique. Ces efforts permettent maintenant de faire certaines estimations régionales de croissance des salaires. Le tableau 5 montre que les salaires réels à travers le continent africain ont augmenté d'environ 16 pour cent depuis 1999[27] par rapport à une augmentation mondiale de 22,6 % pendant la même période, tandis que dans les pays avancés, les salaires moyens réels ont augmenté d'environ 5 % seulement en termes réels, ce qui reflète une période de modération salariale.

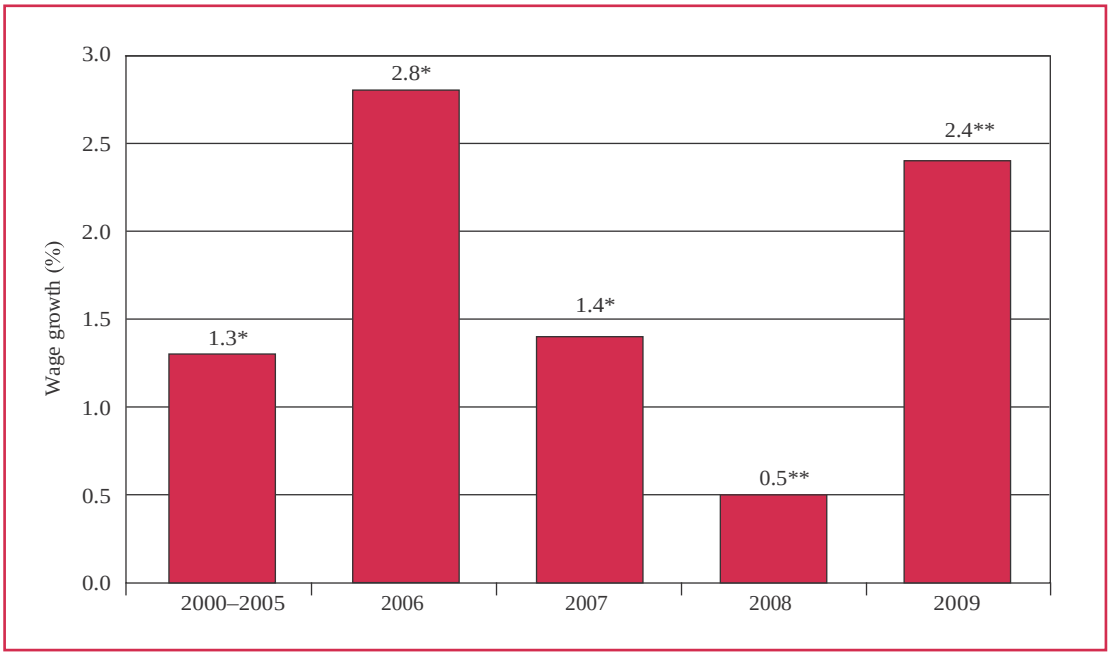
[27] Cette estimation est provisoire en ce sens qu'il est basé sur des données salariales de 15 grands pays africains, ce qui couvre environ 57 % des salariés et environ 76 % de la masse salariale totale de la région (pour plus de détails, voir la méthodologie dans le Rapport sur les salaires dans le monde/Global Wage Report 2010/11)

Tableau 5 **Croissance salariale cumulative, par région depuis 1999 (1999 = 100)**

	1999	2006	2007	2008	2009
Pays avancés	100	104.2	105.0	104.4	**105.2**
Europe centrale et de l'Est	100	144.8	154.4	161.4	**161.3**
Europe de l'Est et Asie centrale	100	264.1	308.9	341.6	**334.1**
Asie	100	168.8	180.9	193.8	**209.3***
Amerique latine et les Caraïbes	100	106.7	110.3	112.4	**114.8**
Afrique	100	111.2*	112.8*	113.4**	**116.1****
Moyen-orient	100	101.9*	102.4*	…	**…**
Global	100	115.5	118.7	120.6	**122.5**

* Estimation provisoire. ** Estimation approximative. … Aucune estimation disponible
Note: A propos de la couverture et de la méthodologie, voir
Technical appendix I of the *Global Wage Report 2010/11*. Source: ILO Global Wage Database.

Graphique 5 **Croissance estimative des salaires moyens en Afrique (pourcentages)**



Estimations provisoires (based on coverage of ca. 75 per cent). ** Estimations approximatives (based on coverage of ca. 40 per cent to ca. 60 per cent). Note: A propos de la méthodologie, voir Annexe technique I du *Global Wage report 2010/11*.
Source: *Global Wage report 2010/11*.

Nous estimons qu'avant la crise (au cours des années 2000 à 2005), les salaires moyens avaient augmenté à un rythme annuel d'environ 1,3 % et que la croissance des salaires a ralenti en passant à 0,5 % en 2008 avant de reprendre en 2009, probablement sous l'influence d'une inflation beaucoup plus faible qu'au cours des années précédentes (graphique 5). Il convient de souligner, toutefois, que ce sont des estimations basées sur des données salariales de 15 pays africains, qui couvrent environ 57 pour cent des salariés de toute l'Afrique et environ 76 % de la masse salariale totale de la région. Puisque même pour ces 15 pays, les données ne sont pas disponibles pour chaque année jusqu'en 2009, des méthodes d'extrapolation ont été utilisées pour l'estimation régionale.

Tableau 6 **Densité syndicale**

	Année	Proportion des salaires et des salariés	Proportion des emplois totaux
Cameroun	2005	..	16.0
Egypte	2007	26.1	16.1
Ethiopie	2007	12.9	1.0
Ghana	2006	70.0	..
Kenya	2007	35.5	4.1
Malawi	2006	20.6	2.7
Ile Maurice	2007	28.2	14.8
Niger	2008	..	1.1
Sierra Leone	2008	46.8	3.6
Afrique du sud	2008	39.8	24.9
Tanzanie	2009	18.7	2.2
Ouganda	2005	..	1.1

Remarque : Données non disponibles

Source: Hayter and Stoevska (2010).

Tableau 7 **Champ d'application des négociations collectives**

	Année	Proportion des salaires et des salariés	Proportion des emplois totaux
Egypte	2008	3.4	2.1
Ethiopie	2007	22.7	8.3
Ghana	2006	70.0	..
Kenya	2007	3.7	0.4
Malawi	2006	20.8	2.7
Ile Maurice	2008	16.5	9.9
Sierra Leone	2008	46.8	3.5
Afrique du sud	2008	27.3	17.1
Soudan	2008	..	0.2

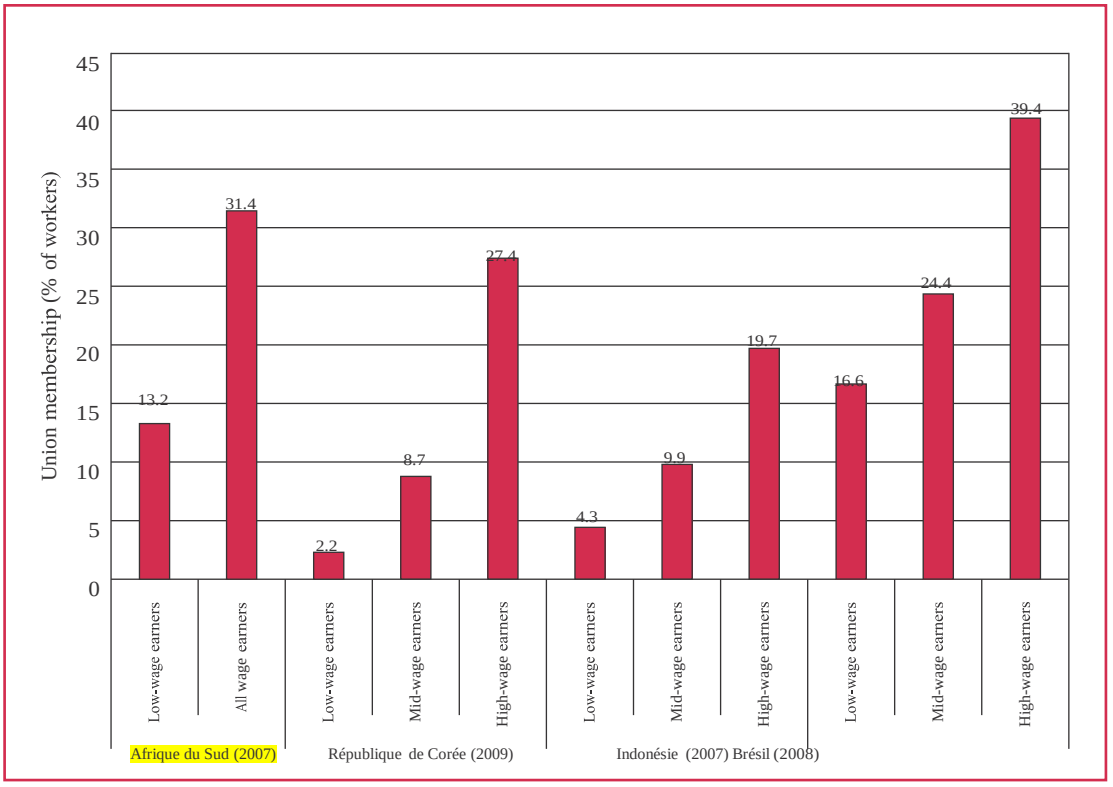
Remarque : Données non disponibles

Source: Hayter and Stoevska (2010).

Le Pacte mondial pour l'emploi, adopté par l'OIT en juin 2009, souligne davantage l'importance des salaires minimum dans le contexte de la crise économique mondiale et de la relance. Le Pacte encourage les États membres à envisager le renforcement du dialogue social, de la négociation collective et des salaires minimums statutaires ou négociés.

Après des années de négligence délibérée des politiques de salaire minimum dans de nombreux pays durant les années 1980 et 1990, le *Global Wage Report* 2008/09 a fourni des indications sur leur utilisation plus vigoureuse dans les pays développés et les pays en développement. Parmi les pays développés, le Royaume-Uni (1999), l'Irlande (2000) et l'Autriche (2009) ont introduit un salaire minimum national au cours des dix dernières années. Les pays en développement aussi s'appuient de plus en plus sur les salaires minimum. Des acteurs régionaux, tels que le Brésil, la Chine et l'Afrique du Sud, sont parmi les principaux promoteurs de cette tendance. L'Afrique du Sud a introduit, par exemple, de nouveaux planchers de salaire minimum en 2002 pour soutenir les salaires de plusieurs millions de travailleurs faiblement rémunérés.

Graphique 9 **Effectifs syndicaux par niveau de rémunération dans quelques pays (comme pourcentage des travailleurs)**



Remarque : Les travailleurs qui gagnent des salaires médians sont des travailleurs qui gagnent entre deux tiers et quatre tiers (?) des salaires médians. Tous les chiffres se réfèrent aux effectifs syndicaux en tant que pourcentage du total des salariés, à l'exception du Brésil où seuls les salariés exerçant un emploi formel sont pris en compte.

Source : Estimations du BIT à partir des enquêtes sur la main-d'œuvre nationale (« rapports techniques nationaux » et estimation faite par Janine Berg pour le Brésil).

Dans plusieurs secteurs économiques, y compris les travailleurs domestiques. Parmi les 55 pays d'Afrique, 37 (67 pour cent) ont un salaire minimum actuellement en place en 2007 et/ou en 2008. Comme on peut le voir dans le graphique 10, le niveau du salaire minimum varie considérablement d'un pays africain à l'autre. La conception des systèmes de salaire minimum varie aussi énormément d'un pays à l'autre. Alors que 70 % des pays africains pour lesquelles des données sont disponibles mettent en œuvre des salaires minimums nationaux relativement simples (avec quelques ajustements possibles par région, secteur ou catégories de travailleurs), les 30 % restants appliquent des systèmes complexes par industrie et/ou profession.

Un des principaux défis consiste à déterminer le niveau normal du salaire minimum. La Convention N° 131 de l'OIT, qui estime que les systèmes de salaire minimum sont nécessaires pour protéger les salariés contre des salaires indûment bas, préconise l'établissement de niveaux qui prennent en compte (a) les besoins des travailleurs et de leurs familles – compte tenu du niveau général des salaires dans le pays, le coût de la vie, les prestations de la sécurité sociale et le niveau de vie relatif des autres groupes sociaux – ainsi que les facteurs économiques (b), y compris les exigences du développement économique, les niveaux de productivité et le bien-fondé de l'atteinte et du maintien d'un niveau élevé d'emploi. Dans quelle mesure ces facteurs sont-ils équilibrés ? La

réponse à cette question peut être apportée approximativement par certains indicateurs tels que le niveau du salaire minimum par rapport au salaire médian ou moyen, ou la proportion des travailleurs dont les salaires sont affectés le salaire minimum statutaire. Ceci requiert des statistiques sur les salaires moyens et la répartition des salaires.

Graphique 10 : Salaire minimum par mois en PPA USD (année très récente)

.

Rapport mondial du BIT sur les salaires 2010 / 11

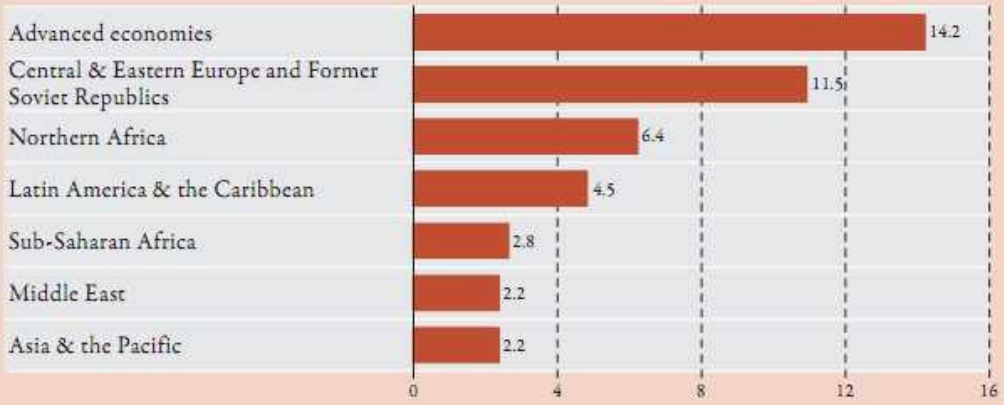
Tableau SA 1 Croissance des salaires mensuels moyens réels, en % p.a (Extrait)

Territory	2000-05	2006	2007	2008	2009	Source	NSO provided data/ assistance
Afrique							
Algérie	–0.1	6.6	4.7	..	..	Algeria National Statistical Office	x
Botswana	2.1	0.1	3.0	–4.8	5.4	Central Statistical Office of Botswana	
Egypte	1.7	6.1	–0.8	..	..	Egypt Central Agency for Public Mobilization and Statistics	x
Kenya	..	–1.8	0.9	..	..	Kenya National Bureau of Statistics	
Malawi	12.5	–6.3	..	..	..	National Statistical Office of Malawi	x
Ile Maurice	3.2	–3.9	–2.5	–1.8	..	Central Statistics Office of Mauritius	
Maroc	..	–0.3	0.8	1.7	5.2	Morocco National Social Security Fund	x
Réunion	..	0.1	1.4	..	..	France National Institute of Statistics and Economic Studies	
Sénégal	2.5	2.2	..	..	..	Senegal Les salaires: état des lieux, tendances et evolution recentes, Momar Ballé Sylla, August 2009, mimeo	
Afrique du Sud	..	..	1.0	0.0	3.5	Statistics South Africa	x
Swaziland	–0.4	..	..	..	..	Swaziland Central Statistics Office	
Tanzanie	7.1	..	..	..	..	Tanzania National Bureau of Statistics	
Tunisie	2.7	1.2	2.2	0.0	2.3	Tunisian National Institute of Statistics	
Ouganda	..	4.7	7.9	..	..	Uganda Bureau of Statistics	x
Zimbabwe	–7.4	..	..	..	..	Central Statistical Office of Zimbabwe	

Country/Territory	Ratification of Convention		Growth of real minimum monthly wage, in % p.a.				Minimum wage in PPP$ (most recent year)
	No. 26	No. 131	2006	2007	2008	2009	
Tableau SA 2 Salaires minimum (extrait)							
Africa							
Algeria			17.3	-3.4	-4.6	-5.4	308
Angola	1		-15.0	11.4	17.6	-12.3	94
Benin	1		15.6	-1.2	-7.4	-2.1	106
Botswana			-3.1	-1.0	-5.0	-7.5	159
Burkina Faso	1	1	4.1	0.3	-9.6	-2.5	124
Burundi	1		-2.8	-7.7	-19.6	-10.2	6
Cameroon	1	1	-4.7	-1.1	14.0	-3.0	95
Central African Republic	1	1	..	..	..	..	..
Chad	1		-7.2	17.6	-7.7	-9.2	87
Comoros	1		..	..	..	-4.6	..
Congo	1		..	..	..	-4.2	135
Congo (Democratic Republic of)	1		31.8	-14.3	..	..	219
Côte d'Ivoire	1		-2.4	-1.9	-5.9	-1.0	112
Egypt	1	1	-4.0	-9.9	-10.5	-14.0	14
Ethiopia			-10.9	38.1	-20.2	-26.7	67
Gabon	1		84.4	-4.8	-5.0	-2.1	182
Gambia			..	..	..	-4.4	48
Ghana	1		-9.2	-9.7	359.8	-1.0	123
Guinea	1		..	..	..	..	..
Guinea-Bissau	1		..	..	..	..	..
Kenya	1	1	-2.1	-8.9	-11.6	5.6	205
Lesotho	1		-2.4	0.3	-2.9	-7.1	206
Liberia			..	..	..	-6.9	..
Libyan Arab Jamahiriya	1	1	..	..	..	..	273
Madagascar	1		1.2	-0.1	2.6	-8.2	76
Malawi	1		-12.2	-7.4	34.7	-7.8	53
Mali	1		-1.5	-1.4	..	..	97
Mauritania	1		..	..	..	-2.2	152
Mauritius	1		..	..	..	-5.2	173
Morocco	1		-3.2	-2.0	1.0	3.9	371
Mozambique			-2.0	5.4	..	..	..
Niger	1	1	-0.1	39.9	-10.1	-4.1	104
Nigeria	1		-7.6	-5.1	..	..	83
Rwanda	1		..	..	..	..	..
Senegal	1		-2.1	-5.5	-5.4	1.1	117
Sierra Leone	1		..	..	..	..	..
South Africa	1		0.9	-1.1	-2.3	4.7	390
Sudan	1		-6.7	-8.1	-12.5	-10.1	84
Swaziland	1	1	..	..	..	..	..
Tanzania	1	1	-6.8	-6.6	22.8	-10.8	117
Togo	1		-2.2	-0.9	87.3	-1.9	98
Tunisia	1		-1.5	0.3	-0.3	-2.6	315
Uganda	1		-6.2	-6.4	-6.8	-12.4	7
Zambia	1	1	195.5	-9.6	-11.1	-11.8	77
Zimbabwe	1		..	..	..	..	..

OIT et emplois décents, 2009

Figure 4 Social expenditures as a percentage of GDP, most recent year available[1]

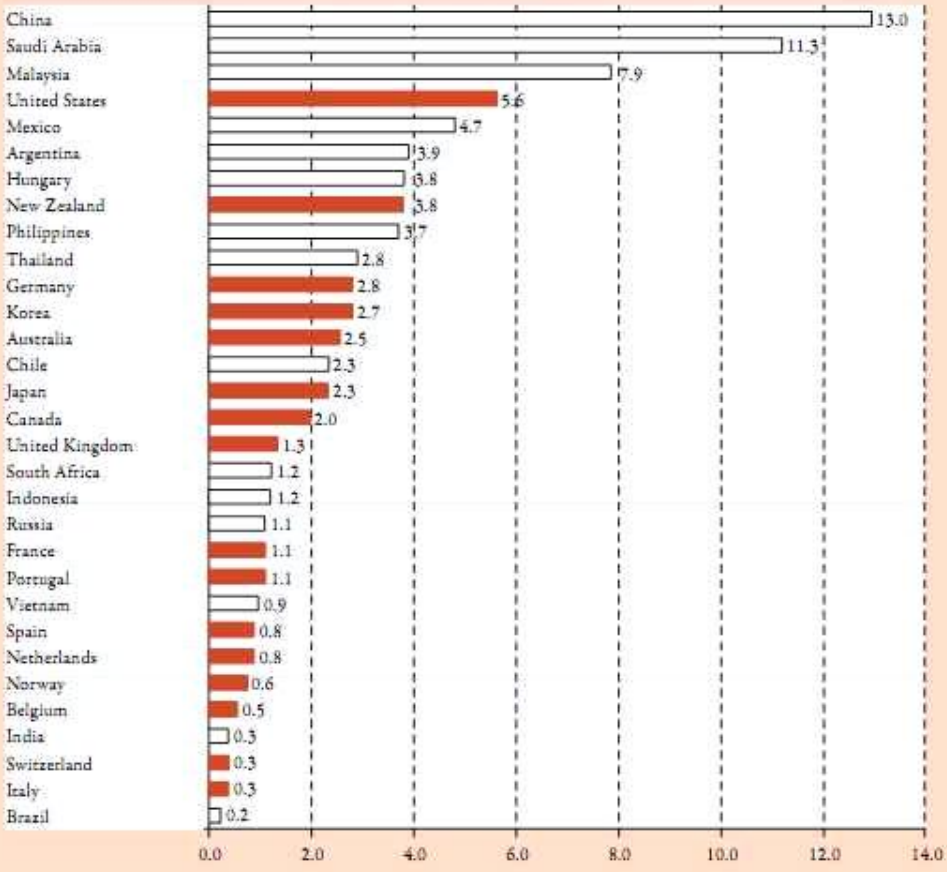


[1] Social expenditures (consolidated central government) are defined as transfers to protect the entire population against certain social risks such as medical services, unemployment compensation, social security pensions, and social assistance benefits. Social security benefits include sickness and invalidity benefits, maternity allowances, children's or family allowances, unemployment benefits, retirement and survivors' pensions, and death benefits. Subsidies, grants, and other social benefits include all unrequited, non repayable transfers on current account to private and public enterprises; grants to foreign governments, international organizations, and other government units; and social security, social assistance benefits, and employer social benefits in cash and in kind.

Source: IMF: Government Financial Statistics, 2007.

Les dépenses sociales ! (consolidées par le gouvernement central) sont définies comme des transferts destinés à protéger (la population entière contre certains risques sociaux tels que les services médicaux, les indemnités de chômage, les pensions de la sécurité sociale et les prestations de l'assistance sociale. Les prestations de la sécurité sociale comprennent les prestations pour les maladies et l'invalidité), l'allocation de maternité!, les allocations familiales ou pour les enfants, les allocations chômage, les pensions de retraite et des survivants et les prestations pour les décès ! Les subventions, les aides et autres prestations sociales comprennent tous les transferts sans contrepartie, non remboursables sur les comptes courants au profit d'entreprises privées et publiques ; les aides aux gouvernements étrangers, à une organisation internationale *. irA autres services gouvernementaux ; et la sécurité sociale, les prestations de l'assistance sociale, et les prestations sociales de l'employeur en espèces et en nature-Source: *IMF: Government Financial Sutistio. 2007.*

Figure 8 **Fiscal package as a percentage of GDP in 2009[1]**



[1] 2008 GDP from IMF World Economic Outlook. Developed economies are indicated in red; developing and emerging economies, in white. The time frame of spending is available for less than half of the countries. These estimates were calculated by taking the total package as the numerator and the GDP in 2009 as the denominator. The GDP in 2009 was estimated by using 2008 GDP and growth forecasts (March 2009) by the IMF for 2009.

Source: IILS, based on national sources.

1. 2008 PIB - FMI Perspectives économiques mondiales. Les économies développées sont indiquées en rouge ; les économies émergentes en développement, en blanc.

Tableau 5

Le défi du financement de la gouvernance dans les PMA: PIB par habitant, dépenses publiques actuelles et ressources locales

	GDP per capita *(in current 2006 $)*	Government final consumption expenditure *(as % of GDP)*	Government final consumption expenditure per capita	DRAF per capita	DRAF per capita per day *(in cents)*
Total PMA	**462.1**	**12.9**	**59.8**	**150.5**	**41.2**
PMA Afrique et Haïti	***493.7***	***15.5***	***76.6***	***180.7***	***49.5***
Angola	2 998.7	21.2	636.3	2 050.5	561.8
Benin	537.9	12.1	65.0	127.6	35.0
Burkina Faso	418.9	21.1	88.3	105.0	28.8
Burundi	117.3	29.4	34.5	21.8	6.0
République centrafricaine	346.3	10.6	36.8	40.5	11.1
Tchad	634.0	24.0	152.3	481.5	131.9
République démocratique du Congo	140.9	8.8	12.4	16.7	4.6
Djibouti	940.4	29.4	276.4	389.1	106.6
Guinée équatoriale	16 747.5	2.9	494.0	15 106.5	4 138.8
Erythrée	258.1	35.6	92.0	53.6	14.7
Ethiopie	164.0	12.4	20.3	32.8	9.0
Gambie	305.3	9.3	28.3	60.8	16.6
Guinée	357.8	7.5	26.9	59.4	16.3
Guinée-Bissau	185.0	15.6	28.8	40.3	11.0
Lesotho	749.2	18.1	135.3	23.2	6.4
Liberia	170.9	9.5	16.3	14.8	4.1
Madagascar	287.9	8.7	25.2	52.0	14.2
Malawi	234.6	9.6	22.6	5.6	1.5
Mali	511.6	17.3	88.4	177.4	48.6
Mauritanie	874.3	19.5	170.8	333.2	91.3
Mozambique	325.8	13.0	42.2	59.7	16.4
Niger	258.9	15.4	39.8	67.3	18.4
Rwanda	312.5	18.0	56.3	52.4	14.4
Senegal	767.7	13.1	100.8	168.5	46.2
Sierra Leone	288.2	13.3	38.2	43.5	11.9
Somalie	299.8	8.7	26.0	82.8	22.7
Soudan	1 163.9	16.2	188.7	353.1	96.7
Togo	342.8	13.4	45.9	15.1	4.1
Uganda	339.8	14.3	48.6	74.4	20.4
République Unie de Tanzanea	339.5	7.3	24.9	59.5	16.3
Zambie	930.7	20.0	186.4	382.7	104.9
Haiti	503.7	8.5	43.0	-3.5	-1.0
PMA Asie	***406.5***	***7.4***	***30.2***	***100.2***	***27.5***
Afghanistan	285.2	10.9	31.0	-28.9	-7.9
Bangladesh	386.6	5.5	21.4	99.7	27.3
Bhutan	1 421.9	22.0	312.8	728.3	199.5
Cambodge	512.4	5.3	27.0	97.5	26.7
Laos	605.1	7.3	44.2	263.9	72.3
Myanmar	284.0	4.6	13.0	56.2	15.4
Nepal	357.8	8.4	30.2	63.7	17.4
Yemen	878.0	13.8	120.8	343.3	94.1
PMA Iles	***927.1***	***32.5***	***301.0***	***318.2***	***87.2***
Comores	492.6	12.6	62.1	-6.8	-1.9
Kiribati	659.3	64.3	424.0	-60.0	-16.4
Maldives	3 020.0	37.9	1 145.4	2 120.5	581.0
Samoa	2 425.1	22.1	537.1	199.5	54.7
Sao Tome and Principe	788.0	46.3	364.7	176.1	48.2
Iles Salomon mon	877.0	31.9	279.8	451.7	123.7
Timor-Leste	316.5	53.8	170.3	24.4	6.7
Tuvalu	2 427.4	54.2	1 316.6	216.4	59.3
Vanuatu	1 763.1	22.7	400.3	625.5	171.4
Low-income countries	*673.0*	*11.0*	*73.7*	*248.6*	*68.1*
Lower-middle-income countries	*2 167.4*	*13.6*	*294.5*	*1 165.4*	*319.3*
Upper-middle-income countries	*6 571.0*	*16.0*	*1 050.9*	*2 736.6*	*749.7*
High-income countries	*36 048.0*	*18.2*	*6 561.1*	*14 007.4*	*3 837.7*

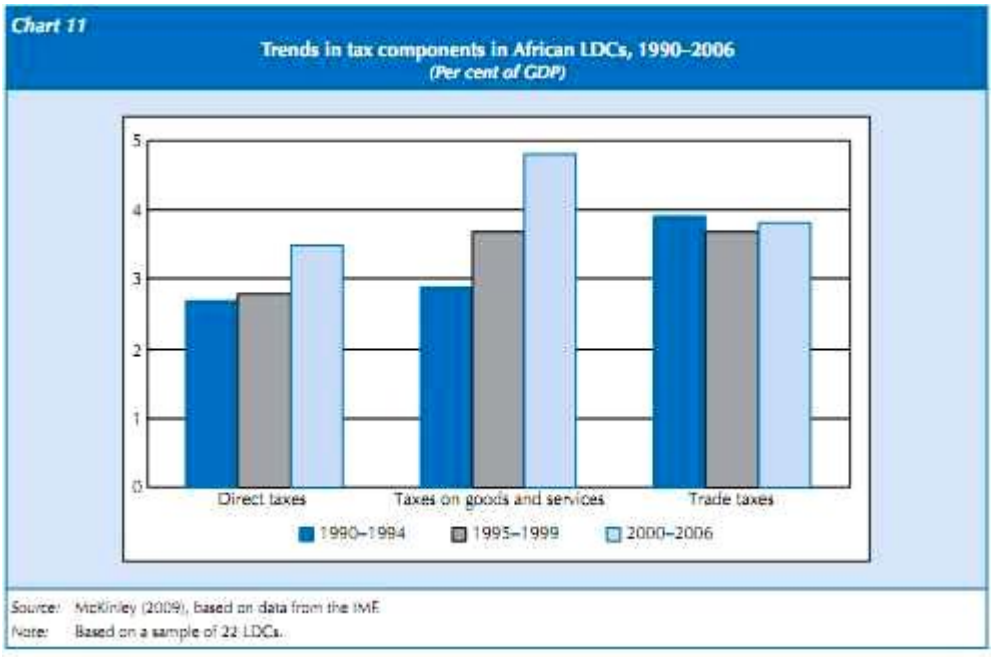


Tableau 8

PMA avec taux d'intérêt réel élevé,[a] 2004–2006

(Pour cent, moyennes période)

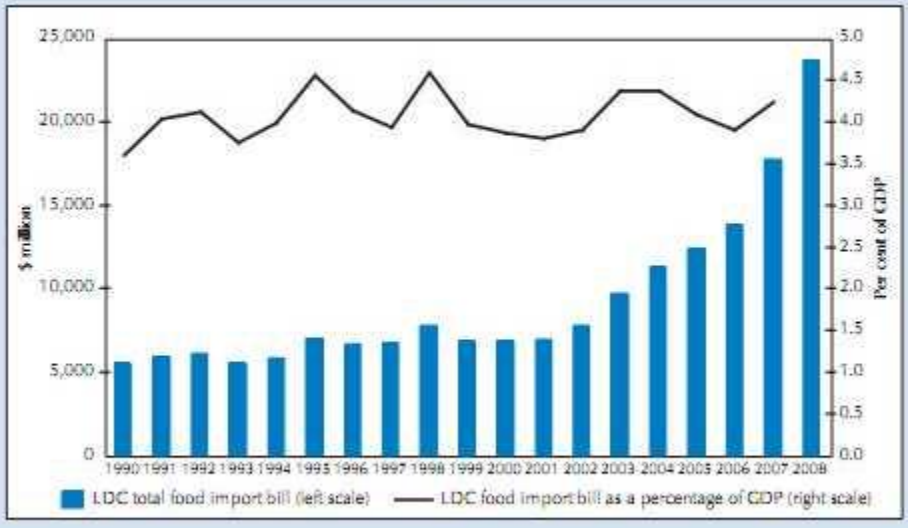
Afrique et Haïti	Gambie	24.5
	Haiti	23.2
	Angola	19.1
	Malawi	15.6
	République centrafricaine	15.4
	Mozambique	11.8
	Ouganda	11.6
	Madagascar	11.2
	Zambie	8.8
	Burundi	8.3
	Sierra Leone	8.1
	Lesotho	7.9
	Djibouti	7.8
	Liberia	7.5
	République Unie de Tanzanie	6.8
	Mauritanie	6.4
	Rwanda	6.2
Asie	Laos	19.6
	Cambodge	11.3
	Bhutan	9.5
	Bangladesh	9.4
Islands	Sao Tome and Principe	19.2
	Maldives	12.0
	Comores	8.4
	Salomon Ile	6.7
	Vanuatu	6.2
	Samoa	6.1

Source: World Bank, *World Development Indicators 2008*, CD-ROM.

Les politiques monétaires doivent appuyer le rôle prépondérant des politiques fiscales en essayant d'éviter une chute importante de la demande globale. En d'autres termes, les politiques monétaires doivent fonctionner de façon contre-cyclique. Si, au lieu de cela, les banques centrales insistent sur le maintien de taux d'intérêt élevés, les politiques monétaires fonctionneront de façon pro-cyclique et rendront tout ralentissement plus net et plus long.

Chart 18

LDC food import bill, 1990–2008
($ million, per cent of GDP)



Source: UNCTAD secretariat calculations, based on data from FAOSTAT, online (January 2009) and from the United Nations/DESA Statistics Division (for GDP data).

Table 9

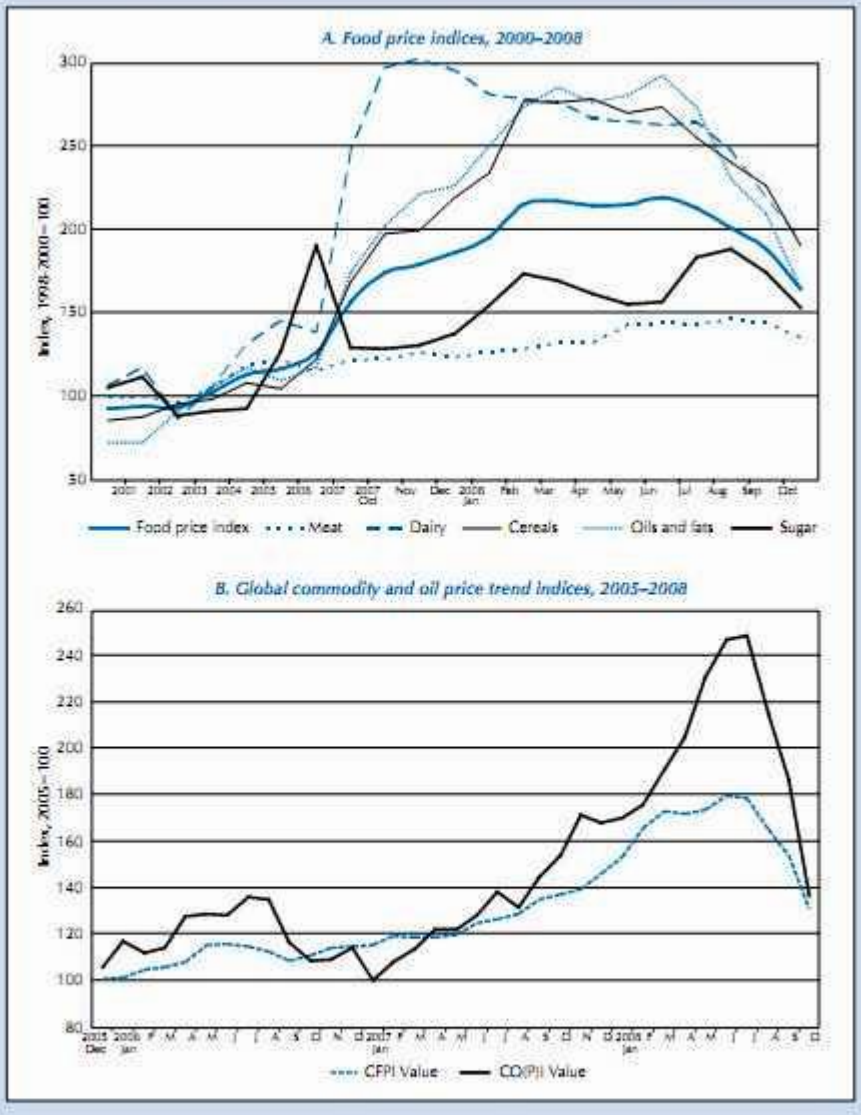
Compte courant et balances commerciales des PMA, par groupe, 1995–2007
(Pour cent du PIB, moyennes période)

	1995–1997	1998–2000	2001–2003	2004–2007
Exportateurs de pétrole				
Solde du compte courant	-0.6	-6.3	-7.3	4.0
Solde du commerce des biens et services	-4.2	-3.9	-0.1	9.8
Exportateurs de minéraux				
Solde du compte courant	-4.9	-8.7	-8.6	-6.4
Solde du commerce des biens et services	-10.1	-11.5	-11.9	-6.1
Exportateurs de produits agricoles				
Solde du compte courant	-5.6	-6.1	-7.1	-6.8
Solde du commerce des biens et services	-13.2	-12.6	-13.3	-19.1
Autres PMA				
Solde du compte courant	-3.5	-3.1	-1.6	-3.0
Solde du commerce des biens et services	-10.0	-9.1	-7.2	-10.5

Source: Calculs du secrétariat CNUCED, basés sur des données du FMI, *International Financial Statistics*, online (February 2009).

Chart 15

Food and global commodity and oil price trend indices, 2000–2008



Source: UNCTAD secretariat calculations: for Panel A based on FAOSTAT, online (December 2008), and for Panel B based on IMF, *Commodity Food Price index Monthly Price*, and *Crude Oil (petroleum) Monthly Price*, online (December 2008).

Notes: FAO Food Price Index: Consists of the average of six commodity group price indices, weighted by the average export shares of each of the groups for 1998–2000.
CFPI (Commodity Food Price Index): Includes cereals, vegetable oils, meat, seafood, sugar, bananas and oranges price indices.
CO(P)I (Crude Oil (petroleum) Price Index): Simple average of three spot prices — Dated Brent, West Texas Intermediate and Dubai Fateh.

Tableau 10

Cumul des fuites de capitaux depuis 1970 jusqu'à 2004 en Afrique subsaharienne

(Poucentage du stock de la dette étrangère en 2004)

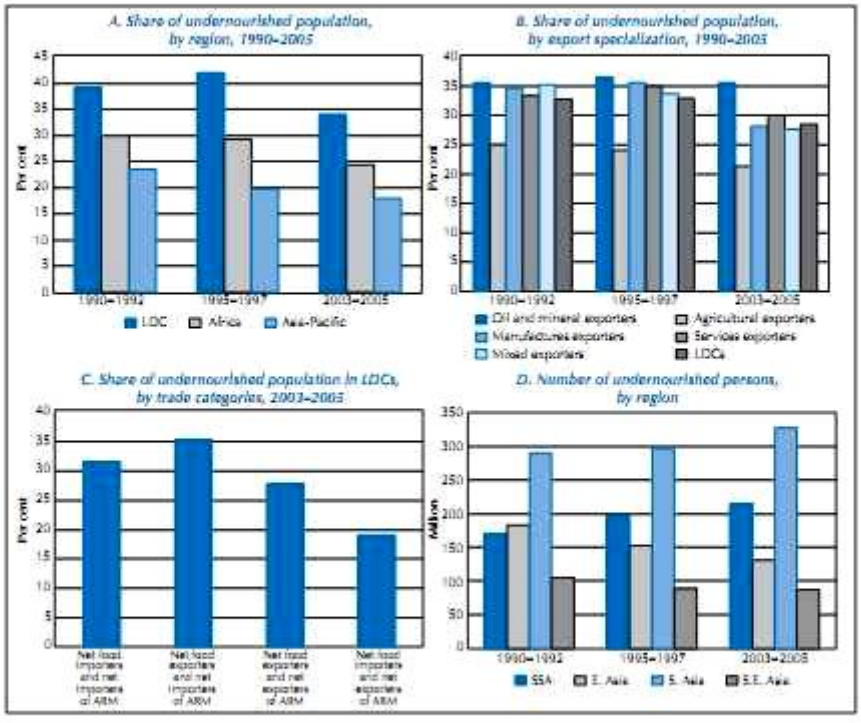
	LDC	ODC
Angola	535.2	
Benin	-399.9	
Botswana		-207.4
Burkina Faso	369	
Burundi	185.3	
Cameroun		287.4
Cap-Vert		523.6
République centrafricaine	257.4	
Tchad	137.9	
Comores	-55.2	
Congo		299.8
Côte d'Ivoire		460
République démocratique du Congo	310.3	
Ethiopie	342.6	
Gabon		289.1
Ghana		159.3
Guinée	29.6	
Kenya		93.3
Lesotho	117	
Madagascar	276.4	
Malawi	111.9	
Mali	-12.8	
Mauritanie	174.4	
Ile Maurice		28.3
Mozambique	306.9	
Niger	-447.8	
Nigeria		670.9
Rwanda	355.7	
Sao Tome and Principe	292.4	
Sénégal	-332	
Seychelles		485.7
Sierra Leone	406.6	
Afrique du sud		176
Soudan	84.4	
Swaziland		285.6
Togo	-224.3	
Uganda	142.1	
République Unie de Tanzanie	127.7	
Zambie	272.2	
Zimbabwe		511.9
Total de l'échantillon	291.3	

Source: Ndikumana and Boyce (2008).

Box chart 4

Number and share of undernourished LDC population, by region and export specialization

(Per cent, million)



Source: UNCTAD secretariat calculations, based on data from the United Nations/DESA Statistics Division (November 2008).

Notes: See p. xii for the country group classification.
SSA = sub-Saharan Africa.

Table 17

Tendances de la composition du secteur industriel dans les PMA, 1970–2007

Tous les PMA	PIB aux prix actuels	Industrie	22.10	20.52	21.08	22.26	26.02	31.97	33.39	32.49
		Manufacture	11.49	11.35	10.17	10.19	10.24	10.03	9.94	10.08
		Mines et services	5.97	4.31	6.26	6.51	10.02	16.14	17.48	16.49
		Construction	4.64	4.86	4.65	5.56	5.76	5.80	5.98	5.93
	PIB réel aux prix de 1990	Industrie	19.69	20.39	20.38	22.34	24.99	27.08	27.63	28.08
		Manufacture	10.11	10.92	10.08	10.58	11.42	12.13	12.26	12.40
		Mines et services	4.95	4.66	5.73	6.67	7.85	8.84	9.13	9.55
		Construction	4.63	4.80	4.57	5.09	5.72	6.11	6.24	6.13
PMA: Afrique et Haiti	PIB aux prix actuels	Industrie	24.68	21.79	21.97	21.78	26.12	34.36	35.88	34.80
		Manufacture	11.27	10.86	8.99	8.13	7.98	7.85	7.70	7.82
		Mines et services	8.28	6.13	8.55	8.39	13.03	21.45	22.79	21.62
		Construction	5.13	4.80	4.43	5.27	5.12	5.06	5.39	5.37
	PIB réel aux prix de 1990	Industrie	21.57	22.13	21.05	22.32	25.31	28.05	28.53	28.94
		Manufacture	9.84	10.55	9.29	9.09	9.83	10.67	10.58	10.59
		Mines et services	6.63	6.60	7.35	8.51	10.37	11.99	12.43	13.01
		Construction	5.11	4.98	4.41	4.72	5.11	5.39	5.52	5.35
PMA: Asie	PIB aux prix actuels	Industrie	16.28	18.40	19.68	23.12	26.13	28.34	29.10	28.54
		Manufacture	12.04	12.30	12.20	13.00	13.38	13.80	14.32	14.47
		Mines et services	0.79	1.15	2.47	4.14	6.12	7.48	7.68	7.08
		Construction	3.45	4.94	5.01	5.98	6.63	7.06	7.11	6.99
	PIB réel aux prix de 1990	Industrie	14.75	17.04	19.24	22.56	24.60	25.59	26.29	26.75
		Manufacture	10.92	11.77	11.70	13.37	14.24	14.74	15.28	15.72
		Mines et services	0.49	0.85	2.66	3.43	3.60	3.51	3.50	3.52
		Construction	3.34	4.42	4.88	5.76	6.76	7.33	7.50	7.51
PMA: Iles	PIB aux prix actuels	Industrie	18.88	14.11	14.05	14.00	15.05	15.51	14.82	15.20
		Manufacture	7.29	6.70	7.24	7.05	6.74	6.50	6.02	6.09
		Mines et services	5.82	1.61	1.89	2.25	2.75	3.05	2.91	2.90
		Construction	5.77	5.80	4.92	4.71	5.55	5.96	5.89	6.21
	PIB réel au prix de 1990	Industrie	18.39	13.42	12.97	13.51	16.14	16.06	15.08	15.66
		Manufacture	6.34	6.15	6.41	6.07	6.74	6.27	5.69	5.66
		Mines et services	5.77	1.57	1.83	2.47	2.99	3.23	3.07	3.09
		Construction	6.28	5.70	4.74	4.98	6.41	6.56	6.32	6.91

Source: secretariat CNUCED – calculs basés sur les données de la base de données de GlobStat

Table 18

Key industrial policies tools and measures used by successful industrializers and policy space currently available under multilateral rules

Tools of industrial policy	Key policy measures	Multilateral agreements and disciplines potentially affecting use of measures
Import tariffs	• Tariffs used to: - protect domestic industry output from import competition (infant-industry protection) - facilitate import of capital goods and inputs for domestic industry • Tariff dispersion	• Use of tariffs and change thereof depend on schedules that each country has filed in WTO under GATT. Generally tariffs bindings of LDCs are well above applied rates • LDCs currently being requested to expand the coverage of tariff bindings
Non-tariff barriers (NTBs)	• Import licensing • Import quotas • Import and export prohibitions • Exchange rate controls • Anti-dumping and safeguard measures	• Import licensing allowed subject to specific rules (Agreement on Import Licensing Procedures) • Import quotas normally prohibited (GATT) • Import and export prohibitions normally forbidden (GATT) • No disciplines on exchange rate controls • Anti-dumping and safeguard measures allowed, but subject to disciplines that require institutional sophistication (Agreement on Implementation of Article VI (Anti-dumping) and Agreement on Safeguards)
Export promotion	• Export subsidies • Marketing of domestic industry and firms • Import duty drawback • Export finance/insurance/guarantee • Export quality management • Export processing zones • Export promotion organizations • Export targets for industries/firms	• Export subsidies authorized according to SDT measure • Most export promotion tools allowed • Export targets forbidden by TRIMs • Import substitution subsidies prohibited (TRIMs)
Export duties/prohibition		Export prohibitions normally forbidden
Aid to enterprises	• Industry targeting through administrative measures (e.g. restricting access to domestic market), part of strategic and export industries • Subsidies - production subsidies (e.g. to inputs) - credit subsidies - tax subsidies (holidays, exemptions, - export subsidies • Credit allocation to priority sectors/firms • Market reserve/licensing • Adjustment assistance • Manpower training	• Industry/firm targeting generally incompatible with WTO rules (e.g. SCM, national treatment and MFN provisions of GATT, GATS, TRIMs) • Horizontal measures (including subsidies) allowed, if not conditional on local content • Local content requirement forbidden by TRIMs • "Specific" subsidies can be challenged under SCM • Support to firms cannot be explicitly linked to export performance • No restriction on human resource development

Technological change and innovation	• Lax enforcement of intellectual property rights (if any) • Facilitating reverse engineering and imitation • Assistance to R&D (subsidies/direct public participation) • Technology-related requirements on domestic firms	• LDCs exempt from TRIPS disciplines until 2013 (SOT measure), but some have committed to abide earlier under bilateral FTAs • TRIPS requires domestic IPR institutions and protection • TRIPS restricts reverse engineering, imitation and mandatory licensing • TRIPS foresees transfer of technology to LDCs, but contents and implementation of requirement remains vague
Investment incentives and guidelines	• FDI policy - performance requirements (e.g. trade performance, transfer of technology, local content, joint-venture with domestic partner, employment of nationals, R&D activity) - selective right of establishment • Investment regulation (incl. sectoral restrictions and guidance) • Regional assistance	• TRIMs explicitly forbids some performance requirements (local content, export performance, trade balancing); others can be challenged alleging national treatment • Regulation of FDI in service sectors (right of establishment etc.) depends on GATS commitments, which vary from limited to very comprehensive among LDCs • Subsidies to R&D and to regional development can be challenged under SCM

Source: UNCTAD secretariat compilation.

Notes: GATS - General Agreement on Trade in Services
GATT - General Agreement on Tariffs and Trade
IPR - Intellectual property right
MFN - most favoured nation
R&D - research and development
SCM - Agreement on Subsidies and Countervailing Measures
SDT - special and differential treatment
TRIMs - Agreement on Trade-related Investment Measures
TRIPS - Agreement on Trade-related Aspects of Intellectual Property Rights

Table 19

Instruments of industrial and export promotion policies – Republic of Korea and Japan

Export promotion and import restrictions
• Import restrictions, both general and specific; • Favouring particular sectors for export promotion, in some cases particular firms for that purpose; • Seeking compliance for subsidies given to exporters by means of export targets for specific firms (Republic of Korea); • Interest rate subsidies and the availability of credit and foreign exchange to favoured firms that meet export targets; • General export promotion through JETRO (Japan) and KOTRA (Republic of Korea); • Provision of infrastructure, including human capital, in support of exports; • Taxation relief on imported inputs and on R&D expenditures; and • Allowing favoured conglomerates to import capital goods and foreign technology and to raise cheaper finance on international markets.
Industrial policy measures
• Lax enforcement of competition policy, including the extensive use of cartels; • Government creation and promotion of conglomerates (Republic of Korea); • Tax concessions to corporations to increase investment; • Promotion of a close, long-term relationship between finance and industry, which was critical to the implementation of the industrial policy; • Labour repression to ensure labour peace in a period of structural change (Republic of Korea); • Establishment of State industries to enhance industrial development (Republic of Korea); and • Extensive administrative guidance.
Source: Singh (1996: 163–164).

Table 20

Industrial policy instruments – Ireland

Instruments	Notes
Strategic economic integration into the European Union, and in particular with the United Kingdom	Since 1973
Good provision of public goods and development of specific infrastructures in support of surging economic sectors	Paid by the Government, but after 1973 also with EU transfers
Nurturing specialized human capital needed by dynamic economic sectors	Paid by the Government, but after 1973 also with EU transfers
Active support for R&D, innovation and learning activities	Forbairt
Generous fiscal incentives to attract FDI (especially in the finance and information and communication technology (ICT) sectors)	Especially vis-à-vis European fiscal discipline
Active promotion of SMEs and productive clusters	Forbairt
Government support to firms' marketing strategies to conquer foreign market outlets	
Extensive administrative guidance and assistance to firms	Forbairt
Performance requirements	
Strong social cohesion and wage-led growth	Social compact notion
Efficient and upgrading bureaucracy	
Source: UNCTAD secretariat elaboration.	

Table 21

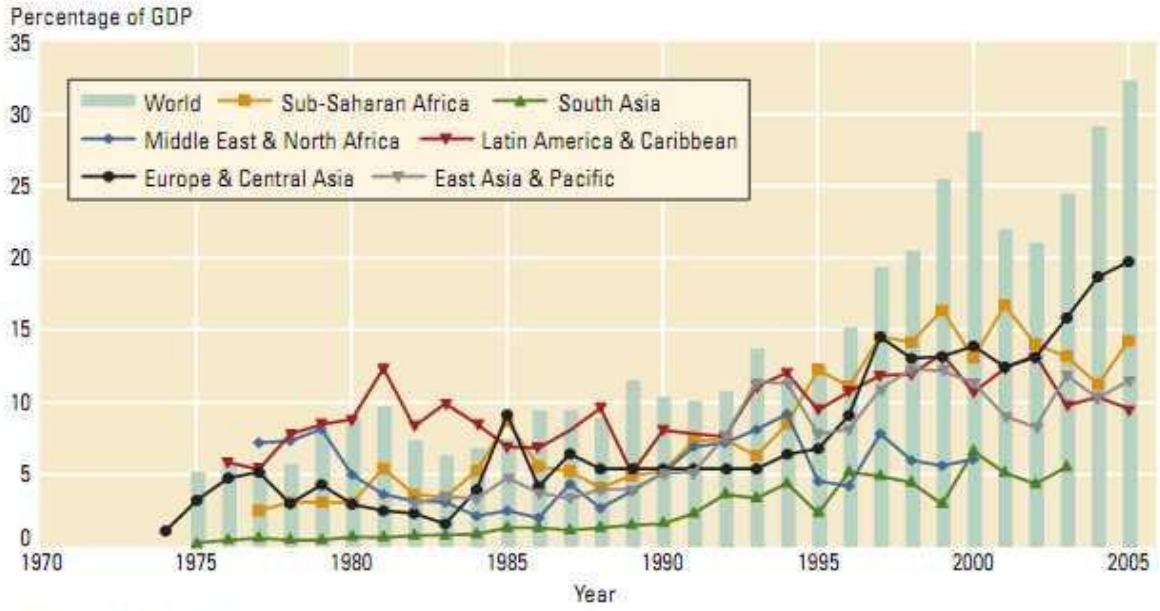
Industrial Policy Instruments – Nordic countries (Denmark, Finland and Sweden), 1950s and 1960s

Aid to national enterprises (infant-industry policy)
• Proactive State policy to promote domestic enterprises especially in manufacturing sector (credit allocation to manufacturing investment);
• Credit directed towards targeted industrial sectors – low interest rates to promote manufacturing.
• *Investment*: Preferential treatment of manufacturing investment;
• *Financing*: Subsidies were generous, both for investment and payroll purposes; tax and credit incentives received special government attention;
• *Subsidies*: A variety of subsidies used to enhance productivity in all growth subsidies;
• *Administration of Prices*: Control of prices of some staples;
• *Government procurement*: Played an important role in industrial programme;
• *Infrastructure*: Heavily subsidized;
Agents of change
• *Government, central bank, key industrialists*: (small number of agents of change) who collaborated with representative workers' associations;
• *The State*: Led a conscious programme of industrialization;
• *Social compact*: Collaborative relations between capital and labour;
• *Training*: Government heavy investment in training;
• *Innovation*: Heavy investment in research and development, training and knowledge creation.

Source: UNCTAD secretariat elaboration.

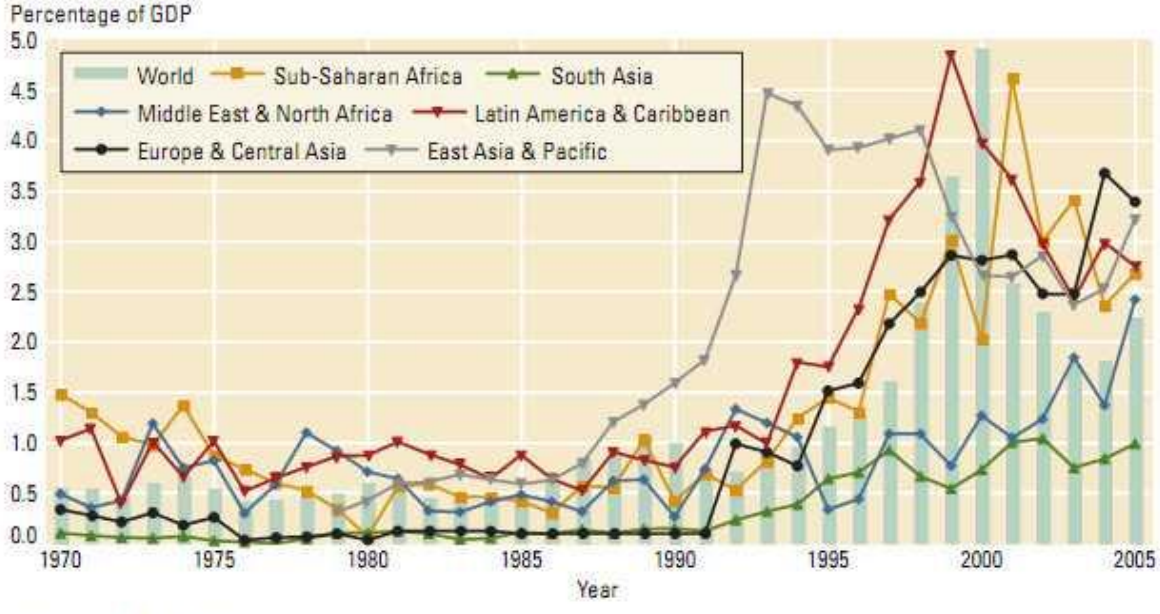
Rapport de la Banque Mondiale sur le développement mondial, 2009

Figure 5.1 International capital flows have surged since the 1970s
Gross private capital flows



Source: World Bank 2007j.

Figure 5.2 A large share of capital now flows as direct investment
Foreign direct investment, net inflows



Source: World Bank 2007j.

Encadré 5 : La mobilité de la main-d'œuvre régionale est en baisse en Afrique subsaharienne

Le taux de migration de la main-d'œuvre au sein des régions en développement est le plus élevé en Afrique subsaharienne, mais il a chuté depuis les années 1960. Plus de 60 pour cent des émigrants des pays d'Afrique subsaharienne se déplacent vers les autres pays de la région. Le taux élevé de mouvement des travailleurs au sein de la région comparativement à d'autres régions en développement dans le monde est en partie une conséquence du grand nombre de frontières terrestres, mais également de la perméabilité relative de ces frontières et des difficultés de surveillance du flot de personnes qui les traversent, malgré les nombreuses restrictions légales.

Les migrants représentaient seulement un peu plus de 3,5 % de la population en Afrique subsaharienne en 1960, mais seulement 2,3 % en 2000. En 1960, la proportion des migrants par rapport à la population était beaucoup plus élevée en Afrique australe que dans les autres coins de la région, mais elle a baissé depuis lors jusqu'au niveau des migrants en Afrique de l'ouest (voir le tableau ci-dessous). En Afrique centrale et en Afrique de l'Est, le nombre de migrants a considérablement baissé.

La migration volontaire au-delà des frontières en Afrique subsaharienne est motivée par les mêmes raisons qui poussent les gens à se déplacer à l'intérieur d'un pays: pour chercher des opportunités d'emploi et pour diversifier les sources de revenu. En effet, la justification économique du mouvement d'une zone arriérée vers une zone dominante dans un même pays ne peut pratiquement pas être distinguée du mouvement transfrontalier dans une région comme l'Afrique subsaharienne, où ces mouvements sont sur des distances relativement courtes et souvent incontrôlées.

Cependant, de nombreux migrants se déplacent également au-delà des frontières dans le cadre d'un accord formel entre pays. Depuis les années 1960, un ensemble d'accords bilatéraux et multilatéraux ont été signés dans le but de tirer profit et de contrôler les coûts de la mobilité des travailleurs à l'intérieur des sous régions.

En Afrique de l'Ouest, les gouvernements ont tenté de gérer les mouvements des populations au sein de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ce qui a eu plus d'influence sur le flux et la composition des migrations en Afrique sub-saharienne. Créée en 1975, la CEDEAO a un protocole permettant la libre circulation des personnes et le droit de séjour et d'établissement pour les citoyens de ses pays membres.

La Communauté de développement de l'Afrique Australe (SADC), une alliance de neuf pays de l'Afrique australe, formée en 1980, a coordonné des projets de développement pour réduire la dépendance économique vis-à-vis de l'Afrique du Sud durant l'apartheid.

Une partie de cette alliance comportait une disposition relative au flux des travailleurs entre les pays membres. Les récentes violences anti-immigrés en Afrique du Sud sont un revers pour l'intégration régionale et la migration.

Le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda ont formé l'East African Community (EAC), une organisation intergouvernementale régionale de coopération interterritoriale dont les racines remontent à 1948 avant l'indépendance. L'EAC renforcée et transformée en un cadre d'intégration économique depuis 1999, a récemment introduit des passeports est-africains et des laissez-passer temporaires pour accélérer le mouvement de la main-d'œuvre.

Le mouvement de la main-d'œuvre au-delà des frontières des voisins de l'Afrique subsaharienne pourrait être encouragé. Pendant les périodes de contraction économique, les décideurs de ces pays voisins sentent les mêmes pressions politiques xénophobes, tout comme les gouvernements des pays riches, pour favoriser les travailleurs autochtones et rationner les services publics aux non-autochtones.

Moins d'un tiers des gouvernements en Afrique subsaharienne ont ratifié la Convention internationale sur la Protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leurs familles. Pour profiter véritablement des avantages de la mobilité de la main-d'œuvre en vue d'une accélération plus rapide de la croissance économique et de la convergence de l'ensemble des pays voisins de l'Afrique subsaharienne, on peut faire beaucoup plus pour accueillir les migrants et ouvrir des canaux pour le flux des transferts de fonds dans leurs pays d'origine.

Source : Lucas 2006.

Le nombre de migrants de l'Afrique subsaharienne a baissé depuis 1960

Par 1000 personnes, par voisinage régional

Voisinage	1960	1970	1980	1990	2000
Afrique de l'Est	37.3	31.6	35.3	31.2	17.9
Afrique centrale	40.7	44.2	35.9	20.6	16.0
Afrique australe	49.7	40.6	33.3	34.5	30.6
Afrique de l'Ouest	28.0	27.3	34.6	28.5	30.0
Afrique subsaharienne	35.6	32.8	35.0	29.0	23.0

Source: UN Population Division, in Lucas 2006.

Tableau 9.1 Quelques accords régionaux prévoient la mobilité totale de la main-d'œuvre

Degré de mobilité stipulé	Accord
Mobilité totale de la main-d'œuvre	Union européenne, accord sur l'espace économique européen, l'Association européenne de libre-échange, relations économiques étroites entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
Accès au marché de certains groupes	Communauté caribéenne, Accord de libre-échange nord-américain, accords de l'Europe, Groupe des trois et accords de libre-échange Canada-Chili, U.S.A.-Singapour, U.S.-Chili, USA-Chili, Japon-Singapour
Sur la base du mode 4 du GATS, avec quelques dispositions ou restrictions supplémentaires	Zone de libre-échange de l'ASEAN, Accords d'association Euro-Med, partenariat économique étroit entre la Nouvelle-Zélande et Singapour, *Southern Common Market Agreement* et accords de libre-échange UE-Mexique, UE-Chili, MERCOSUR, USA- Jordanie.
Aucune disposition effective pour la mobilité de la main-d'œuvre	Forum de coopération économique Asie-Pacifique, Association sud-asiatique pour la coopération régionale, accord de libre-échange d'Europe centrale et marché commun de l'Afrique de l'Est et australe (COMESA)

Encadré 9 Diversifier la production à travers la coopération régionale

La diversification d'une économie n'est pas une tâche facile. Hidalgo, Barabasi et Haussman (2007) montrent que la structure d'exportation actuelle d'un pays détermine comment il sera facile de diversifier sa base de production à l'aide de produits de plus grande valeur. Ils utilisent la métaphore d'une forêt qui représente l'espace du produit (le même pour tous les pays du monde). Chaque arbre est un produit, et les entreprises sont des singes qui peuvent monter très haut sur un arbre pour améliorer leur valeur ajoutée (diversification intensive) ou sauter sur un autre arbre d'une plus grande valeur (diversification extensive).

Les entreprises des pays en développement estiment qu'il est plus facile de croître grâce à la diversification intensive qui renforce les capacités qu'elles possèdent déjà. L'autre alternative, qui offre des revenus plus élevés ou qui répond à des concurrents à plus bas coûts, est de sauter sur des arbres d'une plus grande valeur. Même si un pays a la chance d'avoir des arbres de plus grande valeur à proximité de son unité de production, le saut demeure onéreux et risqué. Il peut exiger de l'infrastructure physique, un savoir-faire spécifique, la connaissance des goûts et des normes des marchés ciblés, et un accès facile et bon marché à des facteurs de production spécifiques. Haussman et Rodrik (2003) appellent ces besoins d'investissement initiaux la « découverte du coût », une recherche par les premières entreprises pour explorer ces nouvelles opportunités.

La découverte du coût peut être facilitée de plusieurs façons. Les investissements étrangers directs peuvent fournir une bonne partie des informations et du savoir-faire requis, de même que ce que l'on apprend de ses voisins. La coopération entre des pays voisins peut par conséquent aider, en fournissant l'échelle attrayante pour les investisseurs étrangers et l'accès aux marchandises intermédiaires importantes qui rendent le saut vers un nouveau produit moins cher et moins risqué. La coopération peut offrir un débouché pour les producteurs de produits intermédiaires qui vendent à des entreprises innovantes ailleurs dans le voisinage.

Lorsque les exportations africaines sont entre 1980 et 2004 confrontées à un marché mondial de quelque 800 produits (des industries à quatre chiffres), la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale semble avoir seulement quelques options de diversification (le bois et ses manufactures). Les membres de la communauté de l'Afrique de l'Est ont plus d'options parce que leurs exportations sont plus diversifiées (fruits et légumes, aliments préparés, poisson, bois et ses manufactures, coton, textiles, manufactures de faible technologie, produits métalliques, produits chimiques, et minéraux). D'autres pays avec des structures de production semblables sont allés jusqu'à diversifier des ensembles tels le coton, les textiles et les vêtements qui jouissent actuellement des préférences dans le cadre de l'*African Growth and Opportunity Act* sur le marché américain.

Presque tous les membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine peuvent profiter de la coopération dans au moins sept ensembles de produits (fruits et légumes et leurs produits, le bois et ses manufactures, le coton, les manufactures de faible technologie, les produits chimiques et les minéraux) afin de réduire leur dépendance excessive vis-à-vis des exportations agricoles traditionnelles telles que le café et le cacao.
Les membres de l'Union douanière de l'Afrique australe, à l'exception de l'Afrique du Sud, peuvent gagner beaucoup plus que d'autres unions, de la coopération dans les ensembles de ressources naturelles et de produits manufacturés, parce qu'ils ont des options de diversification beaucoup plus faciles drainées par la logistique, les finances, les compétences et l'infrastructure, qui reflètent leur statut de pays à revenu intermédiaire.

En regardant les domaines d'activité économique les plus prometteurs pour le processus de développement, les pays peuvent concentrer leur coopération sur l'infrastructure de secteurs spécifiques, tels que des normes communes, des systèmes de conformité et de métrologie et des programmes spécifiques destinés à développer une main-d'œuvre qualifiée et adapter les nouvelles technologies. Cela peut compléter les domaines généraux de coopération en matière d'infrastructure régionale, améliorer la réglementation des entreprises et renforcer les systèmes judiciaires.

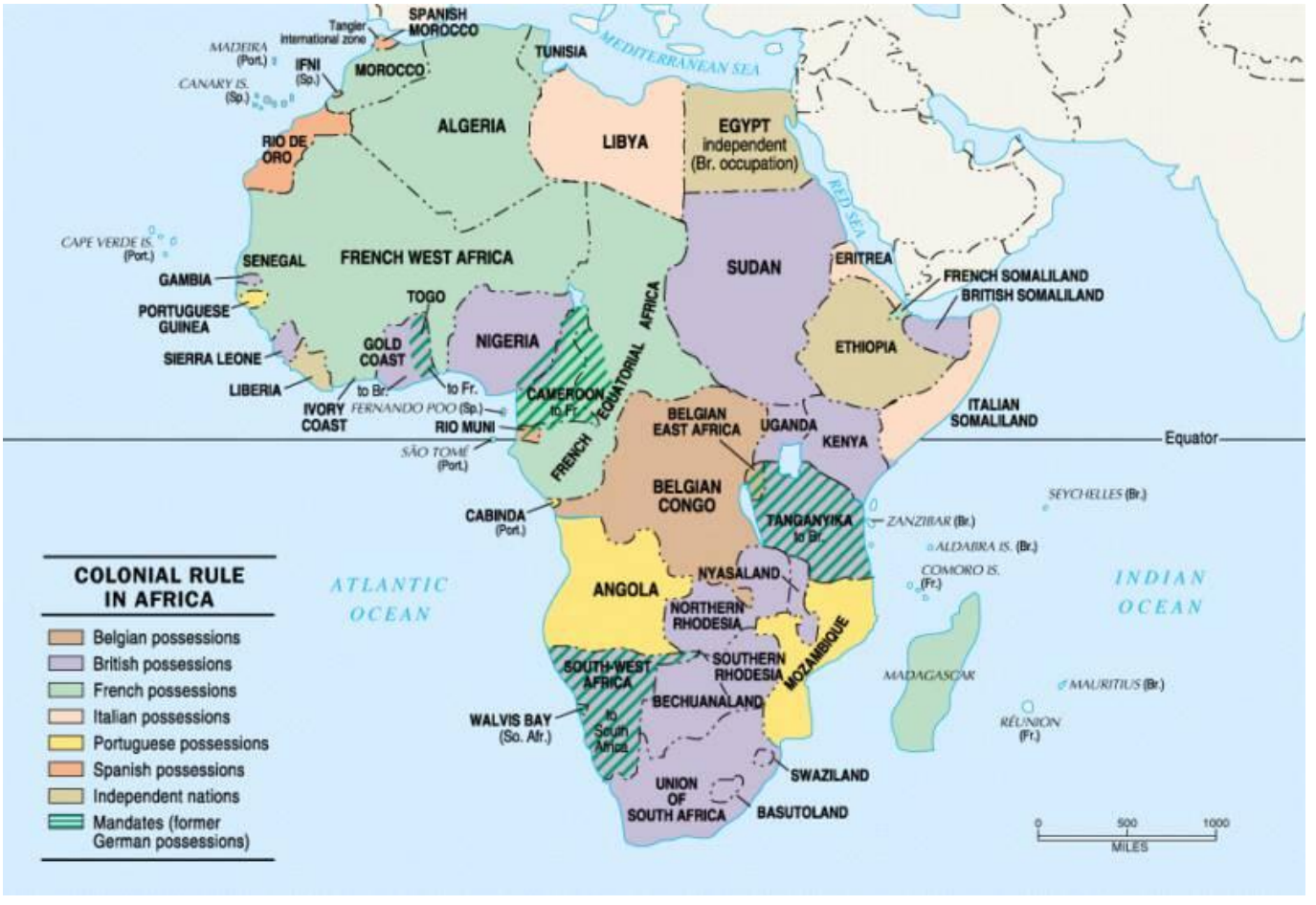
Fait à partir des contributions de Vandana Chan-dra, Jessica Boccardo et Israël Osorio.

Tableau 9.2 L'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud, le Moyen-orient et l'Afrique du Nord sont plus affectés par une infrastructure peu fiable, l'Asie de l'Est l'est moins

	EAP	ECA	LAC	MNA	SAR	SSA	OECD
Delay in obtaining an electrical connection (days)	19.4	9.3	32.9	53.7	**56.3**	43.8	9.7
Value lost due to electrical outages (% of sales)	2.5	3.1	3.6	4.2	5.6	**5.7**	2.3
Number of water supply failures (days)	3.5	7.5	4.5	41.7	12.0	**37.2**	0.3
Delay in obtaining a mainline telephone connection (days)	15.8	13.4	45.1	49.9	**66.3**	58.4	9.0
Firms (%) using the Web in interaction with	23.7	56.7	40.9	34.2	29.2	**20.4**	80.2

Source: World Bank ICA database.
Remarque: EAP = Asie de l'Est et le Pacifique ; ECA = Europe et Asie centrale ; LAC = Amérique latine et les Caraïbes ; MNA = Moyen-Orient et Afrique du Nord ; SAR = Région d'Asie du Sud ; SSA = Afrique subsaharienne

Carte G4.1 Les frontières de l'Afrique étaient tracées avant la 1ère Guerre mondiale



Source: WDR 2009 team, based on Pakenham 1992.

L'Afrique est le continent le moins urbanisé au monde, avec seulement un tiers de la population vivant dans les zones urbaines en 2000, selon les *World Urbanized Prospects* des Nations Unies. Etant donné le manque de recensements réguliers et récents, cela est peut-être même une exagération. L'indice des agglomérations dans le chapitre 1 donne à l'Afrique un score de 30 %, contre environ 50 pour cent pour le reste du monde.

Les divisions entre les pays d'Afrique peuvent perturber le rythme d'urbanisation. D'après une simulation, si les 50 pays d'Afrique étaient 50 États dans un seul pays, à l'instar des États-Unis, les plus grandes villes seraient même plus grandes qu'elles le sont aujourd'hui, capables de soutenir des économies diversifiées et de favoriser l'éclosion de l'entreprenariat, des compétences et de l'innovation. En l'absence de telles perspectives, les travailleurs qualifiés de l'Afrique ont migré vers d'autres continents.

Les longues distances augmentent les frais de transport et réduisent la mobilité des facteurs

Les distances renforcent les effets de la faible densité de la population sur la productivité en Afrique. Même si une grande partie du problème est due à la distance qui sépare l'Afrique des marchés mondiaux, le problème principal est domestique — de longues distances à l'intérieur des pays. Le tableau G4.1 indique que l'Afrique a l'une des densités routières les plus faibles au monde, après l'Amérique latine.

Tableau G 4.1 Régions distantes et divisées

Region	Trading time across for exports (days)[a]	Average transport ($ per container to Baltimore)[b]	Population in landlocked countries (%)[b]	Ratio of number countries to surface area[b]	Road density (km² of road per surface area) (1999)[c]	Estimated number of conflicts, (1940–2000)[d]
East Asia &	24	3,900	0.42	1.44	0.72	8
Europe &	29	–	23.00	1.17	–	13
Latin America	22	4,600	2.77	1.52	0.12	15
Middle East &	27	2,100	0	1.60	0.33	17
South Asia	34	3,900	3.78	1.67	0.85	24
Sub-Saharan	40	7,600	40.20	2.00	0.13	34

Sources: a. World Bank 2006b, p. 44; b. Ndulu and others 2007, p. 101; c. Ndulu and others 2007, p. 29; d. Fearon and Laitin 2003, pp. 7–10.
Note: – = not available

Cependant, contrairement à l'Amérique latine — où la population vit en grande partie le long de la côte, ce qui rend inutile la construction de routes à l'intérieur — le tiers de la population de l'Afrique vit dans des pays enclavés et très loin des marchés mondiaux. Les distances économiques en Afrique — distances en terme d'accès aux marchés (voir chapitre 2) — sont davantage allongées par les conflits armés et la diversité linguistique (voir carte G4.1). La distance économique a éloigné une grande partie des Africains de l'accès aux marchés locaux et mondiaux. Les facteurs physiques, tels l'absence relative de rivières navigables et de ports naturels, ont sérieusement entravé le commerce. Les faibles niveaux de commerce local et international limitent indirectement les potentialités de croissance.

Les profondes divisions augmentent les frais de transport

L'Afrique subsaharienne est un continent très fragmenté avec beaucoup de frontières, beaucoup de voisins et des frais de transport élevés. L'Afrique est physiquement aussi proche des marchés mondiaux que l'Asie de l'Est — environ 7 500 kilomètres — et plus proche que l'Amérique latine (9 000 kilomètres). Cependant, il est presque deux fois plus cher d'expédier de l'Afrique un conteneur vers la côte est des États-Unis que des autres régions (voir tableau G4.1). La cherté de l'accès aux marchés mondiaux est davantage compliquée par les coûts onéreux de l'accès aux marchés régionaux. Il faut à un exportateur africain environ 40 jours pour traverser la frontière d'un pays voisin, comparativement à 22 jours pour un homologue de l'Amérique latine. Pour le tiers des Africains qui vivent dans des pays enclavés, les coûts de la division sont encore plus élevés. Ils doivent transporter sur de longues distances des marchandises par voie terrestre — cela est cher parce qu'une augmentation de 1 % de la distance augmente les frais de transport d'environ 0,25 percent. Et les pays enclavés doivent compter sur la bonne volonté (et l'investissement efficace) de leurs voisins pour avoir accès aux ports et aux marchés.

Relever le défi — une meilleure urbanisation, une plus grande spécialisation locale et plus d'intégration régionale

L’Afrique peut réduire les limites de sa géographie économique médiocre. De meilleures agglomérations urbaines peuvent assurer des économies d’échelle. Les voies de transport peuvent aider à la croissance des marchés locaux. Et l'intégration régionale et mondiale peut favoriser le commerce. L'intégration régionale, la mobilité de la main-d’œuvre, les investissements dans le commerce, les infrastructures de communication et de transport, la paix et la stabilité devraient demeurer prioritaires. Ils favorisent le bon voisinage et les meilleurs voisinages facilitent les investissements, le commerce et la mobilité des facteurs dans un cycle de prospérité.

. L'urbanisation. Contrairement à certaines idées, une bonne urbanisation peut *davantage* aider le développement plus en Afrique qu'ailleurs. Malgré cinq décennies d'urbanisation de qualité médiocre, les niveaux de vie dans les villes d'Afrique sont beaucoup plus élevés que dans les campagnes. Si l'urbanisation peut être mieux gérée, suivant les directives proposées dans le chapitre 7, on peut s’attendre à des gains importants en matière de productivité et de réduction de la pauvreté.

. **Le développement territorial**. Les leçons de la géographie économique sont sans ambiguïté : les entreprises et les travailleurs cherchent les agglomérations, et la migration est un moyen naturel pour augmenter la densité et réduire la distance vers les marchés. Le Chapitre 8 propose quelques principes et priorités pour les pays où les zones arriérées sont peuplées de façon éparse et divisés sur la base de considérations ethniques, religieuses ou linguistiques. L'agriculture est une priorité, mais les politiques visant à aider les zones développées à exploiter les économies d'échelle peuvent être particulièrement importantes en Afrique et contribuer au développement économique.

• **L'intégration régionale**. Compte tenu de son histoire, le régionalisme politique peut être promu dans l'intégration régionale africaine. L'expérience de l'Europe de l'Ouest résumée plus tôt dans le présent Rapport souligne l'importance de commencer modestement et d’avoir des espoirs réalistes. L'intégration régionale prend du temps et n'aura pas lieu dans toutes les régions de l'Afrique à la fois. Les projets d'infrastructure sont un bon point de départ. Mais grâce à l'intégration régionale, l'Afrique peut défaire ce que Bismarck et ses hôtes ont fait en 1884. Le Chapitre 9 montre que beaucoup de pays africains ont fait les premières pas, et soulignant ce que le reste du monde peut faire pour aider.

Ceci est basé sur la contribution de Wim Naudé

Classement des économies par région et revenu, FY2009

Asie Est et Pacifique	
American Samoa	UMC
Cambodia	LIC
China Fiji	LMC
Indonesia	UMC
Kiribati	LMC
Korea, Dem. People's Rep. of	LMC
Lao PDR	LIC
Malaysia	UMC
Marshall Islands	UMC
Micronesia, Fed. States of	LMC
Mongolia	LMC
Myanmar	LMC
Palau	LIC
Papua New Guinea	UMC
Philippines	LIC
Samoa	LMC
Solomon Islands	LMC
Thailand	LIC
Timor-Leste	LMC
Tonga	LMC
Vanuatu	LMC
Vietnam	LMC
	LIC

Europe Asie centrale	
Albania	LMC
Armenia	LMC
Azerbaijan	LMC
Belarus	UMC
Bosnia and Herzegovina	LMC
Bulgaria	UMC
Croatia	UMC
Georgia	LMC
Kazakhstan	UMC
Kyrgyz Republic	LIC
Latvia Lithuania	UMC
Macedonia, FYR	UMC
Moldova	LMC
Montenegro	LMC
Poland	UMC
Romania	UMC
Russian Federation	UMC
Serbia	UMC
Tajikistan	UMC
Turkey	LIC
Turkmenistan	UMC
Ukraine	LMC
Uzbekistan	LMC
	LIC

Amerique latine et Caraïbes	
Argentina	UMC
Belize	UMC
Bolivia	LMC
Brazil	UMC
Chile	UMC
Colombia	LMC
Costa Rica	UMC
Cuba	UMC
Dominica	UMC
Dominican Republic	LMC
Ecuador	LMC
El Salvador	LMC
Grenada	UMC
Guatemala	LMC
Guyana	LMC
Haiti	LIC
Honduras	LMC
Jamaica	UMC
Mexico	UMC
Nicaragua	LMC
Panama	UMC
Paraguay	LMC
Peru	LMC
St. Kitts and Nevis	UMC
St. Lucia	UMC
St. Vincent and the Grenadines	UMC
Suriname	UMC
Uruguay	UMC
Venezuela, R.B.	UMC

Moyen-Orient/AfriqueNord	
Algeria	LMC
Djibouti	LMC
Egypt, Arab Rep. of	LMC
Iran, Islamic Rep. of	LMC
Iraq	LMC
Jordan	LMC
Lebanon	UMC
Libya	UMC
Morocco	LMC
Syrian Arab Republic	LMC
Tunisia	LMC
West Bank and Gaza	LMC
Yemen, Rep. of	LIC

South Asia	
Afghanistan	LIC
Bangladesh	LIC
Bhutan	LMC
India	LMC
Maldives	LMC
Nepal	LIC
Pakistan	LIC
Sri Lanka	LMC

Afrique subsaharienne	
Angola Benin	LMC
Botswana	LIC
Burkina Faso	UMC
Burundi	LIC
Cameroon	LIC
Cape Verde	LMC
Central African Republic	LMC
Chad	LIC
Comoros	LIC
Congo, Dem. Rep. of	LIC
Congo, Rep. of	LIC
Côte d'Ivoire	LMC
Eritrea	LIC
Ethiopia	LIC
Gabon	LIC
Gambia, The	UMC
Ghana	LIC
Guinea	LIC
Guinea-Bissau	LIC
Kenya	LIC
Lesotho	LIC
Liberia	LMC
Madagascar	LIC
Malawi	LIC
Mali	LIC
Mauritania	LIC
Mauritius	LIC
Mayotte	UMC
Mozambique	UMC
Namibia	LIC
Niger	LMC
Nigeria	LIC
Rwanda	LIC
São Tomé and Príncipe	LIC
Senegal	LIC
Seychelles	LIC
Sierra Leone	UMC
Somalia	LIC
South Africa	LIC
Sudan	UMC
Swaziland	LMC
Tanzania	LMC
Togo	LIC
Uganda	LIC
Zambia	LIC
Zimbabwe	LIC
	LIC

OCDE revenue élevé
Australia
Austria
Belgium
Canada
Czech Republic
Denmark
Finland
France
Germany
Greece
Hungary
Iceland
Ireland
Italy
Japan
Korea, Rep. of
Luxembourg
Netherlands
New Zealand
Norway
Portugal
Slovak Republic
Spain Sweden
Switzerland
United Kingdom
United States

Autre revenue élevé
Andorra
Antigua and Barbuda
Aruba
Bahamas, The
Bahrain
Barbados
Bermuda
Brunei Darussalam
Cayman Islands
Channel Islands
Cyprus
Equatorial Guinea
Estonia
Faeroe Islands
French Polynesia
Greenland
Guam
Hong Kong, China
Isle of Man
Israel
Kuwait
Liechtenstein
Macao, China
Malta
Monaco
Netherlands Antilles
New Caledonia
Northern Mariana Islands
Oman
Puerto Rico
Qatar
San Marino
Saudi Arabia
Singapore
Slovenia
Taiwan, China
Trinidad and Tobago
United Arab Emirates
Virgin Islands (U.S.)

Ce tableau classe les économies de tous les membres de la Banque mondiale dont l'effectif de la population dépasse 30 000 personnes. Les économies sont divisées entre les groupes de revenu selon le RNB 2007 par habitant, calculé à l'aide de la méthode Atlas de la Banque mondiale. Les groupes sont des groupes à faible revenu (LIC), 935 $ ou moins ; pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure (PRITI), $936–3, 705 ; pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure (PRITS), $3, 706–11, 455 ; et revenu élevé, 11 456 $ ou plus.

Source: World Bank data.

Tableau 1 Indicateurs clés de développement

	Population			Population age composition	GNI[a]		PPP GNI[b]		Gross domestic product	Life expectancy at birth		Adult literacy rate	Carbon dioxide emissions
	Millions 2007	Average annual % growth 2000–07	Density people per sq. km 2007	% ages 0–14 2007	$ billions 2007	$ per capita 2007	$ billions 2007	$ per capita 2007	% growth per capita 2006–07	Male years 2006	Female years 2006	% ages 15 and older 2005	per capita metric tons 2004
Afghanistan	..	..	..	..	10.1	..[c]	27.2[d]	..[d]	..	..	..	..	0.0
Albania	3	0.5	116	25	10.5	3,290	20.9	6,580	5.7	73	80	*99*	1.2
Algeria	34	1.5	14	28	122.5	3,620	258.8[d]	7,640[d]	1.6	71	73	*70*	6.0
Angola	17	2.9	14	46	43.6	2,560	74.9	4,400	20.1	41	44	*67*	0.5
Argentina	40	1.0	14	26	238.9	6,050	513.0	12,990	7.6	71	79	*97*	3.7
Armenia	3	–0.4	106	19	7.9	2,640	17.7	5,900	14.0	68	75	*99*	1.2
Australia	21	1.3	3	19	755.8	35,960	700.6	33,340	2.9	79	83	..	16.2
Austria	8	0.5	101	15	355.1	42,700	316.8	38,090	3.0	77	83	..	8.5
Azerbaijan	9	0.9	104	23	21.9	2,550	54.6	6,370	18.0	70	75	..	3.8
Bangladesh	159	1.8	1,218	34	75.1	470	212.7	1,340	4.8	63	65	*47*	0.3
Belarus	10	–0.4	47	15	40.9	4,220	104.2	10,740	8.5	63	74	..	6.6
Belgium	11	0.5	352	17	432.5	40,710	373.1	35,110	2.1	77	82	..	9.7
Benin	9	3.2	82	44	5.1	570	11.9	1,310	1.5	55	57	*35*	0.3
Bolivia	10	1.9	9	37	12.0	1,260	39.4	4,140	2.8	63	67	*87*	0.8
Bosnia and Herzegovina	4	0.3	74	17	14.3	3,790	28.6	7,280	6.8	72	77	*97*	4.0
Brazil	192	1.4	23	27	1,133.0	5,910	1,795.7	9,370	4.2	69	76	*89*	1.8
Bulgaria	8	–0.8	70	13	35.1	4,590	85.4	11,180	6.9	69	76	*98*	5.5
Burkina Faso	15	3.1	54	46	6.4	430	16.5	1,120	1.0	50	53	*24*	0.1
Burundi	8	3.5	331	44	0.9	110	2.8	330	–0.3	48	50	*59*	0.0
Cambodia	14	1.8	82	36	7.9	540	24.5	1,690	8.4	57	61	*74*	0.0
Cameroon	19	2.2	40	41	19.5	1,050	39.2	2,120	1.3	50	51	*68*	0.2
Canada	33	1.0	4	17	1,300.0	39,420	1,164.2	35,310	1.7	78	83	..	20.0
Central African Republic	4	1.7	7	42	1.7	380	3.2	740	2.3	43	46	*49*	0.1
Chad	11	3.4	9	46	5.8	540	13.8	1,280	–2.1	49	52	*26*	0.0
Chile	17	1.1	22	24	138.6	8,350	209.0	12,590	4.1	75	81	*96*	3.9
China	1,320	0.6	142	21	3,120.9	2,360	7,083.5	5,370	11.2	70	74	*91*	3.9
Hong Kong, China	7	0.5	6,647	14	218.9	31,610	305.1	44,050	5.3	79	85	..	5.5
Colombia	46	1.4	42	29	149.9	3,250	306.2	6,640	6.2	69	76	93	1.2
Congo, Dem. Rep. of	62	3.0	28	47	8.6	140	17.9	290	3.5	45	47	*67*	0.0
Congo, Rep. of	4	2.3	11	42	5.8	1,540	10.4	2,750	–3.6	54	56	*85*	1.0
Costa Rica	4	1.8	87	27	24.8	5,560	47.7[d]	10,700[d]	4.8	76	81	*95*	1.5
Côte d'Ivoire	19	1.7	61	41	17.5	910	30.7	1,590	–0.1	47	49	*49*	0.3
Croatia	4	–0.2	79	15	46.4	10,460	66.8	15,050	5.6	73	79	*98*	5.3
Czech Republic	10	0.1	134	14	149.4	14,450	225.5	21,820	5.0	73	80	..	11.5
Denmark	5	0.3	129	19	299.8	54,910	200.6	36,740	1.4	76	80	..	9.8
Dominican Republic	10	1.6	202	33	34.6	3,550	61.8[d]	6,340[d]	7.0	69	75	*87*	2.1
Ecuador	13	1.2	48	32	41.2	3,080	93.9	7,040	0.9	72	78	*91*	2.3
Egypt, Arab Rep. of	75	1.8	76	33	119.4	1,580	407.6	5,400	5.2	69	73	*71*	2.2
El Salvador	7	1.4	331	33	19.5	2,850	38.6[d]	5,640[d]	2.8	69	75	*81*	0.9
Eritrea	5	3.9	48	43	1.1	230	2.5[d]	520[d]	–2.3	55	60	..	0.2
Ethiopia	79	2.6	79	44	17.6	220	61.7	780	8.4	51	54	*36*	0.1
Finland	5	0.3	17	17	234.8	44,400	186.5	35,270	4.0	76	83	..	12.6
France	62	0.7	112	18	2,447.1	38,500[e]	2,065.4	33,470	1.6	77	84	..	6.2
Georgia	4	–1.0	63	18	9.3	2,120	21.0	4,770	13.4	67	75	..	0.9
Germany	82	0.0[f]	236	14	3,197.0	38,860	2,782.7	33,820	2.6	76	82	..	9.8
Ghana	23	2.2	103	38	13.9	590	31.2	1,330	4.3	59	60	*58*	0.3
Greece	11	0.4	87	14	331.7	29,630	364.1	32,520	3.6	77	82	*96*	8.7
Guatemala	13	2.5	123	43	32.6	2,440	60.4[d]	4,520[d]	3.2	66	74	*69*	1.0
Guinea	9	1.9	38	43	3.7	400	10.5	1,120	–0.6	54	57	*29*	0.2
Haiti	10	1.6	349	37	5.4	560	11.1[d]	1,150[d]	1.4	59	62	..	0.2
Honduras	7	1.9	63	39	11.3	1,600	25.7[d]	3,620[d]	4.5	66	73	*80*	1.1
Hungary	10	–0.2	112	15	116.3	11,570	175.2	17,430	1.5	69	77	..	5.7
India	1,123	1.4	378	32	1,069.4	950	3,078.7	2,740	7.7	63	66	*61*	1.2
Indonesia	226	1.3	125	28	373.1	1,650	807.9	3,580	5.1	66	70	*90*	1.7
Iran, Islamic Rep. of	71	1.5	44	27	246.5	3,470	766.9	10,800	6.2	69	72	82	6.4
Iraq	..	..	..	..	..	..[g]	..	..	..	..	..	..	3.0
Ireland	4	2.0	63	21	210.2	48,140	161.7	37,040	2.8	77	82	..	10.4
Israel	7	1.9	331	28	157.1	21,900	186.0	25,930	3.4	78	82	..	10.5
Italy	59	0.6	202	14	1,991.3	33,540	1,775.3	29,900	0.8	78	84	*98*	7.7
Japan	128	0.1	351	14	4,813.3	37,670	4,420.6	34,600	2.1	79	86	..	9.8
Jordan	6	2.5	65	36	16.3	2,850	29.5	5,160	2.6	71	74	91	3.1
Kazakhstan	15	0.6	6	24	78.3	5,060	150.1	9,700	7.3	61	72	..	13.3
Kenya	38	2.6	66	43	25.6	680	57.8	1,540	4.1	52	55	*74*	0.3
Korea, Rep. of	49	0.5	492	18	955.8	19,690	1,201.1	24,750	4.7	75	82	..	9.7
Kyrgyz Republic	5	0.9	27	30	3.1	590	10.2	1,950	6.4	64	72	..	1.1
Lao PDR	6	1.6	25	38	3.4	580	11.4	1,940	5.3	63	65	*69*	0.2
Lebanon	4	1.2	401	28	23.7	5,770	41.2	10,050	1.0	70	74	..	4.1
Liberia	4	2.9	39	47	0.6	150	1.1	290	4.3	44	46	*52*	0.1
Libya	6	2.0	4	30	55.5	9,010	90.6[d]	14,710[d]	4.8	71	77	*84*	10.3
Lithuania	3	–0.5	54	16	33.5	9,920	58.0	17,180	9.4	65	77	*100*	3.9
Madagascar	20	2.8	34	43	6.3	320	18.2	920	3.7	57	61	*71*	0.2
Malawi	14	2.6	148	47	3.5	250	10.5	750	4.7	47	48	..	0.1
Malaysia	27	1.9	81	30	173.7	6,540	360.2	13,570	4.0	72	76	*89*	7.0
Mali	12	3.0	10	48	6.1	500	12.8	1,040	–0.3	52	56	*24*	0.1
Mauritania	3	2.8	3	40	2.6	840	6.3	2,010	–0.6	62	66	*51*	0.9
Mexico	105	1.0	54	30	878.0	8,340	1,324.6	12,580	2.3	72	77	92	4.3
Moldova	4	–1.3	115	19	4.3	1,260[h]	11.1	2,930	4.1	65	72	*99*	2.0
Morocco	31	1.2	69	29	69.4	2,250	123.3	3,990	1.1	69	73	*52*	1.4
Mozambique	21	2.3	27	44	6.8	320	14.8	690	5.0	42	43	..	0.1
Myanmar	49	0.9	74	26	..	..[c]	..	..	*4.1*	59	65	*90*	0.2

	Population			Population age composition	GNI[a]		PPP GNI[b]		Gross domestic product	Life expectancy at birth		Adult literacy	Carbon dioxide emissions
	Millions 2007	Average annual % growth 2000–07	Density people per sq. km 2007	% ages 0–14 2007	$ billions 2007	$ per capita 2007	$ billions 2007	$ per capita 2007	per capita % growth 2006–07	Male years 2006	Female years 2006	rate % ages 15 and older 2005	per capita metric tons 2004
Nepal	28	2.0	197	38	9.7	340	29.2	1,040	0.8	63	64	*49*	0.1
Netherlands	16	0.4	484	18	750.5	45,820	647.1	39,500	3.3	78	82	..	8.7
New Zealand	4	1.3	16	21	121.7	28,780	111.4	26,340	2.3	78	82	..	7.7
Nicaragua	6	1.3	46	37	5.5	980	14.1[d]	2,520[d]	2.9	70	76	*77*	0.7
Niger	14	3.5	11	48	4.0	280	9.0	630	–0.1	57	56	29	0.1
Nigeria	148	2.4	162	44	137.1	930	262.5	1,770	4.0	46	47	*69*	0.8
Norway	5	0.7	15	19	360.0	76,450	252.8	53,690	2.4	78	83	..	19.1
Pakistan	162	2.3	211	36	141.0	870	417.5	2,570	4.2	65	66	50	0.8
Panama	3	1.8	45	30	18.4	5,510	35.4[d]	10,610[d]	9.4	73	78	*92*	1.8
Papua New Guinea	6	2.3	14	40	5.4	850	11.8[d]	1,870[d]	4.2	55	60	*57*	0.4
Paraguay	6	1.9	15	35	10.2	1,670	26.8	4,380	4.6	69	74	*93*	0.7
Peru	28	1.2	22	31	96.2	3,450	201.9	7,240	7.8	69	74	88	1.2
Philippines	88	2.0	295	35	142.6	1,620	327.8	3,730	5.3	69	74	*93*	1.0
Poland	38	–0.1	124	15	374.6	9,840	593.3	15,590	6.7	71	80	..	8.0
Portugal	11	0.5	116	16	201.1	18,950	219.0	20,640	1.7	75	82	*94*	5.6
Romania	22	–0.6	94	15	132.5	6,150	236.6	10,980	6.4	69	76	*97*	4.2
Russian Federation	142	–0.5	9	15	1,071.0	7,560	2,039.1	14,400	8.8	59	73	*99*	10.6
Rwanda	10	2.5	395	43	3.1	320	8.4	860	3.0	44	47	*65*	0.1
Saudi Arabia	24	2.3	12	34	373.5	15,440	554.3	22,910	1.2	71	75	*83*	13.7
Senegal	12	2.6	64	42	10.2	820	20.3	1,640	1.9	61	65	*39*	0.4
Serbia	7[i]	–0.3[i]	95[i]	18	35.0	4,730[i]	75.5	10,220	6.9	70[i]	76[i]	..	..
Sierra Leone	6	3.7	82	43	1.5	260	3.9	660	4.6	41	44	*35*	0.2
Singapore	5	1.9	6,660	18	149.0	32,470	222.7	48,520	3.3	78	82	*93*	12.5
Slovak Republic	5	0.0[f]	112	16	63.3	11,730	104.3	19,330	10.3	70	78	..	6.7
Somalia	9	3.0	14	44	..	..[c]	..	..	..	47	49	..	..
South Africa	48	1.1	39	32	274.0	5,760	454.8	9,560	4.4	49	53	..	9.4
Spain	45	1.6	90	15	1,321.8	29,450	1,351.1	30,110	2.0	78	84	..	7.7
Sri Lanka	20	0.4	309	23	30.8	1,540	84.0	4,210	6.5	72	78	*91*	0.6
Sudan	39	2.1	16	40	37.0	960	72.6	1,880	7.8	57	60	*61*	0.3
Sweden	9	0.4	22	17	421.3	46,060	327.9	35,840	1.8	79	83	..	5.9
Switzerland	8	0.7	189	16	452.1	59,880	325.3	43,080	2.2	79	84	..	5.5
Syrian Arab Republic	20	2.7	108	36	35.0	1,760	87.0	4,370	4.0	72	76	*81*	3.7
Tajikistan	7	1.3	48	38	3.1	460	11.5	1,710	6.2	64	69	*99*	0.8
Tanzania	40	2.5	46	44	16.3	400[j]	48.7	1,200	4.5	51	53	*69*	0.1
Thailand	64	0.7	125	21	217.4	3,400	503.1	7,880	4.1	66	75	*93*	4.3
Togo	7	2.8	121	43	2.4	360	5.2	800	–0.5	56	60	*53*	0.4
Tunisia	10	1.0	66	25	32.8	3,200	73.0	7,130	5.1	72	76	*74*	2.3
Turkey	74	1.3	96	27	592.9	8,020	893.1	12,090	3.2	69	74	*87*	3.2
Turkmenistan	5	1.4	11	30	..	..[g]	*21.0*[d]	*4,350*[d]	..	59	67	..	8.8
Uganda	31	3.2	157	49	10.5	340	28.5	920	2.9	50	51	*67*	0.1
Ukraine	46	–0.8	80	14	118.4	2,550	315.9	6,810	8.2	62	74	*99*	7.0
United Arab Emirates	4	4.2	52	20	..	..[k]	..	..	*4.4*	77	82	*89*	37.8
United Kingdom	61	0.5	252	18	2,608.5	42,740	2,097.9	34,370	2.3	77	81	..	9.8
United States	302	0.9	33	20	13,886.5	46,040	13,829.0	45,850	1.5	75	81	..	20.6
Uruguay	3	0.1	19	23	21.2	6,380	36.6	11,040	7.3	72	80	..	1.7
Uzbekistan	27	1.2	63	32	19.7	730	65.3[d]	2,430[d]	7.9	64	71	..	5.3
Venezuela, R.B. de	27	1.7	31	31	201.2	7,320	327.5	11,920	6.6	72	77	*93*	6.6
Vietnam	85	1.3	275	28	67.2	790	216.9	2,550	7.2	68	73	..	1.2
West Bank and Gaza	4	3.8	643	45	*4.5*	*1,230*	..	..	–4.9	71	74	*92*	..
Yemen, Rep.	22	3.0	42	45	19.4	870	49.3	2,200	0.6	61	64	*54*	1.0
Zambia	12	1.9	16	46	9.5	800	14.6	1,220	4.0	41	42	..	0.2
Zimbabwe	13	0.8	35	38	*4.5*	*340*	..	..	*–6.0*	43	42	*89*	0.8
World	6,612s	1.2w	51w	28w	52,621.4t	7,958w	65,144.4t	9,852w	2.6w	66w	70w	82w	4.3w
Low income	1,296	2.2	61	39	748.8	578	1,935.2	1,494	4.3	56	58	61	0.6
Middle income	4,260	1.0	57	27	12,234.7	2,872	25,353.6	5,952	6.9	67	71	90	3.2
Lower middle income	3,437	1.1	100	27	6,485.0	1,887	15,613.9	4,543	8.6	67	70	89	2.6
Upper middle income	823	0.7	20	24	5,749.6	6,987	9,765.9	11,868	5.1	67	74	93	5.5
Low and middle income	5,556	1.3	58	29	12,985.9	2,337	27,283.9	4,911	6.5	64	68	79	2.6
East Asia & Pacific	1,914	0.8	121	23	4,173.5	2,180	9,449.8	4,937	9.6	69	73	91	3.3
Europe & Central Asia	445	0.0[f]	19	19	2,693.7	6,051	4,947.7	11,115	6.7	64	74	97	7.1
Latin America & the Caribbean	563	1.3	28	29	3,118.0	5,540	5,245.9	9,321	4.5	70	76	90	2.6
Middle East & North Africa	313	1.8	36	32	875.6	2,794	2,314.7	7,385	4.0	68	72	73	3.8
South Asia	1,520	1.6	318	33	1,338.6	880	3,856.7	2,537	7.0	63	66	58	1.1
Sub-Saharan Africa	800	2.5	34	43	761.6	952	1,496.1	1,870	3.7	49	52	59	0.9
High income	1,056	0.7	32	18	39,682.1	37,566	38,133.5	36,100	2.0	76	82	99	13.1

a. Calculées à l'aide de la méthode Atlas de la Banque mondiale. b. PPA signifie parité de pouvoir d'achat ; voir les notes techniques. c. estimée comme étant un faible revenu (935 $ ou moins). d. l'estimation est basée sur une régression ; les autres sont déduites des dernières estimations du programme de comparaison internationale. e. l'INB et les estimations de l'INB par habitant comprennent les départements d'outre-mer français, à savoir la Guyane, Guadeloupe, Martinique et la Réunion. f. Moins de 0,05. g. estimée comme étant à revenu intermédiaire, tranche inférieure (936 $ à 3 705 $). h. exclut les données de Transnistrie. i. exclut les données du Kosovo et Metohija. j. données concernant la Tanzanie (terrestre) seulement. k. estimée comme étant à revenu élevé (11.456 $ ou plus).

Tableau 2 OMD: éradication de la pauvreté et l'amélioration du niveau de vie

	Eradicate extreme poverty and hunger			Achieve universal primary education		Promote gender equality		Reduce child mortality		Improve maternal health				Combat HIV/AIDS and other diseases
	Share of poorest quintile in national consumption or income % [b]	Prevalence of child malnutrition % of children under 5		Primary completion rate[a] %		Ratio of girls to boys enrollments in primary and secondary school[a] %		Under-five mortality rate per 1,000		Births attended by skilled health staff % of total		Contraceptive Prevalence rate % of married women ages 15–49		HIV prevalence % of population ages 15–49
	1992–2005	1990	2000–07[b]	1991	2006	1991	2006	1990	2006	1990	2000–07[b]	1990	2000–07[b]	2005
Afghanistan	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Albania	8.2[c]	..	17.0	..	96	96	97	45	17	..	100	..	60	0.2
Algeria	7.0[c]	..	10.2	80	85	83	99	69	38	77	95	47	61	0.1
Angola	..	..	27.5	35	..	..	..	260	260	..	45	..	6	3.7
Argentina	3.1[d,e]	..	2.3	..	97	..	104	29	16	96	99	..	..	0.6
Armenia	8.5[c]	..	4.2	..	91	..	104	56	24	..	98	..	53	0.1
Australia	5.9[e]	..	..	..	..	101	97	10	6	100	100	..	..	0.1
Austria	8.6[e]	..	..	..	103	95	97	10	5	..	..	..	..	0.3
Azerbaijan	7.4[c]	..	14.0	..	92	100	96	105	88	..	100	..	55	0.1
Bangladesh	8.8[c]	..	39.2	49	72	..	103	149	69	..	20	31	58	<0.1
Belarus	8.8[c]	..	1.3	94	95	..	101	24	13	..	100	..	73	0.3
Belgium	8.5[e]	..	..	79	87	101	98	10	4	..	..	78	..	0.3
Benin	7.4[c]	..	21.5	21	64	49	73	185	148	..	79	..	17	1.8
Bolivia	1.5[e]	8.9	5.9	..	101	..	98	125	61	43	67	30	58	0.1
Bosnia and Herzegovina	7.0[c]	..	1.6	..	..	..	..	22	15	97	100	..	36	<0.1
Brazil	2.9[e]	..	3.7	93	106	..	103	57	20	72	97	59	..	0.5
Bulgaria	8.7[c]	..	1.6	84	98	99	97	19	14	..	99	..	..	<0.1
Burkina Faso	6.9[c]	..	35.2	20	31	62	80	206	204	..	54	..	17	2.0
Burundi	5.1[c]	..	38.9	46	36	82	89	190	181	..	34	..	9	3.3
Cambodia	6.8[c]	..	28.4	..	87	73	89	116	82	..	44	..	40	1.6
Cameroon	5.6[c]	..	15.1	53	52	83	83	139	149	58	63	16	29	5.5[g]
Canada	7.2[e]	..	..	..	..	99	98	8	6	..	100	..	..	0.3
Central African Republic	2.0[c]	..	21.8	27	24	60	..	173	175	..	53	..	19	10.7
Chad	..	..	33.9	18	31	42	61	201	209	..	14	..	3	3.5
Chile	3.8[e]	..	..	..	95	100	99	21	9	..	100	56	..	0.3
China	4.3[e]	..	6.8	105	..	87	100	45	24	50	98	71	87	0.1[h]
Hong Kong, China	5.3[e]	..	..	102	100	103	98	..	..	..	100	86	..	..
Colombia	2.9[e]	..	5.1	70	105	108	104	35	21	82	96	66	78	0.6
Congo, Dem. Rep. of	..	..	33.6	46	..	..	..	205	205	..	74[k]	8	21[k]	3.2
Congo, Rep.	..	..	11.8	54	73	85	90	103	126	..	86	..	44	5.3
Costa Rica	4.1[e]	..	..	79	89	101	102	18	12	98	99	..	96	0.3
Côte d'Ivoire	5.2[c]	..	20.2	43	43	65	..	153	127	..	57	..	13	7.1
Croatia	8.8[c]	..	..	..	92	102	102	12	6	100	100	..	69	<0.1
Czech Republic	10.3[e]	..	2.1	..	94	98	101	13	4	..	100	78	..	0.1
Denmark	8.3[e]	..	..	98	101	101	101	9	5	..	..	78	..	0.2
Dominican Republic	4.1[e]	8.4	4.2	..	83	..	104	65	29	93	96	56	61	1.1
Ecuador	3.3[c]	..	6.2	..	106	..	100	57	24	..	75	53	73	0.3
Egypt, Arab Rep. of	8.9[c]	..	5.4	..	98[k]	81	95	91	35	37	74	38	59	<0.1
El Salvador	2.7[e]	11.1	6.1	41	88	102	99	60	25	52	92	47	67	0.9
Eritrea	..	..	34.5	..	49	..	72	147	74	..	28	..	8	2.4
Ethiopia	9.1[c]	..	34.6	26	46[k]	68	83[k]	204	123	..	6	4	15	1.4[i]
Finland	9.6[e]	..	..	97	97	109	102	7	4	..	100	77	..	0.1
France	7.2[e]	..	..	104	..	102	100	9	4	..	..	81	..	0.4
Georgia	5.4[c]	..	..	..	85	98	103	46	32	..	92	..	47	0.2
Germany	8.5[e]	..	..	100	97	99	98	9	4	..	100	75	..	0.1
Ghana	5.6[c]	24.1	18.8	61	71	79	95[k]	120	120	40	50	13	17	2.3
Greece	6.7[e]	..	..	99	103	99	98	11	4	..	..	..	..	0.2
Guatemala	3.9[e]	..	17.7	..	77	..	92	82	41	..	41	..	43	0.9
Guinea	7.0[c]	..	22.5	17	64	45	74	235	161	31	38	..	9	1.5
Haiti	2.4[e]	..	18.9	27	..	94	..	152	80	23	26	10	32	2.2[i]
Honduras	3.4[e]	..	8.6	64	89	106	109	58	27	45	67	47	65	1.5
Hungary	8.6[c]	2.3	..	93	96	100	99	17	7	..	100	..	..	0.1
India	8.1[c]	..	43.5	64	86	70	91	115	76	..	47	43	56	0.9
Indonesia	7.1[c]	31.0	24.4	91	99	93	98	91	34	32	72	50	57	0.1
Iran, Islamic Rep. of	6.5[c]	..	..	91	101	85	105	72	34	..	90	49	74	0.2
Iraq	..	..	..	58	..	78	..	53	..	54	..	14	..	..
Ireland	7.4[e]	..	..	..	96	104	103	9	5	..	100	60	..	0.2
Israel	5.7[e]	..	..	..	101	105	101	12	5	..	..	68	..	0.2
Italy	6.5[e]	..	..	104	100	100	99	9	4	..	99	..	..	0.5
Japan	10.6[e]	..	..	101	..	101	100	6	4	100	100	58	56	<0.1
Jordan	6.7[c]	4.8	3.6	72	99	101	102	40	25	87	100	40	56	0.2
Kazakhstan	7.4[c]	..	..	..	101[k]	102	99[k]	60	29	..	100	..	51	0.1
Kenya	6.0[c]	..	16.5	..	93	94	96	97	121	50	42	27	39	6.1
Korea, Rep. of	7.9[e]	..	..	98	101[k]	99	96[k]	9	5	98	100	77	..	<0.1
Kyrgyz Republic	8.9[c]	..	..	..	99	..	100	75	41	..	98	..	48	0.1
Lao PDR	8.1[c]	..	36.4	46	75	76	85	163	75	..	19	..	32	0.1
Lebanon	..	..	3.4	..	80	..	103	37	30	..	98	..	58	0.1
Liberia	..	..	22.8	..	63	..	..	235	235	..	51	..	10	..
Libya	..	..	..	..	..	..	105	41	18	..	..	..	..	0.2
Lithuania	6.8[c]	..	..	..	93	..	100	13	8	..	100	..	..	0.2
Madagascar	4.9[c]	35.5	36.8	33	57	98	96	168	115	57	51	17	27	0.5
Malawi	7.0[c]	24.4	18.4	29	55	81	100	221	120	55	54	13	42	14.1
Malaysia	4.4[e]	..	..	91	98	101	104	22	12	..	98	50	..	0.5
Mali	6.1[c]	..	30.1	13	49	57	74	250	217	..	41	..	8	1.7
Mauritania	6.2[c]	..	30.4	34	47	71	102	133	125	40	57	3	8	0.7
Mexico	4.3[c]	13.9	3.4	88	104	97	99	53	35	..	83	..	71	0.3
Moldova	7.8[c]	..	3.2	..	98	106	103	37	19	..	100	..	68	1.1
Morocco	6.5[c]	8.1	9.9	48	84	70	87	89	37	31	63	42	63	0.1
Mozambique	5.4[c]	..	21.2	26	42	71	85	235	138	..	48	..	17	16.1
Myanmar	..	..	29.6	..	95	97	101	130	104	..	68	17	34	1.3

	Eradicate extreme poverty and hunger			Achieve universal primary education		Promote gender equality		Reduce child mortality		Improve maternal health				Combat HIV/AIDS and other diseases
	Share of poorest quintile in national consumption or income % [b]	Prevalence of child malnutrition % of children under 5		Primary completion rate[a] %		Ratio of girls to boys enrolllments in primary and secondary school[a] %		Under-five mortality rate per 1,000		Births attended by skilled health staff % of total		Contraceptive Prevalence rate % of married women ages 15–49		HIV prevalence % of population ages 15–49
	1992–2005	1990	2000–07[b]	1991	2006	1991	2006	1990	2006	1990	2000–07[b]	1990	2000–07[b]	2005
Nepal	6.0[c]	..	38.8	51	76	59	93	142	59	7	19	23	48	0.5
Netherlands	7.6[e]	..	..	..	..	97	98	9	5	..	100	76	..	0.2
New Zealand	6.4[e]	..	..	100	..	100	103	11	6	..	97	..	..	0.1
Nicaragua	5.6[c]	..	7.8	42	73	109	102	68	36	..	67	..	69	0.2
Niger	2.6[c]	41.0	39.9	18	33	53	70	320	253	15	18	4	11	1.1
Nigeria	5.0[c]	35.1	27.2	..	76	77	83	230	191	33	36	6	13	3.9
Norway	9.6[e]	..	..	100	96	102	100	9	4	100	..	74	..	0.1
Pakistan	9.1[c]	39.0	31.3	..	62	..	78	130	97	19	31	15	28	0.1
Panama	2.5[e]	..	..	86	94	..	101	34	23	..	91	..	..	0.9
Papua New Guinea	4.5[c]	..	..	46	..	80	..	94	73	..	42	..	..	1.8
Paraguay	2.4[e]	2.8	..	68	95	98	99	41	22	66	77	48	73	0.4
Peru	3.7[e]	8.8	5.2	..	101	96	101	78	25	80	87	59	46	0.6
Philippines	5.4[c]	..	20.7	86	94	100	102	62	32	..	60	36	49	<0.1
Poland	7.4[c]	..	..	98	97	101	99	18	7	..	100	49	..	0.1
Portugal	5.8[e]	..	..	95	104	103	101	14	5	98	100	..	..	0.4
Romania	8.2[c]	..	3.5	96	101	99	100	31	18	..	98	..	70	<0.1
Russian Federation	6.1[c]	..	..	..	94	104	99	27	16	..	99	34	..	1.1
Rwanda	5.3[c]	24.3	18.0	35	35	92	102	176	160	26	39	21	17	3.0[i]
Saudi Arabia	..	..	..	55	..	84	..	44	25	..	96	..	..	0.2
Senegal	6.6[c]	..	14.5	42	49	69	92	149	116	..	52	..	12	0.7[i]
Serbia	8.3[c,f]	..	1.8	..	..	..	..	..	8	..	99	..	41	0.2[f]
Sierra Leone	6.5[c]	..	24.7	..	81[k]	67	86[k]	290	270	..	43	..	5	1.6
Singapore	5.0[e]	..	3.3	..	..	95	..	8	3	..	100	65	..	0.3
Slovak Republic	8.8[e]	..	..	96	93	..	100	14	8	..	100	74	..	<0.1
Somalia	..	..	32.8	..	..	..	..	203	145	..	33	1	15	0.9
South Africa	3.5[c]	..	..	76	100	104	100	60	69	..	92	57	60	18.8
Spain	7.0[e]	..	..	..	103	104	103	9	4	..	..	..	..	0.6
Sri Lanka	7.0[c]	..	22.8	102	108	102	..	32	13	..	96	..	70	<0.1
Sudan	..	..	38.4	42	47	77	89	120	89	69	49	9	8	1.6
Sweden	9.1[e]	..	..	96	..	102	100	7	3	..	..	..	..	0.2
Switzerland	7.6[e]	..	..	53	88	97	97	9	5	..	100	..	..	0.4
Syrian Arab Republic	..	..	8.5	89	115	85	95	38	14	..	93	..	58	0.2
Tajikistan	7.8[c]	..	..	..	106	..	88	115	68	..	83	..	38	0.1
Tanzania	7.3[c]	25.1	16.7	62	85[k]	97	..	161	118	53	43	10	26	6.5
Thailand	6.3[c]	..	7.0	..	..	97	104	31	8	..	97	..	77	1.4
Togo	..	21.2	..	35	67	59	73	149	108	31	62	34	17	3.2
Tunisia	6.0[c]	8.5	..	74	120	86	104	52	23	69	90	50	63	0.1
Turkey	5.3[c]	..	3.5	90	96	81	90	82	26	..	83	63	71	0.2
Turkmenistan	6.1[c]	..	..	..	..	..	..	99	51	..	100	..	48	<0.1
Uganda	5.7[c]	19.7	19.0	..	54	82	98	160	134	38	42	5	24	6.4[l]
Ukraine	9.0[c]	..	4.1	94	105	..	99	25	24	..	100	..	66	1.4
United Arab Emirates	..	..	..	103	100	104	101	15	8	..	100	..	..	0.2
United Kingdom	6.1[e]	..	..	..	..	102	102	10	6	..	..	..	84	0.2
United States	5.4[e]	..	1.1	..	95	100	100	11	8	99	99	71	..	0.6
Uruguay	4.5[d,e]	..	6.0	94	99	..	106	23	12	..	99	..	..	0.5
Uzbekistan	7.2[c]	..	4.4	..	100	94	98[k]	74	43	..	100	..	65	0.2
Venezuela, R.B. de	3.3[e]	..	..	43	96	105	103	33	21	..	95	..	..	0.7
Vietnam	7.1[c]	..	20.2	..	..	..	..	53	17	..	88	53	76	0.5[i]
West Bank and Gaza	..	..	..	..	95	..	104	40	22	..	99	..	50	..
Yemen, Rep.	7.2[c]	..	41.3	..	60	..	66	139	100	16	27	10	23	0.2
Zambia	3.6[c]	21.2	23.3	..	84	..	93	180	182	51	43	15	34	17.0
Zimbabwe	4.6[c]	8.0	14.0	97	..	92	97	76	105	70	80	43	60	18.1[j]
World		..w	23.9w	79w	86w	..w	95w	92w	72w	49w	65w	57w	60w	1.0w
Low income		..	28.9	49	65	76	88	164	135	33	41	22	33	2.5
Middle income		..	22.9	82	93	86	97	75	49	48	73	61	69	0.7
Lower middle income		..	25.2	83	91	83	96	81	54	44	69	63	69	0.5
Upper middle income		..	..	88	101	99	100	46	26	79	94	50	67	1.6
Low and middle income		..	24.9	77	85	84	94	101	79	45	62	54	60	1.1
East Asia & Pacific		..	13.3	101	98	90	100	56	29	47	87	75	79	0.2
Europe & Central Asia		..	..	90	98	98	97	49	26	81	95	44	63	0.6
Latin America & the Caribbean		..	5.1	82	100	99	101	55	26	75	88	57	67	0.6
Middle East & North Africa		..	..	77	90	79	93	78	42	48	77	42	60	0.1
South Asia		..	41.3	62	80	70	90	123	83	30	41	40	53	0.7
Sub-Saharan Africa		..	26.8	51	60	82	87	184	157	44	45	15	22	5.8
High income		..	..	..	97	100	99	12	7	..	99	71	..	0.4

a En raison du changement de la classification internationale type de l'Education 1976 qui est devenue ISCED7, les données d'avant 1998 ne sont pas entièrement comparables aux données disponibles à partir de 1999. b. Les données sont les données disponibles de l'année la plus récente. c. se réfère aux dépenses par centile de la population, classé suivant les dépenses par habitant. d. données urbaines. e. se réfère aux revenus par centile de la population, classé suivant le revenu par habitant. f. comprend le Monténégro. g. données de l'enquête, 2004. h. comprend Hong Kong, Chine. I données d'une enquête de 2005. j. données d'une enquête 2005-2006. k. données de 2007. L données d'une enquête 2004-2005.

Tableau 3 **Activité économique**

	Gross domestic product		Agricultural tchr productivity		Value added as % of GDP			Household final cons. expenditure	General gov't. final cons. expenditure	Gross capital formation	External balance of goods and services	GDP implicit deflator
	Millions of dollars	Avg. annual % growth	Agricultural value added per worker 2000 $		Agriculture	Industry	Services	% of GDP	% of GDP	% of GDP	% of GDP	Avg. annual % growth
	2007	2000–07	1990–92	2003–05	2007	2007	2007	2007	2007	2007	2007	2000–07
Afghanistan	11,627	11.5	..	..	36	24	39	111	10	28	–49	5.9
Albania	10,569	5.3	778	1,449	23	22	56	90	9	27	–26	3.5
Algeria	135,285	4.5	1,911	2,225	8	61	30	34	12	30	24	8.8
Angola	58,547	13.1	165	174	10	68	22	59	..[a]	14	26	55.3
Argentina	262,331	4.7	6,767	10,072	8	36	56	59	12	24	6	12.3
Armenia	9,177	12.7	1,476[b]	3,692	18	44	38	74	9	32	–15	4.2
Australia	821,716	3.3	20,838	29,924	3	28	69	57	18	27	–1	3.7
Austria	377,028	1.9	12,048	22,203	2	31	67	56	18	21	6	1.8
Azerbaijan	31,248	17.2	1,084[b]	1,143	6	62	32	32	13	27	27	9.3
Bangladesh	67,694	5.8	254	338	19	29	53	77	6	24	–7	4.3
Belarus	44,771	8.3	1,977[b]	3,153	9	40	51	62	20	28	–9	27.6
Belgium	448,560	1.9	21,479	41,631	1	24	75	53	23	22	3	2.0
Benin	5,428	3.8	326	519	32	13	54	78	15	20	–13	2.9
Bolivia	13,120	3.6	670	773	14	32	54	68	13	13	5	6.8
Bosnia and Herzegovina	14,661	5.3	..	8,270	10	26	64	76	24	18	–18	3.8
Brazil	1,314,170	3.3	1,506	3,126	5	31	64	48	28	22	2	8.5
Bulgaria	39,549	5.7	2,500	7,159	8	33	59	75	12	35	–22	5.0
Burkina Faso	6,767	5.8	110	173	33	22	44	75	22	18	–15	2.2
Burundi	974	2.7	108	70	35	20	45	91	29	17	–37	8.4
Cambodia	8,628	9.8	..	306	30	26	44	82	3	21	–7	3.8
Cameroon	20,644	3.5	389	646	19	29	52	73	9	17	1	2.2
Canada	1,326,376	2.7	28,243	43,055	..	..	..	55	19	22	4	2.0
Central African Republic	1,712	0.1	287	381	56	16	28	88	10	9	–7	1.9
Chad	7,085	12.2	173	215	23	44	32	60	6	19	15	8.2
Chile	163,915	4.5	3,600	5,308	4	48	48	55	10	21	14	7.0
China	3,280,053	10.2	254	401	12	48	40	34	14	44	8	3.7
Hong Kong, China	206,706	5.2	..	..	0	9	91	60	8	21	11	–2.3
Colombia	171,979	4.5	3,405	2,847	11	29	60	63	13	24	–1	6.3
Congo, Dem. Rep. of	8,955	5.0	184	149	42	28	29	82	9	18	–9	31.0
Congo, Rep. of	7,646	4.1	..	..	5	60	35	29	14	27	30	5.7
Costa Rica	25,225	5.2	3,143	4,499	9	31	60	75	5	27	–7	9.8
Côte d'Ivoire	19,570	0.2	598	795	23	26	51	73	8	10	8	3.1
Croatia	51,277	4.8	4,921[b]	9,987	7	32	61	56	20	33	–8	3.7
Czech Republic	168,142	4.5	..	5,423	3	39	58	48	21	27	3	2.1
Denmark	308,093	1.8	15,190	40,780	2	26	72	49	26	23	3	2.2
Dominican Republic	36,686	4.8	2,268	4,586	12	28	60	80	7	20	–6	17.4
Ecuador	44,184	5.0	1,686	1,676	7	35	58	67	13	21	–1	9.6
Egypt, Arab Rep. of	128,095	4.5	1,528	2,072	13	36	51	75	11	22	–8	6.9
El Salvador	20,215	2.7	1,633	1,638	11	29	60	93	11	16	–21	3.4
Eritrea	1,201	2.3	..	61	18	24	58	81	42	19	–42	14.8
Ethiopia	19,395	7.5	146	158	46	13	40	84	11	25	–19	6.6
Finland	246,020	3.1	18,822	31,214	3	32	65	51	21	21	7	0.9
France	2,562,288	1.7	22,234	44,017	2	21	77	57	24	21	–1	2.0
Georgia	10,176	8.3	2,443[b]	1,790	11	24	65	75	22	29	–26	6.9
Germany	3,297,233	1.1	13,724	26,549	1	30	69	58	18	18	5	1.0
Ghana	15,246	5.5	293	320	36	25	38	78	13	33	–23	19.5
Greece	360,031	4.3	7,668	9,011	3	21	76	68	14	26	–8	3.4
Guatemala	33,432	3.6	2,119	2,350	12	27	60	87	9	20	–16	4.7
Guinea	4,564	2.8	142	190	17	45	38	84	6	13	–2	18.1
Haiti	6,137	0.2	..	..	..	..	..	91	9	29	–29	16.5
Honduras	12,279	5.3	1,193	1,483	13	28	58	79	15	28	–23	6.2
Hungary	138,182	4.0	4,105	6,987	4	29	66	66	10	22	2	5.1
India	1,170,968	7.8	324	392	18	29	53	55	10	38	–3	4.4
Indonesia	432,817	5.1	484	583	14	47	39	63	8	25	4	10.1
Iran, Islamic Rep. of	270,937	5.9	1,954	2,542	9	42	49	47	14	37	3	16.9
Iraq	..	–11.4	..	1,756	..	..	..	..	..	..	..	..
Ireland	254,970	5.2	..	17,879	2	36	62	44	16	27	13	3.1
Israel	161,822	3.3	..	..	..	..	..	56	26	20	–1	1.2
Italy	2,107,481	0.8	11,542	23,967	2	27	71	59	20	21	–1	2.7
Japan	4,376,705	1.7	20,445	35,517	2	30	69	57	18	23	1	–1.2
Jordan	15,832	6.3	1,892	1,360	3	32	65	89	20	26	–35	3.0
Kazakhstan	103,840	10.0	1,795[b]	1,557	7	44	49	48	11	31	9	14.3
Kenya	29,509	4.4	333	332	23	19	58	75	16	20	–10	6.0
Korea, Rep. of	969,795	4.7	5,679	11,286	3	39	58	55	15	29	1	1.7
Kyrgyz Republic	3,505	4.0	675[b]	979	33	20	47	101	19	17	–37	5.8
Lao PDR	4,008	6.6	360	458	42	32	26	65	9	33	–6	9.4
Lebanon	24,001	3.3	..	30,099	6	23	71	89	15	12	–16	2.0
Liberia	725	–2.7	..	..	66	16	18	86	11	16	–14	10.0
Libya	58,333	3.7	..	..	..	..	..	..	..	..	..	21.0
Lithuania	38,328	8.0	..	4,703	5	33	61	66	17	30	–12	2.9
Madagascar	7,326	3.3	186	174	27	15	58	81	10	29	–19	11.6
Malawi	3,552	3.2	72	116	34	20	45	71	12	28	–11	21.3
Malaysia	180,714	5.1	3,803	5,126	9	51	41	50	13	23	14	4.8
Mali	6,863	5.4	208	241	37	24	39	76	11	23	–10	3.6
Mauritania	2,644	5.1	574	356	13	47	41	61	20	26	–7	11.3
Mexico	893,364	2.6	2,256	2,792	4	25	71	71	9	23	–2	6.3
Moldova	4,396	6.5	1,286[b]	816	17	15	67	97	18	30	–44	11.5
Morocco	73,275	4.9	1,430	1,775	12	29	59	58	16	32	–6	1.1
Mozambique	7,752	8.0	109	153	28	27	45	72	12	24	–8	7.8
Myanmar	..	9.2	..	..	..	..	..	..	..	..	..	21.2

	Gross domestic product		Agricultural tchr productivity		Value added as % of GDP			Household final cons. expenditure	General gov't. final cons. expenditure	Gross capital formation	External balance of goods and services	GDP implicit deflator
	Millions of dollars	Avg. annual % growth	Agricultural value added per worker 2000 $		Agriculture	Industry	Services	% of GDP	% of GDP	% of GDP	% of GDP	Avg. annual % growth
	2007	2000–07	1990–92	2003–05	2007	2007	2007	2007	2007	2007	2007	2000–07
Nepal	10,207	3.2	191	207	35	16	49	82	9	25	–16	5.6
Netherlands	754,203	1.6	24,914	42,198	2	25	73	47	25	20	8	2.1
New Zealand	129,372	3.2	19,204	25,109	..	..	..	60	18	25	–3	2.4
Nicaragua	5,676	3.5	..	2,071	20	30	51	92	9	29	–30	7.6
Niger	4,170	3.9	152	157[b]	..	..	..	75	12	23	–9	2.1
Nigeria	165,690	6.7	..	..	33	39	28	..	..	..	9	17.8
Norway	381,951	2.5	19,500	37,776	2	45	54	41	19	22	18	4.0
Pakistan	143,597	5.8	593	695	20	27	54	75	10	23	–8	6.5
Panama	19,740	6.0	2,363	3,914	7	16	77	71	7	23	–1	1.8
Papua New Guinea	6,261	2.4	500	595	36	45	19	47	12	20	21	7.2
Paraguay	12,004	3.3	1,596	2,052	26	20	54	74	9	21	–4	10.6
Peru	109,088	5.4	930	1,498	6	35	59	63	9	20	8	3.8
Philippines	144,129	5.1	905	1,075	14	31	55	80	10	15	–5	5.1
Poland	420,321	4.1	1,502[b]	2,182	4	30	66	63	17	22	–1	2.4
Portugal	220,241	0.8	4,612	5,980	3	25	72	65	21	22	–8	3.0
Romania	165,980	6.1	2,196	4,646	8	26	65	77	14	22	–13	18.0
Russian Federation	1,291,011	6.6	1,825[b]	2,519	5	39	57	50	17	25	8	16.7
Rwanda	3,320	5.8	168	182	36	14	50	85	11	22	–18	9.7
Saudi Arabia	381,683	4.1	7,875	15,780	3	65	32	28	23	22	27	8.1
Senegal	11,151	4.5	225	215	15	22	63	76	10	32	–18	2.2
Serbia	41,581	5.5	..	..	13	26	62	73	22	25	–20	19.5
Sierra Leone	1,672	11.2	..	..	44	24	32	84	13	17	–14	8.9
Singapore	161,347	5.8	22,695	40,419	0	31	69	38	10	23	29	1.0
Slovak Republic	74,932	6.0	..	5,026	3	37	60	55	18	27	0	3.9
Somalia	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
South Africa	277,581	4.3	1,786	2,484	3	31	66	64	20	20	–4	6.6
Spain	1,429,226	3.4	9,511	19,030	3	30	67	58	18	31	–6	4.0
Sri Lanka	32,354	5.3	679	702	12	30	58	68	15	27	–10	10.0
Sudan	47,632	7.1	418	666	32	28	41	68	14	24	–6	9.6
Sweden	444,443	2.8	21,463	33,023	1	29	70	47	27	18	8	1.5
Switzerland	415,516	1.6	22,344	23,418	1	28	70	60	11	22	7	0.9
Syrian Arab Republic	38,081	4.5	2,344	3,261	20	32	48	71	12	16	2	6.2
Tajikistan	3,712	8.8	397[b]	465	21	28	51	113	9	23	–45	20.5
Tanzania[c]	16,181	6.7	238	295	45	17	37	73	16	17	–6	9.0
Thailand	245,818	5.4	497	621	11	44	45	57	10	30	4	2.9
Togo	2,493	2.6	312	347	43	23	34	85	10	18	–13	0.8
Tunisia	35,020	4.8	2,422	2,719	11	27	62	64	13	23	0	2.7
Turkey	657,091	5.9	..	1,846	9	28	63	71	12	22	–5	18.8
Turkmenistan	12,933	..	1,222[b]	..	..	..	..	46	13	23	17	..
Uganda	11,214	5.7	184	229	29	18	53	80	14	24	–19	6.2
Ukraine	140,484	7.6	1,195[b]	1,702	7	32	61	66	15	22	–4	14.0
United Arab Emirates	129,702	8.2	10,454	25,841	2	56	42	46	11	24	18	4.9
United Kingdom	2,727,806	2.6	22,659	26,933	1	24	75	64	22	18	–4	2.6
United States	13,811,200	2.7	20,793	41,797	1	23	76	71	16	19	–6	2.6
Uruguay	23,087	3.3	5,714	7,973	9	32	59	73	11	18	–2	9.4
Uzbekistan	22,308	6.2	1,272[b]	1,800	24	27	49	54	16	20	10	26.5
Venezuela, R.B. de	228,071	4.7	4,483	6,292	..	..	..	48	11	24	17	26.8
Vietnam	71,216	7.8	214	305	20	42	38	67	6	35	–8	6.7
West Bank and Gaza	4,007	0.4	..	..	..	..	..	96	33	23	–52	3.0
Yemen, Rep. of	22,523	4.0	271	328[b]	..	..	..	..	..	..	..	13.5
Zambia	11,363	–5.7	159	204	22	38	40	59	10	24	6	18.3
Zimbabwe	3,418	–4.4	240	222	19	24	57	72	27	17	–16	232.0
World	54,347,038t	3.2w	730w	911w	3w	28w	69w	61w	17w	22w	0w	
Low income	810,300	5.6	259	321	25	28	48	74	9	24	–6	
Middle income	13,342,194	6.2	454	654	8	32	59	60	15	25	0	
Lower middle income	6,888,343	8.0	370	509	13	41	46	49	13	35	3	
Upper middle income	6,450,429	4.3	2,134	2,954	5	31	64	59	17	23	1	
Low and middle income	14,155,882	6.2	417	583	10	32	59	61	15	25	–1	
East Asia & Pacific	4,438,135	8.9	303	446	12	47	41	41	13	38	7	
Europe & Central Asia	3,155,221	6.1	1,588	2,109	7	33	60	61	16	24	–1	
Latin America & the Caribbean	3,444,374	3.6	2,155	3,053	5	29	66	60	17	22	1	
Middle East & North Africa	828,691	4.5	1,583	2,205	11	35	53	62	14	26	–1	
South Asia	1,438,594	7.3	335	406	18	29	53	59	10	35	–4	
Sub-Saharan Africa	842,914	5.0	246	281	15	32	54	67	16	21	–3	
High income	40,197,253	2.4	14,586	25,456	2	26	72	62	18	21	–1	

a. Les données relatives aux dépenses publiques de consommation finale ne sont pas disponibles séparément ; elles sont inclues dans les dépenses finales de consommation des ménages. b. les données de tous les trois ans ne sont pas disponibles. c. Les données concernent seulement la Tanzanie (partie terrestre).

Tableau 4 Commerce, aide et finance

	Merchandise trade							External debt		Domestic credit provided by banking sector	
	Exports	Imports	Manufactured exports	High technology exports	Current account balance	Foreign direct investment net inflows	Official development assistance[a]	Total	Present value		Net migration
	$ millions	$ millions	% of total merchandise exports	% of manufactured exports	$ millions	$ millions	$ per capita	$ millions	% of GNI	% of GDP	thousands
	2007	2007	2006	2006	2007	2006	2006	2006	2006	2007	2000–05[b]
Afghanistan	480	2,950	..	..	..	..	..	1,771	18[d]	0	1,112
Albania	1,072	4,196	27	13	*–671*	325	101	2,340	21	64	–110
Algeria	59,518	27,439	1	2	..	1,795	6	5,583	5	–3	–140
Angola	38,100	11,400	..	..	*10,690*	–38	10	9,563	33	2	175
Argentina	55,933	44,780	32	7	7,210	4,840	3	122,190	68	29	–100
Armenia	1,219	3,282	56	1	–571	343	71	2,073	29	12	–100
Australia	141,079	165,331	23	12	–56,783	26,599	..	..	..	142	593
Austria	162,204	161,800	80	13	12,031	157	..	..	..	124	180
Azerbaijan	9,300	6,050	8	2	9,019	–584	24	1,900	12	18	–100
Bangladesh	12,360	18,470	*92*	*0*	*1,196*	697	8	20,521	22	59	–500
Belarus	24,339	28,674	50	3	–2,944	354	7	6,124	17	27	..
Belgium	432,327	415,752	77	8[c]	8,254	61,990	..	..	..	114	180
Benin	590	1,110	*9*	*0*	*–226*	63	43	824	12[d]	9	99
Bolivia	4,485	3,446	7	4	*1,319*	240	62	5,292	20[d]	54	–100
Bosnia and Herzegovina	4,155	9,726	62	3	–1,939	423	126	5,669	43	56	115
Brazil	160,649	126,581	51	12	1,460	18,782	0	194,150	26	96	–229
Bulgaria	18,450	30,034	53	6	–8,592	5,172	..	20,925	74	59	–43
Burkina Faso	660	1,700	*8*	*10*	..	26	61	1,142	11[d]	12	100
Burundi	55	350	*6*	*4*	*–135*	0	51	1,411	105	38	192
Cambodia	4,400	5,300	*97*	*0*	–506	483	37	3,527	48	13	10
Cameroon	3,750	3,760	3	3	..	309	93	3,171	4[d]	6	6
Canada	418,493	389,670	56	15	12,815	69,068	..	..	..	166	1,041
Central African Republic	195	230	*36*	*0*	..	24	31	1,020	53[d]	18	–45
Chad	3,450	1,500	..	..	..	700	27	1,772	23[d]	0	219
Chile	68,296	46,108	11	7	7,200	7,952	5	47,977	42	90	30
China	1,217,939[e]	955,845	92[e]	30	*249,866*	78,095	1	322,845	14	136	–1,900
Hong Kong, China	349,663	370,733	91	11	27,405	42,891	..	..	..	126	300
Colombia	29,360	32,897	37	4	–5,851	6,463	22	39,698	32	50	–120
Congo, Dem. Rep. of	2,600	2,950	..	..	..	180	34	11,201	119[d]	*5*	–237
Congo, Rep. of	6,100	2,900	..	..	*903*	344	69	6,130	108[d]	–10	–10
Costa Rica	9,367	12,955	65	45	–1,499	1,469	5	6,832	35	48	84
Côte d'Ivoire	8,400	6,100	15	42	–146	315	13	13,840	72[d]	21	–339
Croatia	12,360	25,830	66	10	–4,412	3,376	45	37,480	93	83	100
Czech Republic	122,414	117,980	89	14	*–4,586*	6,021	..	..	..	55	67
Denmark	103,307	99,375	65	20	4,279	3,343	..	..	..	207	46
Dominican Republic	6,700	13,100	..	..	–2,231	1,183	6	8,905	35	54	–148
Ecuador	13,751	13,565	10	8	*1,503*	271	14	16,536	52	19	–400
Egypt, Arab Rep. of	16,201	27,064	21	1	*2,635*	10,043	12	29,339	28	91	–525
El Salvador	3,980	8,677	55	3	*–855*	204	23	9,136	55	46	–143
Eritrea	15	515	..	..	..	4	28	800	49[d]	*139*	229
Ethiopia	1,290	5,320	..	..	*–1,786*	364	25	2,326	8[d]	*47*	–140
Finland	89,656	81,145	81	22	11,402	5,311	..	..	..	85	33
France	552,193	613,224	79	21	–30,567	81,045	..	..	..	123	722
Georgia	1,240	5,217	48	16	–1,931	1,060	81	1,964	22	32	–248
Germany	1,326,521	1,059,439	83	17	*150,746*	43,410	..	..	..	126	1,000
Ghana	4,320	7,980	31	0	*–1,040*	435	51	3,192	21[d]	*33*	12
Greece	23,574	75,553	52	11	*–29,565*	5,401	..	..	..	95	154
Guatemala	6,926	13,578	35	3	*–1,592*	354	37	5,496	18	42	–300
Guinea	1,100	1,190	..	..	..	108	18	3,281	58[d]	*16*	–425
Haiti	550	1,550	..	..	*1*	160	62	1,189	22[d]	25	–140
Honduras	2,160	6,760	21	1	*–195*	385	84	4,076	25[d]	51	–150
Hungary	94,160	94,792	84	24	*–7,421*	6,098	..	107,677	100	75	65
India	145,228	216,682	*70*	*5*	*–9,415*	17,453	1	153,075	15	*63*	–1,350
Indonesia	118,163	91,715	45	13	11,009	5,580	6	130,956	45	41	–1,000
Iran, Islamic Rep. of	83,000	45,000	10	6	..	901	2	20,113	10	*48*	–1,250
Iraq	36,400	29,020	..	..	..	..	..	..	..	..	–375
Ireland	121,068	81,678	85	34	–12,695	–882	..	..	..	199	188
Israel	54,065	58,950	82	14	4,994	14,302	..	..	..	*76*	115
Italy	491,532	504,591	85	7	–51,032	38,884	..	..	..	129	1,125
Japan	712,839	620,967	91	22	210,490	–6,784	..	..	..	294	270
Jordan	5,760	13,310	71	1	*–1,909*	3,219	105	8,000	58	124	130
Kazakhstan	46,540	32,940	13	21	–7,184	6,143	11	74,148	132	41	–200
Kenya	4,140	9,210	*26*	*3*	*–526*	51	26	6,534	26	34	25
Korea, Rep. of	371,554	356,648	89	32	5,954	3,645	..	..	..	110	–80
Kyrgyz Republic	1,105	2,475	46	3	–234	182	60	2,382	52[d]	15	–75
Lao PDR	980	1,400	..	..	..	187	63	2,985	87	8	–115
Lebanon	3,574	12,251	*70*	*2*	–2,046	2,794	174	23,963	116	190	..
Liberia	157	490	..	..	*–138*	–82	75	2,674	1,128[d]	92	–119
Libya	45,000	8,600	..	..	*22,170*	..	6	..	..	–70	10
Lithuania	17,173	24,116	58	8	*–3,218*	1,812	..	18,955	79	61	–30
Madagascar	1,190	2,590	41	1	*–554*	230	39	1,453	13[d]	9	–5
Malawi	670	1,380	13	11	..	30	49	850	6[d]	16	–30
Malaysia	176,211	146,982	74	54	28,931	6,064	9	52,526	39	117	150
Mali	1,620	2,000	*10*	*4*	*–231*	185	69	1,436	15[d]	15	–134
Mauritania	1,360	1,510	*0*	..	..	–3	62	1,630	93[d]	..	30
Mexico	272,044	296,578	76	19	*–1,993*	19,222	2	160,700	21	43	–3,983
Moldova	1,370	3,720	31	5	–695	242	60	2,416	65	40	–250
Morocco	14,646	31,468	68	10	*1,851*	2,699	34	18,493	30	92	–550
Mozambique	2,650	3,210	5	2	*–634*	154	77	3,265	12[d]	10	–20
Myanmar	5,350	3,250	..	..	*802*	279	3	6,828	47	*28*	–99

	Merchandise trade							External debt		Domestic credit provided by banking sector	
	Exports	Imports	Manufactured exports	High technology exports	Current account balance	Foreign direct investment net inflows	Official development assistance[a]				Net migration
	$ millions	$ millions	% of total merchandise exports	% of manufactured exports	$ millions	$ millions	$ per capita	Total $ millions	Present value % of GNI	% of GDP	thousands
	2007	2007	2006	2006	2007	2006	2006	2006	2006	2007	2000–05[b]
Nepal	888	2,904	..	..	6	–7	19	3,409	27[d]	*49*	–100
Netherlands	550,636	490,582	66	28	50,706	7,197	..	..	..	208	110
New Zealand	26,950	30,890	27	11	–10,233	7,941	..	..	..	152	102
Nicaragua	1,210	3,510	9	7	*–855*	282	132	4,391	30[d]	74	–210
Niger	650	970	*15*	*11*	*–312*	20	29	805	8[d]	7	–29
Nigeria	66,500	27,500	..	..	*24,202*	5,445	79	7,693	9	*4*	–170
Norway	139,424	80,347	16	19	64,070	4,653	..	..	..	..	84
Pakistan	17,457	32,598	81	1	–8,253	4,273	14	35,909	26	46	–1,239
Panama	1,200	7,010	10	0	–1,577	2,574	9	9,989	77	88	8
Papua New Guinea	4,610	2,950	..	..	*640*	32	45	1,675	35	23	..
Paraguay	3,374	7,280	16	8	*–217*	189	9	3,426	43	20	–45
Peru	27,956	20,185	14	2	*2,589*	3,467	17	28,174	42	16	–510
Philippines	50,276	57,160	87	68	*5,897*	2,345	7	60,324	57	41	–900
Poland	137,609	160,804	79	4	–15,794	19,198	..	125,831	41	47	–200
Portugal	50,994	77,050	74	9	*–18,281*	7,366	..	..	..	174	276
Romania	40,257	69,712	79	4	–23,136	11,394	..	55,114	58	36	–270
Russian Federation	355,177	223,059	17	9	78,310	30,827	..	251,067	34	25	917
Rwanda	165	600	..	..	–147	11	62	419	8[d]	*9*	43
Saudi Arabia	228,550	94,235	8	1	*99,066*	660	1	..	..	18	285
Senegal	1,650	4,250	44	6	..	58	68	1,984	14[d]	25	–100
Serbia	8,780	18,295	..	4	..	5,128	214	13,831	52	30	–339
Sierra Leone	260	420	..	..	*–101*	59	63	1,428	10[d]	10	472
Singapore	299,271[e]	263,150	80[e]	58	*36,326*	24,191	..	..	..	81	200
Slovak Republic	58,082	60,103	85	6	..	4,165	..	27,085	58	52	3
Somalia	..	..	..	..	..	96	46	2,836	..	..	100
South Africa	69,788	90,990	53[f]	6	–20,631	–120	15	35,549	15	89	75
Spain	241,962	373,585	76	6	–145,275	20,167	..	..	..	194	2,846
Sri Lanka	7,750	10,840	*70*	*2*	*–1,334*	480	40	11,446	40	*47*	–442
Sudan	8,160	8,450	*0*	*1*	*–4,722*	3,534	55	19,158	77[d]	0	–532
Sweden	168,223	150,039	78	16	*28,413*	27,299	..	..	..	135	152
Switzerland	171,621	160,798	91	22	72,354	27,185	..	..	..	194	100
Syrian Arab Republic	11,330	14,820	32	1	*920*	600	1	6,502	23	*33*	200
Tajikistan	1,468	2,455	..	..	*–21*	339	36	1,154	36	*15*	–345
Tanzania	2,005	5,337	18	0	*–1,442*	474	46	4,240	16[d,g]	13	–345
Thailand	152,469	141,347	76	27	14,921	9,010	–3	55,233	30	96	231
Togo	690	1,450	*58*	*0*	*–461*	57	12	1,806	68[d]	22	–4
Tunisia	15,029	18,980	*75*	*4*	*–634*	3,270	43	18,480	66	72	–29
Turkey	107,154	169,987	42	..	*–32,774*	20,070	8	207,854	61	49	–30
Turkmenistan	8,920	4,460	..	..	..	731	5	881	11	..	–10
Uganda	1,530	3,350	21	34	–745	392	52	1,264	6[d]	*9*	–5
Ukraine	49,100	60,440	73	3	–5,927	5,604	10	49,887	58	62	–173
United Arab Emirates	154,000	121,100	..	..	..	..	..	..	..	*59*	577
United Kingdom	435,615	617,178	77	34	–115,243	139,745	..	..	..	194	948
United States	1,163,183	2,016,978	79	30	–738,641	180,580	..	..	..	240	6,493
Uruguay	4,480	5,480	32	3	–186	1,346	6	9,804	66	25	–104
Uzbekistan	8,040	4,470	..	..	..	164	6	3,892	26	..	–300
Venezuela, R.B. de	69,165	48,591	5	2	20,001	–543	2	44,635	34	23	40
Vietnam	48,387	60,830	*50*	*5*	–6,992	2,315	22	20,202	33	96	–200
West Bank and Gaza	..	..	..	..	..	..	384	..	..	*9*	11
Yemen, Rep. of	7,160	5,890	1	5	*206*	1,121	13	5,563	25	10	–100
Zambia	4,876	4,014	6	2	–505	575	122	2,325	9[d]	17	–82
Zimbabwe	2,050	2,420	*38*	*2*	..	40	21	4,677	110	*93*	–75
World	13,899,267t	14,107,100t	74w	20w		1,352,442s	16w	..s	167w	..w[h]	
Low income	230,215	251,819	..	..		20,380	35	201,382	30	–2,858	
Middle income	3,919,104	3,641,914	60	20		334,242	9	2,642,418	77	–15,770	
Lower middle income	2,179,289	1,947,080	69	25		162,047	9	1,080,416	102	–11,295	
Upper middle income	1,738,728	1,690,142	52	16		172,195	7	1,562,002	55	–4,475	
Low and middle income	4,149,329	3,893,700	60	20		354,621	19	2,843,800	75	–18,629	
East Asia & Pacific	1,783,695	1,475,731	80	33		104,972	4	659,985	119	–3,847	
Europe & Central Asia	874,122	935,854	39	8		114,318	14	912,265	38	–1,798	
Latin America & the Caribbean	750,092	732,907	53	12		70,457	12	734,499	63	–6,811	
Middle East & North Africa	297,678	234,252	19	5		26,551	54	136,499	49	–2,618	
South Asia	184,991	286,021	72	4		22,916	6	227,303	60	–2,484	
Sub-Saharan Africa	261,373	237,971	..	..		15,408	52	173,248	48	–1,070	
High income	9,752,088	10,219,990	77	21		997,821	0.1		196	18,522	

a La distinction entre l'aide publique, aux pays figurant sur la partie II de la liste du Comité de l'OCDE chargé de l'aide au développement (DAC), et l'aide publique au développement a été abandonnée en 2005. Les agrégats régionaux comprennent des données des économies non répertoriées dans le tableau. Les totaux mondiaux et les catégories de revenu comprennent l'aide non allouée par pays ou par région. b. Total de la période de 5 ans. c. comprend le Luxembourg. d. les données proviennent de l'analyse de soutenabilité de la dette entreprise dans le cadre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). E. comprend les réexportations f. les données relatives aux exportations et importations totales concernent uniquement l'Afrique du Sud. Les données concernant les exportations des produits se réfèrent à l'Union douanière de l'Afrique australe (Botswana, Lesotho, la Namibie et l'Afrique du Sud). g. INB se réfère à la Tanzanie (partie terrestre) seulement. h. le total mondial calculé par l'ONU est égal à zéro, mais comme les agrégats montrés ici font référence aux définitions de la Banque mondiale, les catégories de revenus et les revenus totaux régionaux ne sont pas égaux à zéro.

Table 5 Key indicators for other economies

	Population			Population age composition	Gross national income (GNI)[a]		PPP gross national income (GNI)[b]		Gross domestic product per capita	Life expectancy at birth		Adult literacy rate	Carbon dioxide emissions
	Thousands	Avg. annual % growth	Density people per sq. km	% ages 0–14	Millions of dollars	per capita dollars	Millions of dollars	per capita dollars	% growth	Male years	Female years	% ages 15 and older	per capita metric tons
	2007	2000–2007	2007	2007	2007	2007	2007	2007	2006–2007	2006	2006	2005	2004
American Samoa	60	1.4[c]	301	..	..	..[d]	..	..	..	..	..	..	5.1
Andorra	67	0.5[c]	143	..	..	..[d]	..	..	..	..	..	..	..
Antigua and Barbuda	85	1.4	193	..	977	11,520	1,494	17,620[f]	2.9	..	..	..	5.1
Aruba	101	0.5[c]	561	22	..	..[d]	..	..	..	..	..	97	21.8
Bahamas, The	331	1.3	33	27	..	..[d]	..	..	..	70	76	..	6.3
Bahrain	753	2.1	1,080	25	14,022	19,350	24,869	34,310	5.8	74	77	87	23.8
Barbados	294	0.4	664	18	..	..[d]	4,711[f]	16,140[f]	..	74	80	..	4.4
Belize	304	2.8	13	37	1,157	3,800	1,868[f]	6,200[f]	0.1	70	74	..	2.8
Bermuda	64	0.4	1,260	..	..	..[d]	..	..	..	76	81	..	8.7
Bhutan	657	2.3	14	31	1,186	1,770	3,278	4,980	17.5	64	67	60	0.7
Botswana	1,881	1.2	3	35	10,991	5,840	23,369	12,420	2.5	50	50	81	2.4
Brunei Darussalam	389	2.2	74	29	10,297	26,930	19,059	49,900	2.9	75	80	93	24.1
Cape Verde	530	2.3	132	36	1,287	2,430	1,559	2,940	4.8	69	74	91	0.6
Cayman Islands	47	2.1[c]	180	..	..	..[d]	..	..	..	..	..	..	7.1
Channel Islands	149	0.2	785	15	..	..[d]	..	..	..	76	81	..	..
Comoros	628	2.1	336	42[g]	425	680	721	1,150	–2.9	62[g]	64[g]	..	0.2
Cuba	11,257	0.1	103	18	..	..[d]	..	..	..	76	80	100	2.3
Cyprus	787	1.8	85	19	18,817	24,940	20,741	26,370	2.5	77	82	97	9.1
Djibouti	833	1.9	36	37	908	1,090	1,886	2,260	2.2	53	56	..	0.5
Dominica	73	0.3	97	..	310	4,260	540[f]	7,410[f]	0.4	..	..	..	1.5
Equatorial Guinea	508	2.3	18	42	6,527	12,860	10,773	21,230	9.9	50	52	87	11.5
Estonia	1,342	–0.3	32	15	17,706	13,200	26,399	19,680	7.3	67	78	100	14.0
Faeroe Islands	48	0.2[c]	35	..	..	..[d]	..	..	..	77	81	..	13.7
Fiji	838	0.6	46	32	3,189	3,800	3,668	4,370	–5.0	68	71	..	1.3
French Polynesia	263	1.5	72	27	..	..[d]	..	..	..	71	77	..	2.7
Gabon	1,330	1.7	5	35	8,876	6,670	17,395	13,080	4.0	56	57	84	1.1
Gambia, The	1,707	3.0	171	41	544	320	1,951	1,140	4.3	58	60	..	0.2
Greenland	57	0.1	0[h]	..	..	..[d]	..	..	..	..	..	..	10.0
Grenada	108	0.9	318	33	505	4,670	747[f]	6,910[f]	3.0	..	..	..	2.0
Guam	173	1.6	321	29	..	..[d]	..	..	..	73	78	..	26.0
Guinea-Bissau	1,695	3.0	60	46	331	200	790	470	–0.3	45	48	..	0.2
Guyana	739	0.1	4	31	959	1,300	2,125[f]	2,880[f]	5.5	63	69	..	2.0
Iceland	311	1.4	3	22	16,826	54,100	10,592	34,060	1.4	79	83	..	7.6
Isle of Man	77	0.9	136	..	3,088	40,800	2,568[f]	33,750[f]	4.9	..	..	..	..
Jamaica	2,677	0.5	247	31	9,923	3,710	16,612	6,210	1.7	70	73	..	4.0
Kiribati	102	1.7	128	..	120	1,170	228[f]	2,240[f]	0.9	..	..	..	0.3
Korea, Dem. People's Rep. of	23,783	0.5	198	23	..	..	..	..	..	65	69	..	3.4
Kuwait	2,883	2.8	149	23	80,221	31,840	126,703	49,970	8.7	76	80	93	40.4
Latvia	2,276	–0.6	37	14	22,595	9,930	38,452	16,890	10.9	65	77	100	3.1
Lesotho	2,006	0.9	68	40	2,007	1,000	3,783	1,890	4.3	43	43	82	..
Liechtenstein	35	0.9[c]	220	..	..	..[d]	..	..	..	..	..	..	..
Luxembourg	480	1.3	185	18	36,420	75,880	30,909	64,400	1.9	76	82	..	24.9
Macao, China	480	1.2	17,028	14	..	..[d]	..	..	26.6	78	83	91	4.7
Macedonia, FYR	2,037	0.2	80	19	7,052	3,460	17,344	8,510	5.1	72	76	96	5.1
Maldives	305	1.6	1,016	32	977	3,200	1,540	5,040	3.8	67	69	96	2.5
Malta	409	0.7	1,279	17	6,216	15,310	8,523	20,990	2.7	77	81	..	6.1
Marshall Islands	67	3.3	389	..	204	3,070	..	..	1.8	..	..	..	..
Mauritius	1,283	0.9	622	24	6,878	5,450	14,381	11,390	3.9	70	77	84	2.8
Mayotte	194	3.6[c]	518	..	..	..[d]	..	..	..	..	..	..	..
Micronesia, Fed. States	111	0.5	159	38	274	2,470	383[f]	3,270[f]	1.5	68	69	..	..
Monaco	33	0.3[c]	15,789	..	..	..[d]	..	..	..	..	..	..	..
Mongolia	2,612	1.2	2	27	3,382	1,290	8,248	3,160	8.7	66	69	98	3.4
Montenegro	600	–1.6	43	19	3,109	5,180	6,175	10,290	7.8	72	77	..	..
Namibia	2,074	1.4	3	37	6,970	3,360	10,608	5,120	4.8	52	53	85	1.2
Netherlands Antilles	191	0.9	239	21	..	..[d]	..	..	..	71	79	96	22.2
New Caledonia	242	1.9	13	26	..	..[d]	..	..	..	73	78	..	11.2
Northern Mariana Islands	84	2.4[c]	182	..	..	..[d]	..	..	..	..	..	..	..
Oman	2,600	1.1	8	32	27,887	11,120	49,487	19,740	4.8	74	77	81	12.5
Palau	20	0.8[c]	44	..	167	8,210	..	..	2.0	..	..	..	11.9
Puerto Rico	3,943	0.5	445	21	..	..[d]	..	..	..	74	83	90	0.5
Qatar	836	4.3	76	21	..	..[d]	..	..	1.8	75	76	89	69.2
Samoa	187	0.7	66	40	454	2,430	735[f]	3,930[f]	2.2	68	75	99	0.8
San Marino	29	1.1[c]	482	..	1,291	45,130	1,048[f]	37,060[f]	3.5	79	85	..	..
São Tomé and Príncipe	159	1.7	165	41	138	870	258	1,630	4.1	63	67	85	0.6
Seychelles	85	0.7	185	..	782	9,960	1,313[f]	15,450[f]	5.8	69	76	92	6.6
Slovenia	2,018	0.2	100	14	42,306	20,960	53,756	26,640	5.5	74	81	100	8.1
Solomon Islands	495	2.5	18	40	383	730	831[f]	1,680[f]	3.2	63	64	..	0.4
St. Kitts and Nevis	49	1.4	188	..	470	9,630	650[f]	13,320[f]	2.5	..	..	..	2.7
St. Lucia	168	1.1	275	27	929	5,530	1,584[f]	9,430[f]	2.0	73	76	..	2.3
St. Vincent and the Grenadines	120	0.5	309	28	507	4,210	883[f]	7,170[f]	6.2	69	74	..	1.7
Suriname	458	0.7	3	29	2,186	4,730	3,499[f]	7,640[f]	4.7	67	73	90	5.1
Swaziland	1,145	1.3	67	39	2,951	2,580	5,649	4,930	1.7	42	40	80	0.9
Timor-Leste	1,066	4.4	72	45	1,804	1,510	3,281[f]	3,080[f]	4.1	58	58	..	0.2
Tonga	101	0.4	140	37	233	2,320	367[f]	3,650[f]	–4.3	72	74	..	1.2
Trinidad and Tobago	1,333	0.4	260	21	18,795	14,100	29,981	22,490	5.8	68	72	98	24.7
Vanuatu	226	2.5	19	39	417	1,840	771[f]	3,410[f]	2.8	68	72	..	0.4
Virgin Islands (U.S.)	108	0.0[c]	310	23	..	..[d]	..	..	..	77	80	..	124.3

a. Calculated using the World Bank Atlas method. b. PPP is purchasing power parity; see *Definitions*. c. Data are for 2003–2007. d. Estimated to be upper middle ($3,706 to $11,455). e. Estimated to be high income ($11,456 or more). f. The estimate is based on regression; others are extrapolated from the latest International Comparison Program benchmark estimates. g. Includes the island of Mayotte. h. Less than 0.5. i. Estimated to be low income ($935 or less). j. Data are for 2004–2007. k. More than –0.05.